

Alors que les réfugiés kurdes continuent d'affluer en Turquie et en Iran

## Les Douze demandent aux Nations unies de créer des « zones de sécurité » en Irak

**La morale contre l'étatisme**

EXTRÊME urgence oblige, la communauté internationale fait preuve d'imagination en prenant quelques libertés avec ses dogmes les plus chers. Après avoir consacré la semaine dernière, dans la résolution 658 du Conseil de sécurité, le « devoir d'ingérence humanitaire », elle promeut une nouvelle idée : l'établissement, sous le contrôle des Nations unies, de « zones de protection » dans le nord de l'Irak. Ces deux innovations ont le même objectif : permettre aux millions de Kurdes lancés sur les routes de l'exode, d'échapper à une « répression », qui, selon M. Mitterrand, « confine au génocide ».

Ayant tardivement pris la mesure du drame qui se joue dans les montagnes du Kurdistan - et dont il est, en partie, responsable pour avoir laissé à M. Saddam Hussein les moyens militaires d'écraser l'éphémère rébellion des « peshmergas », l'Occident s'active pour éviter que l'armée irakienne ne se livre à un énième massacre. En sollicitant la solidarité internationale vers un peuple dans la détresse, alors que le temps presse, les Douze invitent le Conseil de sécurité à agir vite.

La création d'« enclaves » offrant un abri sûr aux Kurdes pourchassés marquerait une nouvelle étape dans l'élaboration d'un « droit humanitaire », dont deux résolutions votées en 1988 et en 1990 - la première sur le « libre accès aux victimes des situations d'urgence », la seconde sur les « couloirs d'urgence humanitaire » - posèrent les premiers jalons. Dans tous les cas, il s'agissait de faire prévaloir la morale sur la politique, au service de populations démunies, victimes de famines ou de guerre civile.

Pareille ingérence suppose qu'on égratigne au passage la sacro-sainte indépendance étatique, loi d'airain de la vie internationale. Comme l'a souligné lundi M. Mitterrand en un subtil distinguo, la souveraineté de l'Irak n'est pas remise en question dans son principe, mais seulement dans son exercice. L'affaire est trop grave, le précédent trop périlleux, pour ne pas s'entourer d'un maximum de prudence. Ainsi chacun s'accorde à souligner le caractère exceptionnel et provisoire des mesures souhaitées par les Douze.

D'AUTANT que la mise en place de « sanctuaires » dans le nord de l'Irak porte en germe un autre danger : l'esquisse d'un « Kurdistan libéré », prélude au dépeçage du pays, que ni la communauté internationale, ni le monde arabe, ni aucun Etat voisin n'appelle de ses vœux.

Mais, pour le malheureux peuple kurde, une chose prime, ces jours-ci : ne pas être contraint de choisir entre la mort ou l'exil, entre le génocide et la dispersion. Peuple sans Etat, les Kurdes redoutent de devenir un peuple sans terre. Leur tragédie rappelle, par certains aspects, celle que vécurent les Arméniens après 1915 et il y a quarante ans les Palestiniens, incités à l'exode par la propagande et la peur. Pour ne pas devenir une nouvelle diaspora, il leur faut s'accrocher à leurs montagnes. La communauté internationale peut - et doit - les aider.

Réunis à Luxembourg, lundi 8 avril, en sommet extraordinaire, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté européenne ont approuvé l'idée - soumise par le Royaume-Uni - de créer, sous l'égide de l'ONU, des zones de protection pour les Kurdes, en territoire irakien. A New-York, un tel projet a également été discuté, avec l'aval

des Etats-Unis, au Conseil de sécurité qui devait poursuivre, mardi, ses travaux à ce sujet. Dans le même souci, la majorité du Conseil envisage d'établir, toujours sous l'autorité des Nations unies, un secteur démilitarisé au sud de l'Irak pour mettre les populations chiites à l'abri de la répression menée par les troupes de Bagdad.

### « Le monde nous oubliera toujours »

**PIRANSHAHR (frontière iranienne)**

de notre envoyé spécial  
Le massif du Haj-Omran ne pouvait plus, lundi 8 avril, cacher ses zébrures. Depuis la vallée, il fallait désormais s'habituer à ses lignes sombres et continues, s'incrustant dans la montagne comme autant d'artères de la honte. Vues de plus près, elles offraient les scènes d'un exode routinier. Des fillettes de trois ans marchant pieds nus, trébuchant dans la boue, tirées par

l'épaulement pour esquiver une flaque d'eau ; des enfants, encore, transis de froid, sur le dos de leurs parents, certains endormis, les bras pendants à l'extérieur d'une bâche de camion, d'autres ballotés à l'avant d'une pelleteuse. Les femmes ont fait du thé en brûlant quelques brindilles ; elles ont lavé leurs bébés dans des ruisselets d'eau boueuse et les assoiffés ont croqué la neige à pleines dents. Les enfants se sont battus à la distribution des pommes et les adultes à celle du pain. Marchant la nuit pour vain-

cre une température s'approchant de zéro degré, certains dormaient lundi matin, recroquevillés sous les premiers rayons de soleil. Un berger guidait un troupeau de quatre moutons. La cohorte grossissante s'avancait tant bien que mal, les semelles collées à cette terre noire crevassée par les morsures de la fonte des neiges.

**DOMINIQUE LE GUILLEDOUX**

Lire la suite page 3  
ainsi que les articles de PHILIPPE LEMAITRE, d'AFSANÉ BASSIR POUR et SERGE MARTI, pages 3 et 4

### Lyon et Bordeaux villes en crise

Lyon et Bordeaux sont malades. La première commence à souffrir du ridicule dans lequel l'ont plongée le cambriolage rocambolesque d'une permanence électorale et les démentis politico-familiaux du maire, M. Michel Noir, avec son gendre, M. Pierre Botton.

La seconde retient son souffle pour écouter craquer le système Chaban. Au pouvoir depuis 1947, le maire de Bordeaux, bâtisseur de ponts, de tours d'acier et de béton, risque de manquer sa sortie, empêtré dans l'affaire des girondins et dans celle du projet de métro.

Lire page 12 les articles de DANIEL CARTON et de GILLES PARIS

### La transition polonaise engagée

Le passage à l'économie de marché de la Pologne est en bonne voie. La « thérapie de choc » a cependant un coût social très élevé

par Erik Izraelewicz

Les capitales et les capitaux. Trois mois après son élection à la présidence de la République, M. Lech Walesa fait la tournée des premières pour attirer en Pologne les seconds. A Washington, à Bonn et à Bruxelles hier, comme à Paris aujourd'hui, et à Tokyo demain, il tente de séduire les investisseurs occidentaux en mettant en avant la « thérapie de choc » appliquée dans son pays depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et poursuivie par son gouvernement.

Stopper l'hyperinflation, rétablir les grands équilibres et amorcer la transition vers l'économie de marché : sur ces trois objectifs de la politique mise en œuvre depuis quinze mois par le jeune ministre libéral des finances, M. Leszek Bal-

cerowicz, Varsovie a obtenu des résultats tangibles. Le rétablissement d'une économie administrée n'est pas encore disparu.

Bien que de qualité incertaine en période de transformation socio-économique, les statistiques pour 1990 confirment le succès de la politique de stabilisation. L'hyperinflation a été, sinon stoppée, en tout cas nettement freinée. D'un rythme annuel de hausse de 740 % en début d'année, les prix ne progressaient plus à la fin de 1990 qu'à une vitesse de 350 %. La performance est d'autant plus remarquable qu'elle a été simultanément amorcée une véritable réforme des prix, ceux-ci ayant presque totalement retrouvé la liberté et une structure plus proche de celle des pays occidentaux.

Lire la suite page 21

### Ouverture au Sénégal

Le président Diouf fait entrer cinq responsables de l'opposition - dont M. Wade - dans le gouvernement

page 7

### La Grèce désenchantée

En un an d'exercice du pouvoir, le gouvernement conservateur de M. Mitsotakis n'a pas su s'imposer

page 10

### Le juge Jean-Pierre en accusation

Le ministre de la justice dénonce des « irrégularités » dans la perquisition au siège d'Urbatechnic

page 13

### La réforme de l'administration territoriale

L'Assemblée adopte le projet de loi à une voix de majorité

page 11

### Un entretien avec Pierre-André Taguieff

Le sociologue analyse le « néo-racisme » et les moyens de le combattre

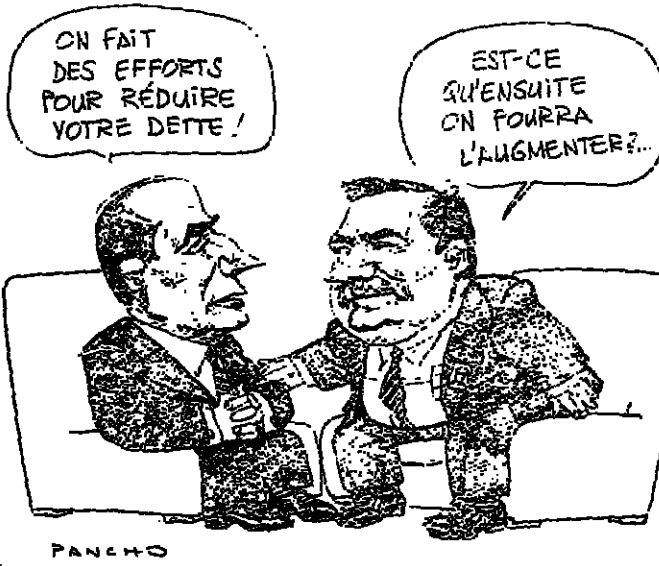
page 2

### SCIENCES & MÉTÉO

■ Les caries des Français. ■ Etats-Unis-URSS : retrouvailles dans l'espace ? ■ Tautavel ou l'art de doubler. ■ Petits soins français pour Anglais.

pages 15 à 17

■ Sur le vif et le sommaire complet se trouvent page 30



### La galaxie Hersant

Spéculations sur la succession du « papi-vore »

par Michel Colonna d'Istria et Yves-Marie Labé

Insaisissable Robert Hersant ! Le plus connu des patrons de presse français est aussi le plus discret tant il est économe, voire avare, de ses interventions publiques. Mais il n'en continue pas moins d'étendre son empire de papier. Le pense-t-on préoccupé d'audiovisuel au point d'y perdre ses fonds - ou ceux de ses banquiers ? Voilà ce passionné de télévision qui abandonne la direction de la Cinq, mais à ses conditions, après avoir fait une nouvelle fois la preuve de son habileté tactique en conduisant l'assaut de M. Jérôme Seydoux.

Le dit-on fatigué, surveillant de loin le travail de ses troupes ? Ses collaborateurs s'en amusent, qui témoignent de sa vigilance sur tous les dossiers importants. Spé-

cule-t-on sur sa prochaine retraite, y compris dans son groupe de presse ? Le voilà parti à l'assaut de l'Est, d'abord dans la presse quotidienne régionale française, puis au-delà, en Europe centrale.

L'aventure audiovisuelle, gouffre d'argent frais, mettait en péril la maison Hersant ; le rachat de la Cinq par Machette a remboursé toutes les sommes investies dans la chaîne. La vente de l'ancien immeuble de France-Soir, rue Réaumur, a fourni un second ballon d'oxygène. Bienvenues, ces rentrées exceptionnelles ne suffiront pas longtemps à financer la nouvelle fringale d'achat qui saisit Robert Hersant. Répugnant à vendre l'un de ses titres, il a accumulé des actifs évalués à 5 ou 6 milliards de francs, qui peuvent gager de nouveaux emprunts, dont les banquiers n'ont jamais été avares, même au temps de la nationalisation du crédit. Mais la

rentabilité doit être au rendez-vous, pour en payer les intérêts. Les maigres bénéfices officiels de la maison-mère, la Socpresse (211 000 francs déclarés pour 3,5 milliards de chiffres de chiffre d'affaires en 1989, dernière année disponible) ne peuvent y suffire. Certes, en l'absence de toute consolidation, ces chiffres sont loin de refléter la vraie santé financière d'un groupe dont le chiffre d'affaires est sans doute proche des 8 milliards de francs.

Mais la presse Hersant n'échappe pas à la morosité publicitaire ambiante : les traditionnelles « vaches à lait » que constituent le Figaro (pour les petites annonces) et le Figaro-Magazine (pour la publicité commerciale) n'ont pas été épargnées. Le recentrage du groupe sur son activité d'origine, la presse écrite, devrait donc s'accompagner d'une reorganisation.

Lire la suite page 25

Cartier LA BOUTIQUE.

Cartier L'ART D'ÊTRE UNIQUE

7, PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55  
23, PLACE VENDÔME, PARIS. 40.15.03.51

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Arabie-Saoudite, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 150 PTA ; Grèce, 95 p. ; Inde, 200 INR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRW ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 450 F CFA ; Suisse, 1,50 CHF ; USA (New York), 2,50 \$.

سكنا في الامم







هكذا من الاحل

## PROCHE-ORIENT

Au conseil européen de Luxembourg

### Les Douze se mobilisent en faveur des Kurdes irakiens

Pour Médecins sans frontières

Les secouristes devraient être autorisés à aller au devant des réfugiés

Revenu du Kurdistan irakien, dimanche 7 avril, le docteur Marcel Roux, représentant de Médecins sans frontières, a déclaré, lundi, au cours d'une conférence de presse, que les Kurdes, effrayés par les bombardements au phosphore, vivent dans des conditions dramatiques, par un froid glacial. « Ils manquent de tout, et chaque minute qui passe voit la mort de plusieurs d'entre eux », a-t-il ajouté. Il est indispensable d'aller à leur rencontre pour les soigner et les aider.

Pour le président de MSF, M. Rony Brauman, « le largage des vivres ne peut être une fin en soi. Il comporte trop d'inconvénients : il ne peut être fait avec précision en montagne et il entraîne trop de pertes ». Lundi 8 avril, MSF a adressé une lettre au premier ministre français et aux représentants de la Communauté européenne réunis au Luxembourg pour leur demander de « créer dans les régions frontalières de Turquie et d'Irak des zones de sécurité qui permettraient aux civils de trouver un asile provisoire, à l'abri de la répression ». L'association demande également d'acheminer d'urgence des tentes, des couvertures, des médicaments, de fournir les moyens de transport (hélicoptères gros porteurs) pour l'approvisionnement en montagne, y compris en Irak, et de permettre la présence sur le terrain d'équipes internationales de secouristes.

Les Douze ont approuvé lundi 8 avril à Luxembourg la proposition britannique de créer en Irak une « zone de protection » des populations kurdes sous l'égide de l'ONU. Ils ont décidé de consacrer 150 millions d'écus, soit 1 milliard de francs, à l'aide aux réfugiés irakiens, ce qui permettra d'alléger la charge qui pèse sur la Turquie et sur l'Irak. Tels sont les principaux résultats de la session extraordinaire que les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE ont tenue à l'initiative de la France. Les ministres des affaires étrangères des neuf pays de l'Union de l'Europe occidentale (1) se sont réunis en marge du conseil européen, également à l'initiative de Paris, afin de coordonner les moyens logistiques d'assistance aux réfugiés kurdes.

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant  
La proposition de zones de sécurité pour les Kurdes, a été présentée à Luxembourg par M. John Major, le premier ministre britannique. Il s'agit d'inviter l'ONU à intervenir sur le terrain pour faire cesser le massacre, de créer sous

son contrôle, une zone de sécurité, dans le nord de l'Irak où les Kurdes pourraient être installés et protégés en attendant des jours meilleurs. L'idée a été approuvée par les Douze, mais, comme l'a fait observer M. Jacques Santer, premier ministre luxembourgeois, qui présidait les travaux, ce n'est pas au conseil européen mais aux Nations unies de la formaliser.

« Notre politique est d'empêcher un exode de 2 millions de personnes, qui serait irréversible. Nous ne voulons pas laisser se répéter le précédent palestinien. Quel que soit le résultat de la tentative de Saddam Hussein de chasser les Kurdes de leur pays ? Nous voulons leur apporter une aide en attendant un changement de régime à Bagdad », a expliqué M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois des affaires étrangères. M. François Mitterrand a estimé que la souveraineté de l'Irak ne serait pas mise en cause par cette initiative inédite, mais il a admis que l'exercice de cette souveraineté serait effectivement affecté pendant le temps où la zone de protection serait maintenue.

Que se passera-t-il si Bagdad refuse cette nouvelle ingérence sur son territoire ? Personne, pas même M. Major, n'a répondu clairement à la question. « Il n'a pas été question d'une nouvelle intervention militaire », a déclaré notamment M. Mitterrand au cours de la conférence de presse qui a suivi la réunion. Selon

M. Poos, le souci de l'Irak de voir rapidement levées les sanctions économiques pourrait l'inciter à se résigner à cette nouvelle exigence, mais, a-t-il ajouté, dans le cas contraire « il faudrait franchir un pas et envoyer les casques bleus ».

Certains chefs de gouvernement, tel M. Giulio Andreotti, le premier ministre italien, sans s'opposer à la proposition de M. Major, ont préféré n'évoquer dans leur intervention que l'envoi sur le terrain d'observateurs de l'ONU, afin d'empêcher la répression.

#### Secourir 1 500 000 réfugiés

C'est M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, qui a proposé d'affecter 150 millions d'écus (1 milliard de francs) à l'aide aux réfugiés, dont 100 millions d'écus (700 millions de francs) prélevés sur le budget communautaire et 50 millions d'écus (350 millions de francs) versés de façon bilatérale par les Etats membres. Cet argent viendra s'ajouter aux sommes déjà mobilisées par la CEE, soit environ 40 millions d'écus (5 millions sur le budget européen, 35 millions de façon bilatérale).

Un haut fonctionnaire de la commission expliquait qu'il s'agissait dans un premier temps de permettre aux gens de survivre là où ils se trouvaient, sur les routes, dans la montagne, en leur fournissant aliments, couvertures, pro-

duits pharmaceutiques et aide médicale. Puis, dans un second temps, d'installer des camps en Irak, en Turquie, en Iran, sous le contrôle du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU) et du CICR (Comité international de la Croix-Rouge). Selon M. Delors, ces secours pourraient concerner environ 1 500 000 réfugiés.

Compte tenu du relief dans le nord de l'Irak et du climat très rude, c'est une opération d'assistance complexe, qui nécessite l'usage de moyens logistiques militaires. L'objet de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'UEO était d'avoir un premier échange de vues sur les instructions à donner dans ce sens à leurs autorités militaires respectives. Les ministres grec et danois se sont joints à la réunion, à laquelle avait été également convié l'ambassadeur de la Turquie à Luxembourg.

Le souci de la France, qui préside actuellement l'UEO, était de démontrer de façon concrète que, pour certaines opérations relevant du domaine militaire, celle-ci pouvait efficacement compléter l'action de la Communauté. La France et la RFA, appuyées par une majorité d'Etats membres, souhaitent en effet que l'UEO devienne la structure d'accueil d'une politique européenne de défense, et qu'un lien plus ou moins organique soit établi entre elle et la Communauté, le conseil européen fixant les principales orientations de son action.

#### Maintenir les sanctions contre Bagdad

Combien de temps l'embargo sur l'Irak sera-t-il maintenu ? Dépassant apparemment, selon les sentiments de la majorité du conseil européen, au moins les propos tenus en séance, M. Santer a répondu que l'Irak ne pourrait rejoindre le rang des nations civilisées tant que Saddam Hussein resterait au pouvoir. M. Mitterrand a estimé que « tant qu'il y aura une répression qui confine au génocide,

il ne sera pas possible de lever les sanctions ».

Au cours de sa conférence de presse, le président de la République, constatant sans doute qu'au cours de ce conseil européen les propositions les plus spectaculaires avaient été présentées par M. Major, a discrètement rappelé que la France — par son initiative sur l'assistance humanitaire au Conseil de sécurité et en ayant demandé la convocation du conseil européen — se trouvait à l'origine des efforts ainsi entrepris par la Communauté européenne pour secourir les Kurdes.

Toujours à l'initiative du premier ministre britannique, les Douze ont retenu l'idée de voir ouvrir par les Nations unies un registre où les pays membres de l'organisation internationale devraient rendre publiques leurs ventes d'armes.

L'actualité tragique des massacres au Kurdistan a laissé moins de temps que prévu aux chefs d'Etat et de gouvernement pour débattre du conflit israélo-palestinien. Cependant, à propos du processus de paix au Proche-Orient, le conseil européen a adopté un texte sans surprise où, après avoir réaffirmé la position traditionnelle de la Communauté (le droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues, le droit des Palestiniens à l'autodétermination), il appuie les efforts déployés par les Etats-Unis. « Chaque partie doit pouvoir déterminer sa propre représentation ; aucune solution ne doit être écartée, y compris la création d'un Etat palestinien », lit-on dans ce document. M. Mitterrand a estimé pour sa part que le droit doit être « préservé, respecté ou imposé dans cette région riche en conflits de toutes natures ». Apparemment les Douze n'ont pas débatté de l'opportunité pour la Communauté de rétablir des contacts avec l'OLP.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) L'UEO regroupe les Douze, moins la Grèce, le Danemark et l'Irlande.

KGB  
CIA  
SJT

PARMI CES 3 SPÉCIALISTES  
DE L'INFORMATION, UN SEUL SE CONSACRE  
EXCLUSIVEMENT AU TÉLÉPHONE.

N'importe quel poste téléphonique permet désormais à tout un chacun d'accéder à une multitude de services vocaux regroupés sous l'appellation d'Audiotex.

SJT, leader européen de l'Audiotex avec plus de 400 millions d'appels traités, a développé à ce jour plus d'une centaine de services accessibles par téléphone pour le compte de chaînes de télévision, de banques, d'administrations, de stations de radio, d'agences de publicité, de quotidiens, etc. Cette gamme de services s'étend de la consultation vocale automatisée des comptes bancaires à la prise de

commande d'articles vendus par correspondance en passant par la prévision météorologique régionalisée (36.65.1.2.3.4), l'information boursière en continu (36.65.10.03), les actualités en direct (36.65.10.00), les jeux promotionnels (36.65.33.33) ou encore les informations hippiques (36.65.11.11).

L'étendue et la complexité des technologies mises en œuvre (prononciation en temps réel, interactivité par pointeur vocal, reconnaissance de la parole, couponing vocal, etc.), permettent à SJT de répondre à toutes les demandes spécifiques des entreprises qui considèrent à juste titre le

téléphone comme un nouveau média. Pour en savoir plus n'hésitez pas à appeler Béatrice Duchazelle au (1) 4734.65.88.

SJT

le N°1 de l'Audiotex

#### Le communiqué

#### « Les territoires contre la paix »

Voici le passage du communiqué de presse lu par M. Jacques Santer, le premier ministre luxembourgeois, concernant le processus de paix au Proche-Orient :

— La légalité internationale est indivisible, et un règlement de paix doit se fonder sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, selon le principe de l'échange de territoires contre la paix.

— Un dialogue sans a priori doit s'engager entre toutes les parties prenantes sur la base des principes itérativement rappelés par les Européens, à savoir le droit d'Israël à des frontières sûres et reconnues et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Chaque partie doit pouvoir déterminer sa propre représentation ; aucune solution ne doit être écartée, y compris la création d'un Etat palestinien.

— Le Conseil européen rappelle son ferme engagement en faveur du respect des droits de l'homme et d'une amélioration des conditions de vie dans les territoires occupés.

— Des mesures de confiance réciproques et équilibrées, de nature à dégager un certain nombre de principes communs, devraient être acceptées par les parties au conflit ; celles-ci pourraient ouvrir la voie à une ou plusieurs conférences de paix permettant, sous une égide impartiale, d'apporter la caution et les garanties nécessaires de la communauté internationale. La Communauté européenne, en tant qu'acteur important en Méditerranée, doit y être associée.

— Le Conseil européen invite les ministres des affaires étrangères à poursuivre leurs consultations avec toutes les parties directement concernées dans la région, et avec d'autres Etats intéressés, notamment les Etats-Unis et l'URSS afin de contribuer à dégager de tels principes.

— Toutes les initiatives permettant de faciliter le dialogue entre les parties méritent d'être encouragées. Le Conseil européen salue les efforts déployés par les Etats-Unis et souhaite le succès de ces démarches.

#### Le Monde

Edité par la SAFL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesgards, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guili, directeur de la gestion  
Manuel Luchert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amélie, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1958), Jacques Fauvet (1958-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : 40-60-30-10



# PROCHE-ORIENT

La tournée du secrétaire d'Etat américain

## Israël n'accepterait une conférence régionale que pour introduire des négociations directes

Avec beaucoup de préalables et sans enthousiasme aucun, Israël serait prêt à participer à la conférence régionale sur le Proche-Orient que les Etats-Unis cherchent à réunir dans les mois à venir.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les dirigeants du gouvernement de droite devaient le dire, mardi 9 avril, à M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, arrivé la veille au soir à Jérusalem pour une visite de vingt-quatre heures. Tout au long de la journée de lundi, le premier ministre et chef du Likoud, M. Itzhak Shamir, et ses collègues des affaires étrangères et de la défense, MM. David Lévy et Moshé Arens, ont mis au point leur position. Ils doivent, d'ores et déjà, faire face à une vive opposition : celle menée au sein du Likoud par M. Ariel Sharon ainsi que celle des petits partis d'extrême droite membres de la majorité qui se méfient de toute amorce de négociation pouvant menacer le statu quo dans les territoires occupés et dénoncent, à l'avance, les efforts de M. Baker.

Une sorte de cérémonie d'ouverture

La position arrêtée par le chef du gouvernement est un « oui » de principe au projet de « conférence régionale », assorti de nombreuses conditions, demandes d'éclaircissements et garanties diverses que les dirigeants israéliens entendent présenter à M. Baker. Selon des indications encore fragmentaires, il s'agirait de réunir Israël, les pays arabes de la coalition anti-irakienne, plus la Jordanie et « des » Palestiniens (sans doute au sein d'une délégation jordanienne)

et dans une conférence qui s'attaquerait simultanément aux grands dossiers que sont le conflit entre l'Etat hébreu et les Palestiniens et celui qui oppose Israël aux pays arabes voisins. La conférence serait placée sous les auspices des Etats-Unis et de l'URSS, selon la version du projet la plus couramment citée dans la presse israélienne.

Libération de 1 000 détenus palestiniens

Le gouvernement Shamir veut bien se rendre à une telle conférence si elle se limite à servir de « parapluie » à des négociations directes entre Israël et les participants arabes. Autrement dit, ce ne devrait être qu'une sorte de cérémonie d'ouverture à une série de pourparlers israélo-arabes, non d'un « forum » permanent auquel les participants pourraient avoir recours en cas de blocage des conversations. Dans une déclaration diffusée tard lundi soir, le ministère des affaires étrangères relève qu'Israël acceptera « sans doute » une telle conférence, « nécessaire au démarrage des conversations », pourvu qu'elle soit fondée sur « le principe de négociations directes ».

A cette condition s'ajoutent celles habituellement posées par le gouvernement Likoud : pas de représentant des Arabes de Jérusalem dans la délégation palestinienne ; aucun rôle à l'OLP, à aucun stade de la négociation. La précédente médiation tentée par M. Baker, il y a un an et dans des conditions politiques très différentes, avait échoué sur cet ensemble de préalables.

Le gouvernement Shamir n'en a pas moins accueilli M. Baker avec un geste de bonne volonté en annonçant la libération de plus de mille détenus palestiniens (sur

quelque quatorze mille prisonniers de Cisjordanie et Gaza). Il s'agit de personnes condamnées dans le cadre de l'intifada - mais pas pour des actes de violence - qui, pour la plupart, avaient déjà purgé l'essentiel de leur peine. Officiellement, la mesure est présentée comme relevant des libérations anticipées décidées chaque année à l'occasion de la fête musulmane de l'Aïd el Fitr, qui marque la fin du ramadan. Politiquement, elle n'en est pas moins significative et a suscité la colère d'une bonne partie du Likoud, menée par le ministre du logement, M. Ariel Sharon, et la fureur des partis d'extrême droite de la majorité gouvernementale. Ils dénoncent une concession aux pressions américaines, un geste qui met la sécurité du pays en danger et qui rappelle, disent-ils, l'élargissement d'un millier de prisonniers décidé en 1985 en échange de la libération de trois soldats israéliens détenus par le groupe palestinien d'Achmed Jibril.

Côté palestinien, la visite de M. Baker ne suscite guère plus d'enthousiasme. Certes, l'OLP a donné son feu vert pour qu'une délégation de six personnalités nationalistes des territoires, conduite par M. Fayçal Hussein, rencontre le secrétaire d'Etat. Mais dans les milieux nationalistes, déjà divisés sur l'opportunité de revoir M. Baker, on fait valoir qu'ils n'ont pas obtenu grand-chose depuis leur précédente conversation, le 12 mars, avec le chef de la diplomatie américaine : « Si les Etats-Unis ne sont pas capables de faire rouvrir les universités dans les territoires, comment un éditeur palestinien, M. Saeb Erakat, on voit mal comment ils pourront obtenir le départ des Israéliens de Cisjordanie et de Gaza ».

ALAIN FRACHON

KOWEÏT

## Des centaines de Palestiniens et d'Irakiens seront jugés pour crimes de guerre

Des centaines d'Irakiens et de Palestiniens seront bientôt jugés au Koweït pour crimes de guerre et certains d'entre eux risquent la peine capitale.

Lors d'une conférence de presse à Koweït-Ville, M. Abdel Aziz El Dakhil, sous-secrétaire d'Etat à la justice, a précisé que les jugements, qui auront lieu devant des tribunaux mixtes civils et militaires, commenceront « dans une quinzaine de jours ». « Certaines per-

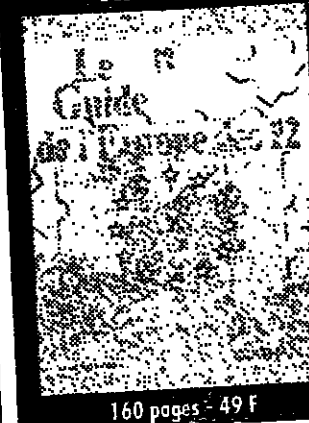
sonnes sont accusées de meurtres, d'autres de torture, et d'autres, enfin, d'avoir aidé les Irakiens », a-t-il ajouté.

Les jugements devront être approuvés par le prince héritier et chef du gouvernement, cheikh Saad en sa qualité d'administrateur de la loi martiale ; 628 personnes, dont plusieurs officiers supérieurs irakiens, sont actuellement interrogés. Aucune indication n'a été donnée sur le nombre total des accusés, mais il a été précisé que des délégués du Comité Inter-

national de la Croix-Rouge (CICR) avaient déjà visité des inculpés. Selon les autorités koweïtiennes, 1 082 Koweïtiens ont trouvé la mort durant l'occupation irakienne, dont 120 nourrissons, qui ont été enlevés de leur couveuse artificielle dans les hôpitaux (1). - (AFP)

(1) Le directeur adjoint de la santé dans l'émirat avait démenti la rumeur sur de tels décès, confirmant seulement le vol de couveuses. *Le Monde* date 3-4 mars.

LES REPÈRES PRATIQUES NATHAN



Le Monde HEURES LOCALES

Le supplément consacré à la vie et aux initiatives des communes, départements et régions

Chaque samedi - date dimanche-lundi

Le Monde DE L'EDUCATION

AVRIL 1991

## LE PALMARÈS 1990 DES IUT

Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants et le taux de réussite au diplôme universitaire de technologie. A lire d'urgence par tous les candidats à l'entrée dans un IUT.

## LES BTS, MODE D'EMPLOI

200 000 jeunes sont aujourd'hui inscrits dans 98 spécialités. *Le Monde de l'Education* fait le point sur ce type d'études et sur l'insertion professionnelle des diplômés.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Télé Z: 5 456 000 lecteurs. Marie-Louise, nous ne sommes plus seuls.



Une seule chose pourrait encore rendre Télé Z solitaire... sa progression ! OJD et CESP confirment cette croissance : Télé Z est maintenant le

N°5 de la presse française. En tête par son rythme de progression, Télé Z est aussi très difficile à concurrencer au niveau de ses tarifs de

publicité. Profitez-en, sans être seuls, vous n'êtes pas encore trop nombreux à le savoir. Régie Presse - R. et P. Elkoubi. Tél. 45 55 91 71



سكنا من الاصل

هكذا نناضل

6 Le Monde • Mercredi 10 avril 1991 •

# PROUVEZ AUX KURDES QUE VOUS AVEZ BIEN LU CE JOURNAL.

**Une couverture: 50 F. Vacciner un enfant: 100  
F. Nourrir une famille pendant une semaine:  
200 F. Un lit de camp: 400 F. Une tente pour  
une famille de cinq ou six: 1000 F.**

L'Action Internationale Contre la Faim est une organisation non-gouvernementale fondée il y a 12 ans. Les fonds qu'elle collecte sont entièrement affectés à ses actions humanitaires. Son aide directe aux réfugiés afghans, aux Cambodgiens, aux Ethiopiens, aux Tchadiens, aux Soudanais a permis à des milliers de personnes de s'en sortir et de retrouver les bases suffisantes pour vivre et être autonomes.

Voici.....Frs pour aider les Kurdes.

M.Mme.Mlle.....

Prénom.....

Adresse.....

Code postal.....Ville.....

Téléphone.....

A.I.C.F. 34, avenue Reille 75014 Paris-CCP 2820 W PARIS

Association d'intérêt général régie par la loi de 1901.



Action Internationale  
Contre la Faim

La réalisation de cette annonce est offerte par GSK Emotion

## Signataires de l'appel Kurdistan.

Présidente d'honneur :

Françoise Giroud

Guy Sorman, Président

Marie-Claude Angélique.

Jacques Attali.

Claude Barjon,

Maurice Bidermann.

Christian Blanckaert.

Christophe Bonnafois.

Xavier Browaeys,

Sylvie Brunel

Jean-Martin Cohen-Solal.

Caroline Cosich,

Christian Daniel,

Jean Gerothwohl,

Marc Gschwend,

Marek Halter,

Gilles Hertzog.

Ghislaine Hierso.

Christian Langlois Meurine.

Thierry Leroy.

Bernard-Henri Levy.

Marie-Antonietta Macciocchi.

Denis Metzger.

Christian-Marie Monnot

Erik Orsenna.

Jacques-André Prevost.

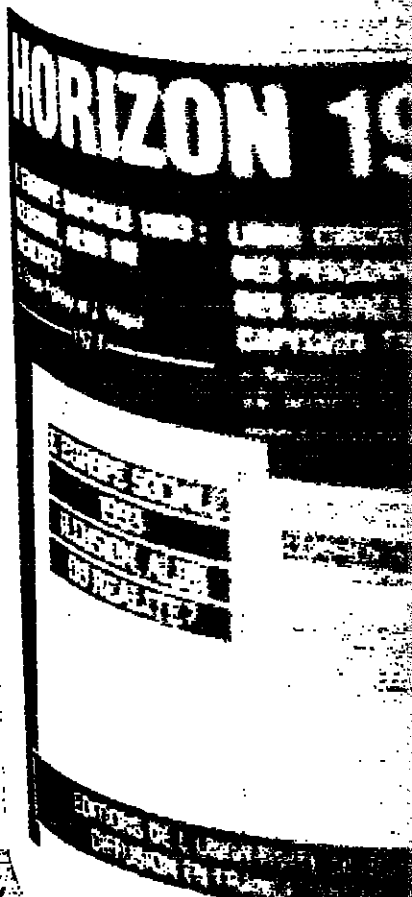
Philippe Royer.

Robert Sebbag.

Patrick Siegler-Lathrop.

Marc Ullmann.

Jean-Christophe Victor.





## AFRIQUE

SÉNÉGAL : ouverture politique à Dakar

### Le chef de l'opposition entre au gouvernement

Le nouveau premier ministre, M. Habib Thiam, a formé, lundi 8 avril, un gouvernement au sein duquel, pour la première fois dans l'histoire du pays, plusieurs opposants font leur entrée, notamment Me Abdoulaye Wade, l'adversaire malheureux du président Abdou Diouf lors de l'élection présidentielle de février 1988.

Le Sénégal serait-il un cas particulier en Afrique? Du côté de Dakar, on ne fait rien ou presque comme dans tout le monde noir. On le fait plus vite et plutôt mieux qu'ailleurs. Le multipartisme est né, ici, il y a déjà plus de dix ans. Le président Léopold Senghor a volontairement et tranquillement abandonné le pouvoir, le 31 décembre 1980, aux mains de M. Diouf. Et, aujourd'hui, son successeur offre à l'opposition, et notamment à Me Wade, le plus virulent des contestataires, qui s'en saisit, des postes au gouvernement.

Il y a un an, pourtant, huit partis d'opposition, rassemblés au sein d'un Front commun, réclamaient le départ de M. Diouf et l'organisation d'élections « libres et démocratiques ». A la mi-novembre encore, des manifestants conspuant violemment, dans les rues de Dakar, le parti socialiste au pouvoir, lui reprochant de « confis-

quer les médias d'Etat » à son profit. Les fréquentes manifestations de rues illustraient ainsi le blocage d'une situation politique et économique en pleine dégradation. Face à face un parti socialiste usé par trente ans de pouvoir sans partage que le président Diouf avait tenté de reprendre en mains, en juillet, lors de son 8<sup>e</sup> congrès et une opposition divisée - pas moins de seize partis - et sans vrai programme, si ce n'est de goûter

enfin aux responsabilités. La « guerre » - semblait-il en voie d'apaisement - avec la Mauritanie voisine, la rébellion des indépendantistes casamançais qui a fait une centaine de morts en près d'un an, et la crise économique que la crise du Golfe a aggravée, militaient pour une ouverture politique à laquelle ne se sont finalement pas soustraits M. Diouf et Me Wade, les deux frères ennemis.

Surnommé « le grand chapeau » en

#### La nouvelle équipe

Le nouveau gouvernement compte un ministre d'Etat, dix-neuf ministres et sept ministres délégués :

Premier ministre, M. Habib Thiam; ministre d'Etat, M. Abdoulaye Wade; économie, finances et plan, M. Fama Ibrahima Sagna; forces armées, M. Médoune Fall; garde des sceaux et justice, M. Sérigne Lamine Diop; affaires étrangères, M. Djibo Ka; intérieur, M. Madiang Khary Dieng; éducation nationale, M. André Sankho; équipements, transports et mer, M. Robert Sagna; développement rural et hydraulique, Cheikh

Abdoulkader Cissokho; industrie, commerce et artisanat, M. Alasane Dialy Ndiaye; tourisme et environnement, M. Jacques Baudin; urbanisme et habitat, M. Amath Dansokho; travail et formation professionnelle, M. Ousmane Ngom; communication, M. Moustapha Ka; santé et action sociale, M. Assane Diop; culture, M. Moustapha Ka; intégration économique africaine, M. Jean-Paul Diaz; jeunesse et sports, M. Abdoulaye Makhtar Diop; ministre de la femme, de l'enfant et de la famille, M. Ndiro Ndiaye. - (AFP.)

#### AFRIQUE DU SUD

### Les autorités ne prennent pas au tragique l'ultimatum de l'ANC

L'ultimatum lancé, vendredi 5 avril, par le Congrès national africain (ANC) au gouvernement, continue de susciter des réactions contradictoires. Le Congrès des syndicats sud-africains (Cosatu), très proche de l'ANC, a jugé, dans un communiqué, qu'il ne s'agit que du « minimum nécessaire pour faire cesser la violence », estimant que cet ultimatum était attendu « depuis longtemps » par les populations des townships.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Cosatu accuse le gouvernement de n'avoir jamais pris les moyens d'éviter les affrontements ni agi contre les « faiseurs de guerre » qui sément la terreur dans les « hostels », ces résidences pour travailleurs migrants célibataires. Il soupçonne aussi certains membres des forces de

sécurité de pouvoir en armes et en munitions d'indéfinies « escadrons de la mort ». Pour la centrale syndicale, le président De Klerk a le pouvoir de mettre fin à la violence : « La balle est maintenant dans son camp. Il peut démontrer son engagement en faveur de négociations pacifiques ou, au contraire, poursuivre le processus de terreur en cours ».

De son côté, le président du parti Inkatha, à dominante zouloue, M. Mangosuthu Buthezi, a, sans ambiguïté, choisi de se placer dans le camp du gouvernement. « L'ANC ne fait rien d'autre que nous précipiter dans la guerre civile », a-t-il déclaré, lundi, ajoutant qu'en ce qui le concerne, « le processus de paix incluant le gouvernement, l'Inkatha et l'ANC n'est plus d'actualité » car « l'ANC vient de se retirer des négociations dans lesquelles (nous) étions engagés ». A son avis, « le stupéfiant retournement de l'ANC doit être condamné sans délai. Aucun gouvernement ni organisation n'osera plus

maintenant soutenir ces saboteurs de l'ANC qui jouent aux puils leurs partisans de négociations ».

M. Buthezi, qui jouit d'une sympathie déclinée au sein de l'extrême droite blanche, tente depuis plus d'un an de s'imposer, avec la bienveillance du gouvernement, à la table des négociations. Les membres de l'Inkatha s'opposent sur le terrain aux militants de l'ANC. Depuis 1984, les affrontements ont fait plus de 9 700 victimes, selon l'Institut indépendant des relations entre les races (SAIRR), principalement dans la province du Natal et plus récemment dans les townships de la région de Johannesburg. Selon cet Institut, entre 550 et 600 personnes ont péri dans les violences politiques au cours des trois premiers mois de 1991.

Directement concerné par l'ultimatum de l'ANC, qui exige son limogeage, ainsi que celui du ministre de la défense, le général Magnus Malan, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, a réagi, lundi, à ce qu'il appelle « la fausse propagande de l'ANC et du Parti communiste » (SACP). Selon lui, les deux organisations ont joué « un rôle primordial dans le déclenchement de la violence qui menace aujourd'hui de dévaster tout le pays ».

M. Vlok a indiqué qu'il ne serait pas un obstacle « au futur de l'Afrique du Sud ». A son avis, la crise née de l'ultimatum de l'ANC se règlera pas la négociation. « Le problème n'est pas insurmontable, il peut être résolu », a-t-il dit, avec optimisme, suggérant, cependant, qu'il fallait prendre en compte les divisions internes de l'ANC, préoccupé par l'organisation de son prochain congrès au mois de juin.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

#### ANGOLA : en visite à Paris

### Le président Dos Santos évoque la possibilité d'un cessez-le-feu avec l'UNITA

Le chef de l'Etat angolais, M. José Eduardo Dos Santos a évoqué, lundi 8 avril à Paris, à l'issue d'un déjeuner de travail avec M. Mitterrand, les « nouvelles perspectives » de coopération avec la France, notamment dans les domaines « agroalimentaires, pétrolier, industriel et de la construction ».

En raison de l'insécurité, cette coopération est concentrée sur trois régions : Luanda et ses environs, la zone de Benguela-Lobito et la province de Huila.

M. Dos Santos s'est, d'autre part, déclaré confiant dans les possibilités d'un compromis avec les rebelles du l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) au moment où une nouvelle série de pourparlers vient de commencer, près de Lisbonne. Selon lui, il devrait être

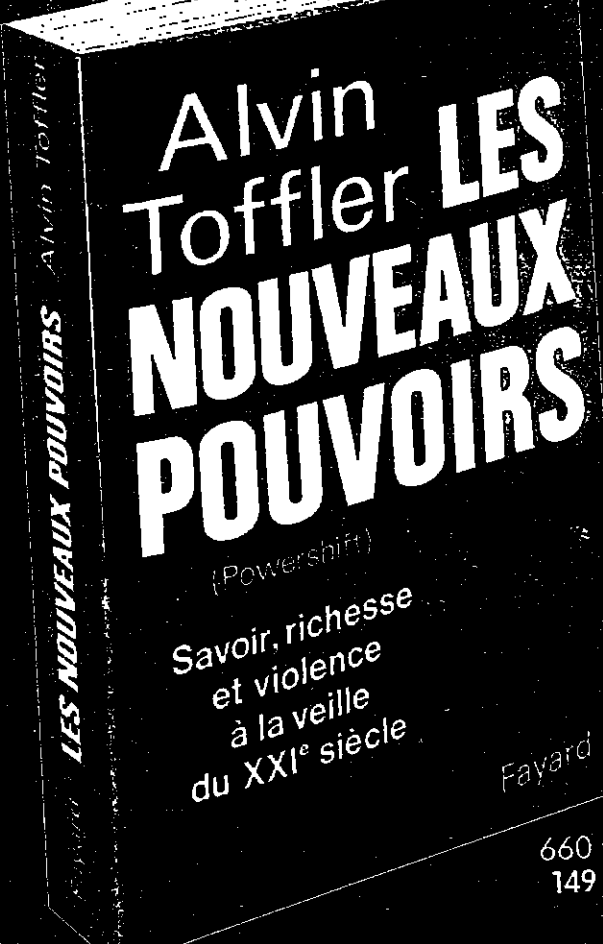
« possible de trouver un moyen terme » entre les deux propositions en présence : celle du gouvernement qui souhaite fixer immédiatement une date pour un cessez-le-feu et celle de l'UNITA qui réclame, au préalable, la fixation d'une date pour des élections libres.

#### Aide alimentaire

La guerre civile qui déchire le pays depuis seize ans et la sécheresse ont provoqué la famine dans neuf des dix-huit provinces d'Angola.

La France qui a envoyé, en 1990, une aide alimentaire d'urgence, envisage d'acheminer par des « corridors de paix », avec l'accord du gouvernement de Luanda et de l'UNITA, de nouvelles cargaisons. - (AFP.)

## ALVIN TOFFLER



C'est abondant, touffu, les idées fusent de tous les côtés, on termine ce voyage dans le XXI<sup>e</sup> siècle fourbu, éberlué par la vigueur intellectuelle de l'auteur. Un livre excitant pour l'esprit, quoi de plus rare ?

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

A quoi tient le succès de Toffler ? Son propos est de découvrir un sens aux changements considérables et rapides que vivent les sociétés occidentales. Il existe une attente forte sur ce chapitre, mais il y a façon et façon de répondre. L'auteur n'oublie pas qu'il a été pendant cinq ans ouvrier, puis journaliste. Ce n'est pas lui qui nous encombrera des échafaudages de « thésards ». Il parle clair... Surtout, il a gardé intacte sa faculté d'étonnement et connaît tous les trucs pour accrocher le lecteur et donner envie d'aller plus loin.

Pierre Drouin, Le Monde

FAYARD

## HORIZON 1993

L'EUROPE SOCIALE 1993 : ILLUSION, ALIBI OU REALITE? E. Vogel-Polsky et J. Vogel 137 F

L'EUROPE SOCIALE 1993 : ILLUSION, ALIBI OU REALITE?

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX-TRANSPORTS J. Aussenot, R. Fornasier, J.-J. Lohr, J.-J. Seché, S. Van Raepenbusch 406 F

COMMENTAIRE MEGRET LE DROIT DE LA CEE 3 LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES, DES SERVICES ET DES CAPITAUX-TRANSPORTS

EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES. DIFFUSION EN FRANCE : VIGOT (PARIS)

سكزا ابن الاميل





## AMÉRIQUES

L'influence des Eglises protestantes en Amérique latine

### Le Guatemala à l'heure évangéliste

Les Eglises évangéliques sont entrées en compétition ouverte avec l'Eglise romaine en Amérique latine, où vivent la moitié des catholiques du monde entier. Sources de friction avec les hiérarchies ecclésiastiques traditionnelles, elles peuvent être aussi un enjeu politique, comme on l'a vu au Pérou, où elles ont influencé l'électorat pour le choix de M. Fujimori comme président de la République, et, surtout, au Guatemala, où c'est un prédicateur évangéliste qui, il y a trois mois, est devenu chef de l'Etat.

#### GUATEMALA

de notre correspondant en Amérique centrale

Sans grande pudeur, Pedro, vingt-six ans, raconte toutes ses anciennes perversions. Alcoolisme, drogue, et même homosexualité, dit-il avec une expression de profond dégoût. Il ne néglige aucun détail scabreux pour que son auditoire constate comme il a changé depuis qu'il a « rencontré Jésus-Christ ». La scène se passe dans un hôtel de la capitale guatémaltèque où se réunissent, tous les lundis, les membres d'une cellule de la Fraternité des hommes de l'Evangile complet, qui regroupe des protestants et quelques catholiques charismatiques.

Ces confessions publiques se déroulent à l'heure du déjeuner selon un rituel mis au point en Californie et adopté par les cinquante-trois cellules existant au Guatemala (près de trois mille adhérents). Après le bénédicité, les convives entonnent des chants religieux puis deux ou trois d'entre eux se relayent au micro pour raconter leurs malheurs. Entre deux coups de fourchette, leurs coreligionnaires applaudissent ou rient de bon cœur quand le « témoin » se moque de lui-même.

« Le succès de notre organisation, soutient le président de la section guatémaltèque de la Fédération internationale des hommes de l'Evangile complet, Roberto Velasquez, est dû au fait que nous nous réunissons pour parler de nos problèmes. » Tous affirment que cet engagement religieux a modifié leur attitude et leur a permis de rétablir une vie de famille chaleureuse et des relations professionnelles harmonieuses.

#### Quatorze mille temples

Catholique à 90 % il y a vingt ans à peine, le Guatemala vit désormais à l'heure évangéliste après avoir, fait sans précédent, élu un protestant à la présidence de la République. Aujourd'hui, environ 30 % des neuf millions d'habitants appartiennent à l'une des trois cents dénominations protestantes installées dans le pays. Selon Edmundo Madrid, président de l'Alliance évangélique du Guatemala (organisation réunissant près d'une centaine de dénominations), il y a plus de quatorze mille temples évangéliques dans le pays - infiniment plus que d'églises catholiques - sans compter les Mormons et les Témoins de Jéhovah.

« Les Eglises protestantes traditionnelles (luthérienne, méthodiste, presbytérienne, baptiste) sont très minoritaires, ajoute-t-il. La ligne conservatrice, fondamentaliste même, domine très largement, en particulier avec les pentecôtistes et les néo-pentecôtistes, qui regroupent à eux seuls 75 % des évangélistes. Après tant d'années de violence, de peur et de désespoir, les gens ont trouvé à travers la Bible un moyen de se rapprocher de Dieu (...). Les Eglises pentecôtistes sont apparues comme un refuge contre les vices qui aggravent la pauvreté et les divisions familiales. »

Les pasteurs - tous guatémaltèques alors que la moitié des prêtres catholiques sont étrangers et ne parlent pas les langues indigènes - sont désignés par les fidèles au sein de leur propre communauté et ne

dépendent d'aucune hiérarchie. « Cela explique en partie le succès des évangélistes, car chaque communauté choisit son Eglise, son pasteur et même son rituel », souligne Peter Townsend, directeur de l'Institut linguistique d'été, organisme protestant créé aux Etats-Unis, qui a traduit le Nouveau Testament dans les vingt et une langues pratiquées par les Indiens d'origine Maya (60 % de la population totale).

Dans la capitale comme dans les zones rurales où les Indiens constituent l'immense majorité de la population, les temples sont bondés, et pas seulement le dimanche. Les services religieux ressemblent souvent à des concerts de variétés - guitare électrique et orgue électronique ont remplacé la traditionnelle marimba (gros xylophone) dans les coins les plus reculés - qui se transforment peu à peu, grâce à la musique et aux inlassables incantations des fidèles, en hystérie collective au moment de la « descente de l'Esprit Saint ».

Les Indiens et les classes moyennes semblent les plus déchaînés, mais le phénomène est identique dans les petits temples délabrés des bidonvilles et dans les gigantesques salles équipées d'écrans vidéo des quartiers aisés. Les services religieux d'Elm, une des plus importantes Eglises évangéliques, sont spectaculaires. Répartis sur trois étages, plusieurs milliers de fidèles crient et dansent avant de parvenir à l'extase, bras levés, à genoux ou allongés sur le sol.

#### L'Eglise plus discrète du Shaddai

Le président de la République, Jorge Serrano, a appartenu plusieurs années à Elm avant de passer à une Eglise plus discrète, le Shaddai. Le 13 janvier, veille de sa prise de fonctions, ses coreligionnaires ont organisé une cérémonie privée au cours de laquelle ils n'ont pas hésité à le présenter comme « le prophète de Dieu » chargé de mettre fin à trente ans de violences au Guatemala. Jorge Serrano a obtenu 68 % des

suffrages exprimés, ce qui constitue évidemment un motif d'inquiétude supplémentaire pour la hiérarchie catholique déjà très secouée par la progression spectaculaire des évangélistes. Certains évêques voient dans l'arrivée au pouvoir d'un protestant le résultat d'un « complot » monté par les Etats-Unis dès la fin des années 60 pour contrer la théologie de la libération.

Dans une lettre pastorale diffusée en janvier 1989, l'archevêque de Guatemala, Mgr Prospero Penabaz, affirme que Washington appuie les « groupes non catholiques (...) pour consolider son pouvoir économique et politique en Amérique latine », car « les évangélistes défendent une conception individualiste du salut éternel qui coïncide pleinement avec les postulats du libéralisme et donc du capitalisme ». Le président de la conférence épiscopale, Mgr Rodolfo Quezada, considère pourtant comme le plus progressiste des évêques du Guatemala, ne croit absolument pas à la théorie du complot. Il considère que certains pasteurs évangéliques sont plus engagés sur le plan social que certains prêtres catholiques. « Je ne crois pas, dit-il, qu'il y aura une confrontation religieuse car le président Serrano ne commettra pas la bêtise de favoriser les protestants ».

Les évêques estiment que, pour freiner la vague protestante, l'Eglise catholique doit aussi maintenir une présence sur le terrain politique. C'est pourquoi la hiérarchie catholique et même le Vatican ont jusqu'à présent évité de prendre position sur le cas du Père Andres Giron, élu député de la Démocratie chrétienne et désigné à la présidence de la commission parlementaire des droits de l'homme. « C'est une manière de maintenir l'équilibre », dit le Père Giron dans un grand état de fureur. Le président de la République est un évangéliste fondamentaliste et le président de la commission des droits de l'homme est un prêtre... révolutionnaire !

BERTRAND DE LA GRANGE

#### ARGENTINE

### La multiplication des scandales affaiblit le régime du président Menem

#### BUENOS-AIRES

correspondance

Les ennuis continuent pour le gouvernement de M. Carlos Menem. Cette fois, c'est un officier de l'armée de terre et un clan familial, allié de longue date au président, qui sont mêlés à de nouveaux scandales.

Le colonel Luis Pereyra, chef du bataillon de Monte-Chingolo, à 15 kilomètres au sud de Buenos-Aires, était considéré jusqu'à présent comme un militaire exemplaire. En fait, il dirigeait un gang de « pirates de la route ». Avec un sous-officier et plusieurs autres personnes, il a été arrêté pour vols à main armée, le 4 avril. On a retrouvé dans la caserne qu'il commandait des marchandises venant de camions interceptés sur les routes et destinées à la revente. D'autres militaires du même bataillon pourraient être impliqués. Le chef de l'Etat a exprimé sa « surprise » et demandé « des mesures draconiennes » au ministre de la défense, M. Erman Gonzalez.

A Catamarca, au nord-ouest du pays, c'est un fait divers retentissant où se mêlent drogue, sexe, politique et corruption qui a motivé l'intervention fédérale dans le système judiciaire de la province. L'histoire remonte au 8 septembre 1990, quand une jeune fille de dix-sept ans, Maria Soledad Morales, meurt d'une surdose de cocaïne, apparemment administrée au cours d'une orgie entre jeunes gens « de bonne famille ». Faux témoignages, substitution de preuves, menaces contre les magistrats : l'enquête a piétiné pendant sept mois, ce qui a incité les familles des victimes à organiser, avec la population, des marches de protestation hebdomadaires.

C'est seulement le 3 avril dernier que le juge d'instruction - le sixième depuis le début de l'affaire - a ordonné l'emprisonnement préventif du principal accusé, M. Guillermo Luque, fils d'un

député péroniste de la province. Parmi les autres suspects, figurent un neveu du gouverneur péroniste Ramon Saadi et le fils de celui qui était chef de la police au moment des faits et qui, emprisonné pour destruction de preuves, a été relâché depuis.

La famille Saadi, qui domine de façon féodale la vie politique de Catamarca, est allée de longue date au chef de l'Etat. Aussi la décision présidentielle d'intervenir dans la justice de la province n'est-elle pas sans conséquences, à six mois d'élections destinées à renouveler les gouverneurs, les maires et une partie des députés du pays.

Les affaires de drogue continuent à occuper l'actualité politique. Un ancien fonctionnaire du gouvernement, M. Mario Caserta, vient d'être arrêté, dans le cadre de l'enquête menée sur le blanchiment de « narcodollars » en Argentine, où plusieurs proches de M. Menem semblent impliqués (le Monde du 30 mars). La succession des scandales affaiblit la crédibilité du pouvoir. Selon un récent sondage, près de 70 % des Argentins ont perdu confiance dans leur classe dirigeante.

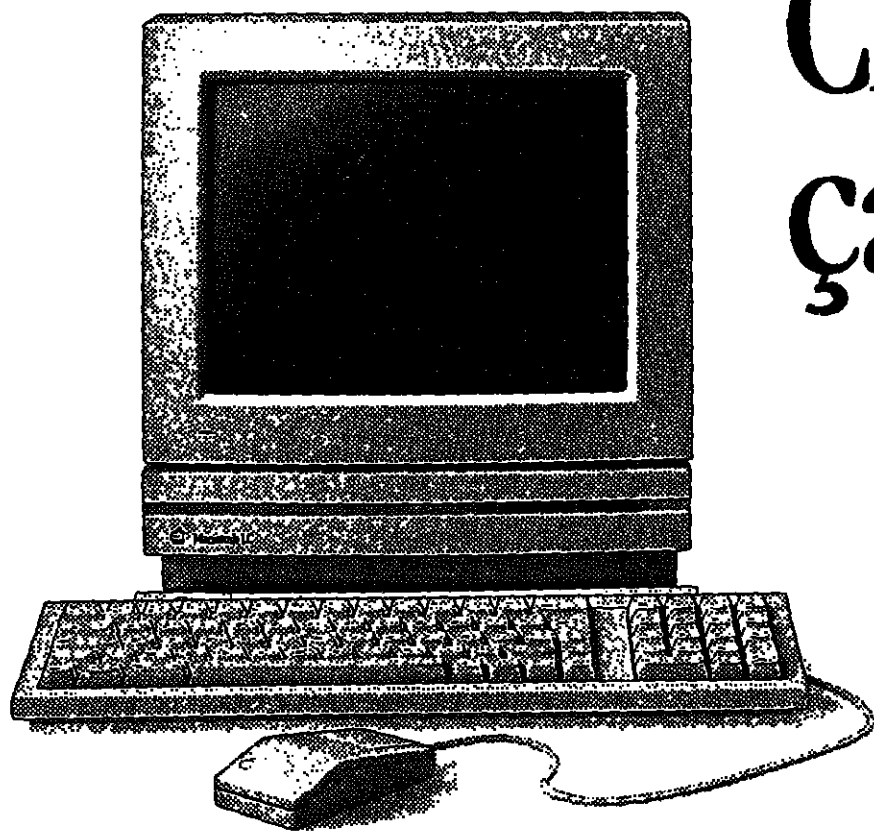
CHRISTINE LEGRAND

#### CULTURE GENERALE

Les bases de votre réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

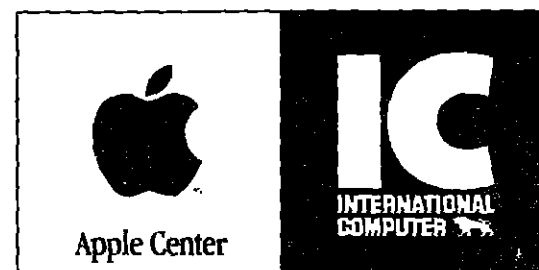
Institut Culturel Français  
Soc 7142, 35, rue Collange  
92303 Paris-Levallois  
Tel. : (1) 42.70.73 63



## Chez IC, la fidélité ça compte: 5.000 F.

Qui dit mieux ? Pour le moment, personne. En plus, dès la fin du mois d'avril, IC vous proposera une carte Apple IIe pour Macintosh LC qui vous permettra de préserver vos investissements en logiciels Apple II. IC est le premier distributeur Apple en Europe. Le prix, la disponibilité et le sourire, c'est d'abord ce qui compte chez IC.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

A tous les pionniers d'Apple, IC offre une prime de fidélité de 5.000 F en reprise de leur matériel et pour l'achat d'un Macintosh LC.

Vous possédez un Apple II, IIPlus, EuroPlus, IIe, IIC, IIGS ou III. IC vous fait aujourd'hui une offre qui compte: pouvoir acheter par exemple une configuration Mac LC avec moniteur 12" couleur 11.841 francs au lieu de 16.841 francs.

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS • APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90 21 PLACE VENDOME 75001 PARIS • IC MARSEILLE 91 37 25 03 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE • IC TOULOUSE 61 25 62 32 25 RUE OZENNE 31000 TOULOUSE • IC NANTES 40 47 08 62 3 ALLÉE DES TANNEURS COURS DES 50 OTAGES 41000 NANTES • IC LYON 78 62 38 38 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69005 LYON  
LES HEURES D'OUVERTURE SONT SUSCEPTIBLES DE VARIER SELON LES POINTS DE VENTE. RENSEIGNEZ-VOUS.

مكتبة الأمل





# POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Le projet de loi sur l'administration territoriale n'a été adopté qu'à une voix de majorité

### Pédagogie

par Pierre Servent

EN bon pédagogue, si le gouvernement avait voulu présenter différents cas d'école pour expliquer ce qui se passe à l'Assemblée nationale depuis juin 1988, il ne s'y serait pas pris autrement. En l'espace de quelques semaines, le premier ministre a fait approuver trois textes importants (réforme de la dotation globale de fonctionnement, statut de la Corse, administration territoriale), sans avoir jamais recouru à la même majorité.

Pour la solidarité entre villes pauvres et riches (DGF), il est parvenu à obtenir l'abstention d'une large partie de l'opposition, RPR excepté. Le premier ministre avait alors bénéficié d'un double avantage : politique, car un projet de solidarité est toujours difficilement contestable ; politique, car l'UDF et l'UDC n'étaient pas mécontents, à cette occasion, d'isoler un RPR « bunkarisé » sur Paris et l'Île-de-France.

Sur le statut de la Corse, ce sont les abstentions communistes qui ont contrebalancé l'hostilité des groupes de droite et du centre. Il a été sauvé au prix de quelques concessions à M. Lajoinie et ses amis (mesures économiques et fiscales). Enfin, sur l'administration territoriale de la République, confronté au pire des cas de figure, l'opposition conjuguée du RPR, de l'UDF, de l'UDC et du groupe communiste, — le gouvernement est passé de justesse, d'une voix.

Paradoxalement, c'est sur ce dernier texte, alors que la discussion du projet du ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a donné lieu à un remarquable travail parlementaire, tout d'abord au sein d'une commission spéciale, puis dans l'hémicycle — où le gouvernement a accepté parfois de réécire certains articles-clés pour tenir compte des suggestions de tous les groupes (PCF excepté) — que le gouvernement a rencontré le plus de difficultés. Certains centristes ne cachent pas qu'après les deux premiers succès du gouvernement sur la DGF et la Corse, les « enclaves » pour ce troisième texte important seraient élevées. D'où le décalage entre le vote négatif final de toute l'opposition et l'atmosphère de compréhension, de concertation et même, à certains moments, de complicité entre les élus de droite, du centre, le gouvernement et la majorité, qui a prévalu durant une bonne partie des débats. La politique a repris ses droits. Illustration de l'érosion de la marge de manœuvre du premier ministre. Quant à l'examen du projet de loi de réforme territoriale, qui commence mercredi 10 avril, il pourrait bien compléter ce tableau pédagogique en débouchant sur l'utilisation par le gouvernement d'un 49-3 salvateur.

donc en place pour qu'à la différence de ce qui s'était passé pour la réforme de la dotation globale de fonctionnement, les trois groupes RPR, UDF et UDC conservent jusqu'au bout une attitude commune contre le projet de loi.

### « Intrinsèquement pervers »

« Deux de nos demandes n'ont pas reçu de réponse », a souligné M. Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire). « Vous es au milieu du gué, nous vous réprouvons par un « non mais », nous vous renvoyons en deuxième lecture », a ajouté M. Rossinot, tandis que M. Yves Fréville (UDC, Île-et-Vilaine) regrettait que l'on ait passé « à côté d'une grande chance ».

Tout au long du débat, le groupe communiste n'a pas cessé d'affirmer son hostilité de principe à un texte, « intrinsèquement pervers », qui, selon lui, porte atteinte à l'autonomie des collectivités locales. Lors des explications de vote, M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) a seulement concédé qu'il y avait « quelques avancées » dans le titre II, relatif à la démocratie locale. Le ministre de l'intérieur a noté que le gouvernement avait accepté plus de cent cinquante amendements depuis le début de la discussion du projet, le 25 mars dernier. Mais avec une majorité aussi fragile, en première lecture à l'Assemblée nationale, il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant une adoption définitive du texte par le Parlement.

JEAN-LOUIS SAUX

□ Selon le secrétaire général de l'enseignement catholique, « il n'est pas impossible que ce soit le gouvernement qui ramène la guerre scolaire ». — Le Père Max Cloupet, secrétaire général de l'enseignement catholique, a affirmé lundi 8 avril, qu'« il n'est pas impossible que ce soit le gouvernement qui ramène la guerre scolaire ». Le Père Cloupet faisait allusion à la tentative avortée de modification de la loi Falloux de 1850, qui limite à 10 % la participation des collectivités locales aux investissements des établissements d'enseignement privé. Le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, a rejeté lundi une proposition des députés centristes qui souhaitaient qu'à l'occasion de l'examen du projet de loi sur l'administration territoriale, le gouvernement autorise l'augmentation de cette participation à 35 %.

point des futurs schémas départementaux de la coopération intercommunale et une avancée de la décentralisation en matière de formation professionnelle — pour voter le texte. C'était même « une condition incontournable », selon M. Beaumont. Le ministre de l'intérieur repoussa la proposition, en indiquant simplement qu'en liaison avec son collègue de l'éducation nationale, il préparait une circulaire « pour mieux cadrer le dispositif » de la participation des collectivités locales aux dépenses d'équipement des établissements d'enseignement privé, « au regard de la jurisprudence relativement restrictive du Conseil d'Etat ».

L'amendement sur un plus large transfert de compétences en matière de formation professionnelle, présenté par M. Rossinot, fut pareillement repoussé. M. Marchand affirma qu'au préalable il souhaitait voir une mission faire le bilan de la décentralisation et élaborer des propositions. Tout était

avait oublié de tourner l'une de ces clefs.

La tension est montée encore un peu lorsque M<sup>me</sup> Bernadette Isaac-Sibille (UDC, Rhône) a été légèrement bousculée par deux députés socialistes qui contestaient son interprétation d'une consigne de vote notée sur un papier. Ce fut l'explosion lorsque le président de séance, M. André Billardon, prononça le résultat. « C'est un vote truqué », tonna M. André Rossinot (UDF, Meurthe-et-Moselle) pour empêcher le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, de s'exprimer une dernière fois devant l'Assemblée.

### Double revirement

Auparavant, la journée du lundi 8 avril s'était déroulée calmement : les principaux articles (49 et 50), consacrés aux nouvelles formes de coopération intercommunale, avaient déjà été adoptés la semaine passée, et il ne restait plus qu'à venir à bout, patiemment, des soixante-sept articles du projet de loi et des quelques sept cent cinquante amendements déposés par les députés.

A propos d'une disposition excluant la création de communautés de villes et de communes au sein de la région Île-de-France, chacun avait convenu de bonne grâce qu'il avait changé d'avis. M. Marchand avait expliqué qu'à la demande de nombreux élus de la région, il était prêt à appliquer le droit commun à l'Île-de-France, tandis qu'en présentant un amendement d'un député UDF allant dans ce sens, M. Rossinot confessait qu'en fait il n'y était pas favorable. Ce double revirement, qui aboutit finalement au maintien du texte initial, divisa l'Assemblée. Dans la confusion qu'entraîne parfois la procédure du scrutin public, on s'amusa encore, à l'occasion d'un vote, de voir le groupe communiste se prononcer favorablement, à l'exception de deux « dissidents », MM. André Lajoinie et Georges Marchais... Ce n'était en fait qu'un problème de clefs tournées dans le mauvais sens.

La question de l'aide au financement des investissements des établissements d'enseignement privé par les collectivités locales, soulevée par M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire), n'est pas d'actualité parvenue à alourdir le climat. C'était l'une des trois conditions posées par l'opposition — avec le rôle du préfet dans la mise au

Quelques minutes encore avant le scrutin, le rapporteur de la commission spéciale, M. Christian Pierret (PS, Vosges), était optimiste. Il estimait, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, que le sort du projet de loi d'orientation sur l'administration territoriale de la République pouvait se jouer à « deux ou trois voix près ». Un peu plus tard encore dans la nuit, un conseiller du premier ministre faisait un signe de la main pour indiquer discrètement que l'écart pourrait bien se réduire à deux voix.

Aussi, au moment décisif, à droite comme à gauche, les députés présents dans l'hémicycle se sont livrés avec beaucoup d'attention, pour la neuvième fois de la journée, à l'exercice, toujours un peu casse-gueule, qui consiste à débattre dans les travées pour tourner en série les clefs sur les pupitres de leurs collègues absents. Un député socialiste a eu ainsi une frayeur rétrospective en s'apercevant, peu avant la clôture du scrutin, qu'il

### Les principales modifications

Le projet de loi d'orientation relatif à l'administration territoriale de la République a été largement amendé par les députés. La commission départementale de la coopération intercommunale (composée d'élus) est toujours présidée par un préfet, mais ce dernier est « encadré », comme le souhaitait l'opposition, par deux assesseurs et un rapporteur général, élus parmi les maires.

Ces commissions seront ainsi composées : 60 % de maires, adjoints au maire ou conseillers municipaux, 20 % de représentants d'établissements publics de coopération intercommunale, 15 % de conseillers généraux, 5 % de conseillers régionaux issus du département. Quant aux conditions d'acceptation par les communes du projet d'intercommunalité, le principe de l'accord tacite a été remplacé par celui d'un avis explicite. Pour les communes limitrophes, ce sont les communes qui définiront « librement » le périmètre de coopération. Toutefois, une commune peut ne pas participer à la coopération présentée dans le schéma départemental si elle

propose de participer à un autre établissement public de coopération dont le territoire est contigu au sien. Pour les communautés de ville, le seuil de constitution a été abaissé à vingt mille (au lieu de trente mille) habitants.

En revanche, les députés sont revenus au texte initial du gouvernement en fixant à cent mille habitants, le seuil à partir duquel la communauté de ville est créée par arrêté du préfet (qui fixe le périmètre de coopération), sauf si un tiers au moins des conseils municipaux des communes concernées (représentant plus du tiers de la population totale), ou une commune représentant plus de la moitié de la population totale ont donné un avis défavorable.

Pour la consultation des populations, par « référendum », à l'échelle de la commune, les députés ont adopté des amendements limitatifs. L'initiative de ces consultations est strictement réglementée : elle est interdite dans plusieurs cas (notamment pendant les campagnes électorales).

Député du Pas-de-Calais

### M. Wacheux quitte le PS

M. Marcel Wacheux, député du Pas-de-Calais, a annoncé, lundi 8 avril, sa démission du Parti socialiste, en précisant qu'il décidera dans les jours prochains s'il siégera à l'Assemblée nationale comme apparenté PS ou parmi les non inscrits. « Dans le Pas-de-Calais, être rocardien, c'est ne plus être socialiste », estime M. Wacheux, qui dénonce l'attitude du courant fabiusien, dominant, dans cette fédération.

Accusant les partisans de M. Fabius d'agir comme un « véritable rouleau compresseur au détriment des autres courants », M. Wacheux, adjoint au maire de Bruay-le-Château et président de l'Association des communes minières du Nord et du Pas-de-Calais, estime avoir été « évincé » de la présidence de la SACOMI, société d'économie mixte pour l'aménagement des communes minières, à la suite de « pressions » des fabusiens du Pas-de-Calais. L'un de ceux-ci, M. Jean-Pierre Kuchida, maire de Liévin, a été désigné à ce poste.

La préparation des élections de 1992

## Les socialistes du Nord souhaitent que M. Delebarre devienne, dans un an, président du conseil régional

LILLE

de notre correspondant

Les tiraillements continuent entre la fédération socialiste du Nord, dirigée par les proches de M. Pierre Mauroy, et celle du Pas-de-Calais, contrôlée par les amis de M. Laurent Fabius, et toujours à cause de la présidence du conseil régional. Les dirigeants du Pas-de-Calais ont imposé qu'elle soit encore aujourd'hui détenue par un des leurs, M. Noël Joseph, député PS, alors que le maire de Lille avait promis, en 1986, à M. Michel Delebarre qu'elle lui reviendrait en cours de mandat.

Cette fois-ci, la fédération du Nord a voulu très vite planter le décor. Sa commission exécutive a déjà annoncé que la liste du PS dans le département, pour les élections régionales de mars prochain, serait conduite par le ministre de

la ville. Et pour que les choses soient claires, elle a indiqué, dans un communiqué : « En plein accord entre les deux fédérations, l'ensemble des socialistes du Nord et du Pas-de-Calais engagent cette année le débat électoral avec la ferme ambition de voir Michel Delebarre présider aux destinées de notre région en 1992. »

M. Bernard Roman, premier secrétaire de la fédération du Nord, a tenu à confirmer, jeudi 4 avril, lors de la convention fédérale préparatoire à la convention nationale, que c'était « avec l'accord plein et entier de Daniel Percheron », le premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais, que cette décision avait été prise.

Dans l'autre département, on se montre moins pressé : M. Percheron s'agace un peu d'une « tonalité qui sommerait la fédération du Pas-de-Calais de se prononcer pour ou

contre, alors, souligne-t-il, qu'elle n'a pas encore entamé de procédure pour les régionales, ne connaissant pas le mode de scrutin ». « Nous ne nous sommes prononcés, a-t-il déclaré, ni sur ceux qui mèneront le combat ni sur les conséquences d'une victoire que nous souhaitons ».

M. Percheron a reconnu, toutefois, avoir indiqué au secrétaire de la fédération du Nord qu'il lui semblait tout à fait normal d'envoyer, en cas de victoire — si les électeurs le permettent — une alternance à la présidence de la région ». Mais il a estimé qu'il est « presque indécent » que l'on se partage avant l'heure les « défilés d'une opposition » dont il considère qu'elle sera dangereuse.

JEAN-RENÉ LORE

### EN BREF

□ M. Franck Timmermans est nommé secrétaire général adjoint du Front national. — Le Front national a rendu public, lundi 8 avril, la nomination de M. Franck Timmermans au poste de secrétaire général adjoint, à laquelle le bureau politique du parti d'extrême droite avait procédé le 2 avril, sur proposition de M. Carl Lang, secrétaire général. M. Timmermans, trente-cinq ans, est conseiller municipal de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), membre du comité central et secrétaire national à l'encadrement du Front national. Il est adhérent de ce parti depuis 1972, année de sa création.

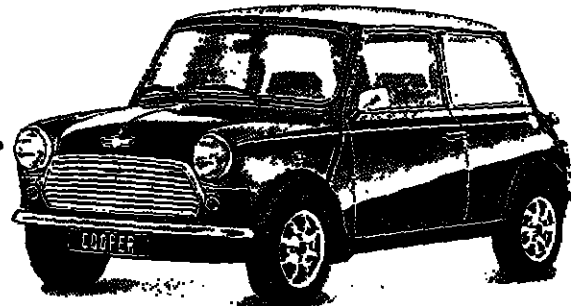
□ Condamnation de deux élus du Front national des Hauts-de-Seine. — Deux conseillers municipaux des Hauts-de-Seine, membres du Front national, M. Jean-Yves Le Gallou (Colombes), membre du bureau politique, président du groupe d'extrême droite du conseil régional d'Île-de-France, et M. Joseph Jouan (Gennevilliers), ont été condamnés, jeudi 4 avril, respectivement à 6 000 F et 3 000 F de

dommages et intérêts par la quinzième chambre correctionnelle du tribunal de Nanterre pour diffamation et incitation à la discrimination religieuse.

□ M<sup>me</sup> Commergnat (PS) abandonne son dernier mandat électif. — M<sup>me</sup> Nelly Commergnat, ancien député socialiste (1981-1986) et qui fut conseiller général de la Creuse, a abandonné, pour raisons de santé, son dernier mandat électif, celui de maire de Bonnat, qu'elle détenait depuis 1973. (Corresp.)

□ Rectificatif : dans le compte rendu du livre *L'après Mitterrand* d'Eric Dupin, dont traitait la dernière chronique Livres politiques (le Monde daté 7-8 avril), une erreur de transcription a déformé une citation de l'auteur. Il fallait lire : «...Le même mécanisme institutionnel, sorte de monarchie élective (et non machine) à progressive, ment vidée le parti de sa substance. »

er et vroum... Et surtout ne laissez pas la clé entre n'importe quelles mains. LA POUDRE.



Mini Cooper, chez votre concessionnaire Rover. Tél.: 05 102 102.

سكنى الاول

## Deux grandes villes en crise

## A Bordeaux, le déclin d'un bâtisseur

*Jacques Chaban-Delmas, ses ponts, ses tours d'acier, son vélodrome,  
ses Girondins et sa « sortie » par le métro*

**BORDEAUX**

de notre envoyé spécial

entendre les explications de son premier magistrat. M. Noir fait le gros dos. Son image auprès des industriels locaux, qui, il est vrai, n'ont jamais eu pour lui les yeux de Chiment, est passablement écornée. Ils ironisent sur *« ce jeune maire que les Lyonnais ont donné à la France »*. « Les Lyonnais expliquent-*on* à la chambre de commerce, ont-*on* besoin d'un maire qui sache accepter ses limites, pas d'un candidat à la présidence de la République. » Au plan de gestion, M. Noir a, de surcroît, en ce moment, quelques dossiers difficiles : le financement périlleux d'un tunnel de contournement de la ville commandé au groupe Bouygues, l'annulation par le

les avocats réunis en congrès à Bordeaux, M. Chaban-Delmas s'était laissé aller à détailler « le régime de fer » qu'il s'impose depuis qu'il a arrêté le rugby, en 1950, et qui lui vaut de se sentir, à soixante-seize ans, en si bonne santé.

de 1976, le maire avait modelé, avec plus ou moins de bonheur, de nouveaux quartiers.

Plutôt circonspéct, les Bordelais ont ainsi vu surgir, dans leur ville ocre et pierre, les tours d'acier et de béton de la cité de Mérieux, coïncées entre l'hôtel de ville, le palais Rohan et le cimetière de la Chartreuse. Aux limites de la ville, l'ensemble de Bordeaux-Lac a poussé sur d'anciens marais, dans la verdure, autour du centre des expositions. C'est d'ailleurs là qu'a été édifié, après la modernisation du stade de football, un vélodrome superbe, une « *folie chabanesque pour les quinze pédaleurs qui existent en ville* », dont la nécessité, pour beaucoup, reste à établir.

Il est maintenant question de construire de nouveaux ponts, dont un au cœur de la ville, à la hauteur de la place des Quinconces, le « Champ-de-Mars » bordelais que domine la colonne dédiée aux députés girondins victimes de la Terreur. On repare aussi de l'aménagement du quartier de la Bastide, sur la rive droite de la Garonne, bastion socialiste traditionnellement ignoré de la ville. Mais ces différents projets ne concernent guère les responsables économiques. « L'immigration a fait long feu. La ville, en marge des circuits d'échanges européens et internationaux, a besoin d'énergie. »

C'est au dossier du métro, accessoire à ses yeux, indispensable pour l'auréole qu'est Bordeaux, que M. Chaban-Delmas consacre toute son énergie, comme pour mieux oublier les affaires de l'affaire des Girondins. « *Aurefais, il aurait tranquillement fallu passer son dossier, là, ça patine* », observe l'afficionado. Ce métro, qui ignorera dans un premier temps le succès universel de la ligne à grande vitesse communale voisine de Talence et le quartier de Bordeaux-Lac (mais qui ira river droite, nécessité politique oblige), ne fait pas l'unanimité. Le jugement de certains industriels est sans appel. « *Il y a sans doute des investissements plus sérieux que ceux de M. Chaban, ça plus ça s'effrite, plus il ne pèse la balance. On a déjà repartir une fois pour toutes, que ce soit avec la droite ou avec les socialistes.* »

M. Chaban-Delmas professe un mépris souverain à l'égard des Cassandre qui annoient, depuis près de vingt ans, le cas vrai, la fin des réseaux qui lui assurent depuis quarante-quatre ans la maîtrise de Bordeaux. La ville retient son souffle et les écoute craquer. Mais ce huis clos, loin des états-majors parisiens, risque de durer. « Si seulement il était parti en 1989, couvert de gloire, regrette « l'aficionado ». Maintenant il est obligé d'aller jusqu'au bout, et en plus il risque de rater sa sortie. »

**GILLES PARIS**

QUELLE JEUNEÈSE!

SONDAGES!

SONDAGES

PÉTION

«Plaisanterie  
de garçon de bain»

Dans le vocabulaire de l'ancien premier ministre, le dossier des Grondins de Bordeaux est ramené aux dimensions de «*plaisanterie de garçon de bain*». M. Chaban-Delemas a tout d'abord été catégorique : «*Le foot, c'est pas la mairie*». Aujourd'hui, les largesses composites par la municipalité sont pourtant difficiles à justifier. D'autant que la découverte du passif de plus de 200 millions de francs, la valse des présidents et les épisodes rocambolesques de la dernière tentative en date de sauvetage du club ont ruiné en quelques semaines l'image de rigueur et de sérieux patiemment construite sur les campagnes victorieuses des «*marque et blanc*».

«Ce n'est pas la crise des Girondins qui affaiblit Chaban, c'est au contraire Chaban lui-même qui génère cette déception. Il y a dix ans, il aurait fait tout pour les saisons étanches plus tôt. Autre fois, on pouvait dire qu'il pratiquait à l'égard de ses adversaires politiques le *laurumchambre sans mise à mort*. Maintenant, au sein d'un parti qui se désintéresse de lui, il se sent de moins en moins à l'aise. Il a même pu se faire tomber Chaban pour que Valade (le premier adjoint RPR de la ville) s'installe à la mairie.» Comme beaucoup de Bordelais, «l'aficionado» — socialiste de raison, chabaniste de cœur et qui tient à l'anonymat par précaution — attend un «coup de ressort», une contre-offensive, qui tarde à venir.

Pendant les premières années de son règne, après ses victoires sur les épigones d'Adrien Marquet, éphémère ministre du gouvernement de Vichy et mémoire noire de Bordeaux occupée, M. Chaban-Delmas s'était surtout préoccupé de jeter des ponts sur le Garonne. Après son passage à Matignon et son échec à l'élection présidentielle de 1974, lorsqu'il lui avait fallu reconquérir une ville troublée par les vaines tentatives de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber à l'élection législative partielle de 1970, puis de M. Roland Dumas aux élections municipales

tribunal administratif de Lyon du  
SDAU de la communauté urbaine.

Certains assurent que M. Noir «trouvera son salut d'en haut», parce que l'Élysée aurait tout intérêt à ménager ce «présidentiable» de droite, qui peut diviser son propre camp. D'autres expliquent qu'ayant quitté le RPR depuis décembre, le maire de Lyon est fâcheusement «à découvert» et que le pouvoir pourrait trouver avec M. Noir l'antidote à l'affaire de M. Jean-Michel Boucheron, l'ancien maire d'Annecy.

DANIEL CARTON

« chantiers » dont il avait couvert Bordeaux, après sa conquête de la ville, en 1947. « Certains m'appelaient Jacques l'éventreur, c'était charmant ! La sorte de folie douce d'aujourd'hui, à base de rumeurs plus inventées les unes que les autres, ne m'atteint pas, surtout quand on est un type qui rien ne peut arrêter... »

M. Chaban-Delmas est épatant. Depuis toujours, il use, à l'intention de ses interlocuteurs d'un répertoire éprouvé, mais réduit, de répliques qu'il sert en toutes circonstances. Le matin même, devant les cinaïdes défilées aux artistes amateurs du journal *Sau-Quart* qui exposaient à deux pas de la mairie, il n'avait pu résister à l'agacement de la « coordination » d'un petit comité sur la « nouvelle société » que c'était fait le héros malheureux lors de son séjour, de 1969 à 1972, sous la présidence de Georges Pompidou, à Matignon. L'après-midi, dans les salons de l'hôtel de ville, devant

Une « licence en droit » inexistante, un titre de « directeur

« cabinet » usurpé, une « mise à la disposition du cabinet de M. Raymond Barre » mensongère : « déconcertant que le *curriculum vitae* de M. Bernard Sarcoia (le Monde du 30 mars), une autre question se posait quant aux fonctions de « conseiller du président-directeur général, du groupe OCE, puis secrétaire général », mentionnées, pour la période 1981 à 1983, dans le document diffusé par la mairie de Lyon au moment de l'installation du cabinet.

La réponse ne s'est guère fait attendre. Le groupe néerlandais OCE, leader européen de la reprographie, nous a fait savoir, par un courrier très court, que M. Sarmoa n'avait jamais été salarié de sa filiale OCE-France SA. En fait, le chef de cabinet démissionnaire a été, au début des années 80, employé par une PME lyonnaise spécialisée dans les équipements informatiques. Omilum de constructions électriques-OCE, qui a été contraint, en 1988, de changer de dénomination pour prendre le nom de «Holding Hennequin». Son président-directeur général, M. Jean-Pierre Hennequin, nous a indiqué qu'il n'avait «rien à reprocher» à M. Sarmoa, mais que les titres de «conseiller du président-directeur général» et de «secrétaire général» ne correspondent pas à la réalité.

R. B.

**Rive Gauche, quand 1000 des plus beaux tapis d'Orient sont à -50%, il ne s'agit pas d'un conte.**

EXCEPTIONNEL  
dans nos entrepôts

115, rue du Bac Paris 7<sup>ème</sup>

-50%

sur 1000 des plus  
beaux tapis d'Orient

méto Sèvres-Babylone Tél: 45.49.21.22  
sur les prix étiquettes à partir de 12h30

■ L E  
B O N  
M A R É  
C H É

RIVE GAUCHE



# SOCIÉTÉ

## La perquisition au siège d'Urbatechnic

## Le temps des justiciers

### Le ministère de la justice dénonce « les irrégularités » du juge Thierry Jean-Pierre

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers devait être saisie, mardi 9 avril, par M. Henri Bertrou, procureur de la République du Mans, de la régularité de la procédure qui a amené M. Thierry Jean-Pierre, juge d'instruction, à inculper et incarcérer un ancien responsable du bureau d'études socialiste Urbatechnic et à perquisitionner au siège parisien de cette société. D'ores et déjà, le ministère de la justice a saisi l'Inspection générale des services judiciaires qui s'est rendu au Mans pour enquêter sur « les graves manquements et les irrégularités » qui, selon la chancellerie, auraient été constatés dans ce tribunal.

citoyen ne serait à l'abri de la vindicte d'un juge.

Selon la chancellerie, c'est « dans des conditions suspectes » que M. Jean-Pierre a obtenu l'ouverture de trois informations pour corruption, extorsion de fonds, faux et usage de faux, visant le financement du PS, alors qu'il était saisi depuis juin 1990 d'une affaire d'accident du travail. Le ministère de la justice affirme également que le juge d'instruction avait eu connaissance de son dessaisissement avant d'engager sa perquisition au siège d'Urbatechnic. Ce sont ces raisons qui, selon la place Vendôme, justifient l'envoi au Mans d'inspecteurs de l'Inspection générale des services judiciaires.

#### Un rapport du DDP du Mans

Selon un communiqué du procureur de la République du Mans, l'instruction dont M. Jean-Pierre a été dessaisi, dimanche 7 avril, était profondément irrégulière. Rappelant qu'il a demandé ce dessaisissement en vertu de l'article 84 du code de procédure pénale, qui prévoit une telle mesure « dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice » et « par requête motivée du procureur de la République », M. Bertrou affirme que M. Jean-Pierre avait ouvert ce dossier « à sa seule initiative, au vu d'un soi-disant renseignement anonyme et grâce à une collusion évidente avec deux magistrats du parquet, qui ont pris soin de ne pas me rendre compte de cette initiative. De tels comportements, ajoutent-ils, contraires à toutes les règles de notre droit ne peuvent être admis. S'ils devaient l'être, demain aucun

L'historique de l'information menée par le juge Jean-Pierre est aujourd'hui connu. Début janvier, il reçoit un appel téléphonique anonyme qui, à propos de son dossier d'accident du travail, l'invite à entendre le Dr Coicadan, ancien militant socialiste. Entendu le 8 janvier, celui-ci n'apporte aucune information sur l'accident mais détaille ce que la presse a déjà révélé sur le rôle d'Urbatechnic dans le financement occulte du PS. Sur cette seule base, le juge obtient du substitut du procureur l'ouverture d'une nouvelle information sans rapport avec la précédente. Puis, le 23 mars, il entend M. Jean Montaldo, journaliste et responsable d'une collection chez Albin Michel, qui lui remet copie des cahiers de M. Joseph Delcroix sur Urbatechnic, saisi en 1989 à Marseille. Enfin, le 28 mars, il entend M. Antoine Gaudino, auteur de

cette saisie quand il était à la police judiciaire de Marseille, qui lui confirme l'authenticité de la copie.

La suite, durant le week-end des 6 et 7 avril, est connue : inculpation et incarcération d'un ancien responsable régional d'Urbatechnic, tentative d'interpellation de M. Gérard Monette, perquisition au siège parisien d'Urbatechnic. M. Jean-Pierre a affirmé qu'il n'a eu connaissance de son dessaisissement qu'à la sorte de cette perquisition, à 21 h 15. Or, dans un rapport écrit, le Directeur départemental des polices urbaines du Mans affirme l'avoir eu au téléphone en début d'après-midi et lui avoir expliqué que les cinq policiers requis par le juge ne pouvaient plus l'assister car il était désormais dessaisi. Dans ce cas, M. Jean-Pierre aurait opéré sa perquisition tout en sachant qu'il n'était plus saisi du dossier. Toutefois le juge continue d'affirmer le contraire, estimant qu'il a été dessaisi parce que ses investigations dérangeaient.

Il a reçu le soutien du Syndicat de la magistrature et de l'Association française des magistrats chargés de l'instruction qui contestent la régularité de la mesure prise à son encontre. Le RPR et le Front national mettent en cause le gouvernement qui, selon le parti gaulliste, « ne tolère plus l'indépendance des juges ». Enfin, M. Antoine Gaudino, auteur de l'Enquête impossible, affirme qu'« on a voulu empêcher un juge de remonter jusqu'aux responsables du PS ».

E. P.

L'EXCES de raison d'Etat suscite en retour justiciers et vengeurs. Or on ne réhabilite pas l'Etat de droit en s'arrangeant du droit, de ses procédures, de ses règles et de ses précautions. Serait-ce pour la meilleure des causes – et d'autant plus si l'on est soi-même magistrat – que l'on saurait rendre la justice dans une échappée solitaire où l'on condamne avant d'instruire, où l'on ne trouve que ce que l'on cherche, où les réponses sont connues avant les questions. Fût-ce devant la pire des crimes, une instruction ne saurait se transformer en inquisition.

Tel est le constat que suscite l'affaire du juge Thierry Jean-Pierre, qui ne se résume pas à l'image d'un juge sanctionné parce que sa curiosité dérange. Maintenant que l'on connaît les détails du processus qui l'a conduit jusqu'aux bureaux parisiens d'Urbatechnic, il ne faut guère de doute qu'il s'est agi d'une opération de commando judiciaire, d'une protestation revêue d'une procédure, dont l'enjeu n'était pas le prétoire, mais bien plutôt l'opinion.

#### Réformer la procédure pénale

Comment en effet justifier la cohérence procédurale d'une instruction qui, via un appel téléphonique anonyme, passe d'un accipit du travail sans aucun rapport avec la parti socialiste à l'audition d'un médecin régénérant des généralités, puis ici et là, sur le financement du PS ? Comment expliquer ce saut démesuré qui conduit ensuite le juge à entendre un journaliste proche de l'extrême droite et tenace pourfendeur des turpitudes de gauche, M. Jean Montaldo, uniquement parce qu'il est détenteur d'une copie des cahiers

par Edwy Plenel  
de Joseph Delcroix, saisi à Marseille, où est détaillé le fonctionnement d'Urbatechnic ? Au bout du compte, on est bien loin du Mans...

Le débat gagnerait en clarté si M. Jean-Pierre et les magistrats du parquet qui l'ont soutenu assumaient la dimension volontairement provocante et arbitraire de leur démarche, plutôt que de prétendre avoir scrupuleusement respecté la lettre et l'esprit du code de procédure pénale. Alors on pourrait comprendre – et entendre – ce cri qui a pour origine un déni de justice : l'amnistie de 1990, dont le pouvoir n'a pas fini de payer le prix.

Brandissant le menace de sanctions disciplinaires, le gouvernement s'engouffre dans la brèche qui lui a ainsi été offerte. Il ferait sans doute mieux de s'interroger sur les causes de ce dérapage. D'accélérer la lente procédure de la Cour

de cassation qui retarde indéfiniment le procès de l'affaire Urbatechnic malgré le souhait de M. Gérard Monette et de ses amis d'être enfin jugés. De reprendre les propositions de la commission Delmas-Marty sur la réforme de la procédure pénale que M. Georges Klejman, ministre délégué à la justice, a récemment paru enterrer.

Car cette affaire pose à nouveau la question de l'ambiguïté de l'instruction dans le système français, de la place et de la responsabilité de ces « petits juges » en permanence confrontés au risque du mélange des genres, entre investigation policière et mécanique inquisitoriale. Par un effet pervers d'une mécanique rouillée et discréditée, l'instruction en vient à symboliser la justice, alors qu'elle n'est que l'antichambre du procès, le seul moment où, véritablement, justice est rendue. Le seul où les juges doivent juger.

### Le Forum du petit juge

LE MANS

de notre correspondant

Avec ses allures d'universitaire sportif, le Lozérien Thierry Jean-Pierre aurait eu du mal à se celer pour longtemps dans le costume étroit de l'intendant de lycée qu'il fut d'abord, ou dans celui d'inspecteur du trésor qu'il fut par la suite. Sa voie, il ne l'a trouvée qu'il y a cinq ans, la trentaine frappée, en devenant juge d'instruction. Avec une haute idée de sa mission. La cour à gauche, il sait bien que tout ne sera pas rose. Mais il aura des alliés, ne serait-ce que ses amis du Syndicat de la magistrature. Même s'il les trouve un peu mous face aux dossiers « sensibles ».

Tout bascule lorsque le Parlement vote la loi d'amnistie il y a tout juste un an. La justice à deux vitesses, il n'en sera ni l'acteur ni le complice. Avec deux collègues juges d'instruction (dont le juge Liberge à qui cette nouvelle affaire Urbatechnic a été confiée par le parquet après en avoir dessaisi le juge Jean-Pierre), ils décident de remettre en liberté une dizaine de petits délinquants, le 24 avril 1990, en raison « de la récente évolution de la notion d'ordre public ». Ceux-là mêmes qu'ils avaient fait écrouer quelques semaines plus tôt.

Survient encore l'affaire Gaudino, et son « enquête impossible ». Avec un greffier et deux avocats, ils décident de fonder

en novembre dernier le Forum pour la justice. Objectif : dénoncer tous les dysfonctionnements des tribunaux, notamment en s'opposant au classement sans suite des dossiers sensibles. Le Forum tissera sa toile à travers des relais dans toutes les cours d'appel, tous les tribunaux.

#### Opérations médiatiques

Mais la démarche se veut plus fondamentale : c'est la remise en cause de tout un système « désuet et inégalitaire ». « La justice est égalitaire 80 ou 90 %. Mais 10 %, c'est encore trop », dénonçait alors le juge Jean-Pierre.

Il avait prévu : « Il nous faut retrouver une éthique du droit et de la justice et conquérir notre indépendance. Quelqu'en soit le prix à payer. » Et qu'on ne vienne pas lui reprocher son goût pour les opérations médiatiques : n'est-ce pas une façon de se protéger... et de garantir l'efficacité de son combat ? Pas plus que de s'être alié, lui l'homme de gauche « gauchisant », pour créer ce Forum, à des avocats de droite, en même temps qu'à Antoine Gaudino, Thierry Pfister ou au juge Gallot, les adhérents de la première heure : « Pour aboutir à une justice indépendante de tous les pouvoirs, la voie est la même pour tous. »

ALAIN MACHEFER

### Peine de principe pour le gendre de Simone Weber

NANCY

de notre correspondante

La cour d'assises de Meurthe-et-Moselle a condamné, lundi 8 avril, Pascal Lamoureux, trente-sept ans, gendre de Simone Weber, à une peine couverte par la loi d'amnistie pour établissement d'un certificat faussant l'état de faits matériellement inexacts. Absent le 16 janvier dernier, lorsque se déroulaient les débats de son ex-belle-mère Simone Weber, Pascal Lamoureux avait vu son cas disjoindre.

Assisté de M. Dugravot, il a dû s'expliquer lundi sur les circonstances dans lesquelles, le 30 juin 1985, soit huit jours après la disparition de Bernard Hettier, Simone Weber, qu'il n'avait pas vue depuis deux ans, est venue jusqu'à Epinay-sur-Seine où il vivait avec sa femme, Brigitte, et leur fille, Delphine, lui demander de se faire passer pour Bernard Hettier. Elle lui avait notamment suggéré de faire venir un médecin afin d'obtenir un arrêt de travail de huit jours pour départir Bernard Hettier qui risquait d'avoir des ennuis pour son emploi. Le soir même, il avait posté, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, l'arrêt de travail à destination des Etablissements Solvay de Dombasle où travaillait Bernard Hettier. L'avocat général Philippe Ker s'est efforcé d'expliquer à la cour comment elle pouvait condamner Pascal Lamoureux à une peine de principe, sans l'envoyer en prison.

M. R.

o Saisie d'« Ecstasy » par les policiers à Paris. – Une saisie de mille cinq cents pilules d'« ecstasy », cette drogue de synthèse dérivée des amphétamines, aux effets aphrodisiaques supposés, a été réalisée en région parisienne par les policiers qui ont interpellé quatre suspects. Les trafiquants approvisionnaient « la clientèle huppée et branchée des boîtes de nuit parisiennes » depuis deux ans, selon les policiers. Ils ont été inculpés pour infraction à la législation sur les stupéfiants, et écroués par M. Jean Zamponi, juge d'instruction à Paris. L'importateur présumé, M. Eric Simon, vingt-sept ans, est soupçonné d'avoir effectué des voyages hebdomadaires à Amsterdam, afin de revendre entre 120 F et 150 F chaque « pilule d'amour », réalisant un bénéfice d'environ 70 F.

# La Turquie sans attendre.

En Europe et à la frontière de l'Asie, le plus fabuleux musée à ciel ouvert vous attend. C'est la Turquie elle-même, riche de 9000 ans de souvenirs. Ses mosquées et ses églises, côte à côte dressées vers le ciel, vous attendent. Son soleil et sa mer, mariés depuis la nuit des temps, tour à tour rougeoyants ou azur, vous attendent. Son peuple si chaleureux, méditerranéen au plus profond de son cœur, vous attend. Et si vous n'aviez qu'un mot, un seul, à retenir de la Turquie, celui que vous entendrez chaque jour, chaque matin, à chaque rencontre, un mot de bienvenue et d'amitié, comme une invite à la douceur de vivre, ce serait le mot « Merhaba » - salut -.

BUREAU DE TOURISME & D'INFORMATION DE TURQUIE  
102, Champs-Élysées  
75008 Paris  
Tél. : 45.62.78.68  
& 45.62.79.84  
Minitel : 3615 TURQUIE

**TURQUIE**  
**CIRCUIT PACHA EXPRESS**  
**UNE SEMAINE: 4180F**  
**3550F\***

\*Du 19 Mars au 30 Juin. Val A/R. Circuit 8 jours en 6 pays, compris. Taxes et ass. en sus. Prix au départ de Paris.

**pacha tours**

CONSULTEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGES

سكن في الامم

## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

Selon un projet de décret

## Un vote indicatif précéderait la nomination des chefs de département hospitalier

La réforme hospitalière doit être discutée à l'Assemblée nationale à partir du mercredi 10 avril. Mais déjà un projet de décret d'application, remis aux députés, agit les esprits. Il prévoit que les médecins d'un département auront à voter en vue de proposer le nom d'un des leurs comme chef de département au conseil d'administration de l'hôpital.

Qui doit nommer les médecins chefs de service ou de département hospitalier ? Dans le projet de réforme hospitalière, les procédures de nomination sont ainsi définies dans l'article L. 714-21 : « Les chefs de service sont nommés par le ministre chargé de la santé, après avis, notamment, du conseil d'administration et de la commission médicale d'établissement pour une durée de cinq ans. » En revanche, « le chef de département est désigné par le conseil d'administration, après avis, notamment, de la commission médicale d'établissement, sur proposition des praticiens titulaires du département, pour une durée de cinq ans renouvelable. » Toute la différence entre un département et un service réside là, dans la procédure de nomination du médecin qui aura à le diriger.

Au cours du premier colloque national de l'interprofession des médecins hospitaliers (INMH), M. Bruno Durieux, ministre délégué chargé de la santé, avait justifié cette innovation : « Jusqu'à présent tous les chefs de service ou de département sont nommés par le ministre de la santé - en expli-

quant qu'il ne comprenait pas comment un ministre de la santé pouvait nommer, avec pertinence, un très grand nombre de chefs de service qu'il ne connaît pas tous. » Je serais partisan, avait-il ajouté, de laisser le choix de la modalité de désignation du chef de service à l'établissement, au conseil de l'établissement, sur proposition par exemple de la commission médicale d'établissement. On parle d'autonomie, on réclame plus d'autonomie, eh bien, voilà une proposition qui va dans ce sens. » Cette déclaration suscita de nombreuses réactions.

## « C'est la loi Iznogoud »

Fournie par le ministère aux députés membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée, une note portant sur le contenu des décrets en préparation risque de faire encore davantage de bruit. On y apprend que « la proposition des praticiens titulaires du département est exprimée à l'issue d'un vote organisé par le directeur de l'établissement, à l'expiration du délai de dépôt des candidatures. »

Même s'il ne s'agit ici que d'un vote indicatif - la décision finale appartenant au conseil d'administration - certains députés de l'opposition n'hésitent pas à rappeler, avec une pointe d'ironie, la mésaventure qui était arrivée à Mme Georgina Dufoux lorsqu'elle avait voulu, elle aussi, modifier le mode de désignation des chefs de service en leur faisant élire par leurs pairs.

« C'est la loi Iznogoud, ironise le professeur Bernard Debré, député RPR. Le type même de mesure qui

interdira dorénavant qu'un médecin de Marseille soit nommé chef de service à Strasbourg. Tout ne sera qu'affaire de chapelle locale. Imaginez l'ambiance dans un département où un assistant voudra se présenter contre son patron. Une campagne électorale permanente ! » En outre, se demande le professeur Debré, « le « notamment » qui figure dans le texte de loi signifie-t-il que la désignation du chef de service devra également être soumise pour avis au comité technique d'établissement au sein duquel les syndicats sont très largement représentés ? »

Même son de cloche, ou à peu près, de la part du professeur Jean-Claude Etienne (CHU de Reims), qui préside la conférence des présidents de commissions médicales d'établissements de CHU : « Comme les directeurs d'hôpitaux, nous tirons, du fait que nous sommes nommés par le ministre de la santé, une légitimité que nous perdons si nous n'étions plus nommés que par le conseil d'administration de notre établissement. En outre, pour notre activité universitaire, nous sommes nommés par le ministre. Pourquoi n'en irait-il pas de même pour notre activité médicale ? »

Dans l'entourage de M. Durieux, on rappelle qu'il ne s'agit ici, en tout état de cause, que d'un dispositif optionnel et, en outre, ce vote n'aura de valeur qu'indicative.

FRANCK NOUCHI

Après le décès d'une jeune femme dans le Pas-de-Calais

## Les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse pourraient être élargies

Une femme de trente et un ans est morte d'un accident cardio-vasculaire après une injection de Nalador, une prostaglandine visant à stimuler la contraction utérine après la prise de la pilule abortive RU 486. A la suite de ce décès, le ministère de la santé pourrait élargir les contre-indications de l'IVG par voie médicamenteuse.

La jeune femme qui s'est présentée, ce mois d'avril, à l'hôpital général de Lens (Pas-de-Calais) afin de subir un avortement par voie médicamenteuse entamait sa treizième grossesse. C'était une « grande fumeuse », signale, dans un communiqué du 8 avril, le ministère de la santé. Le décès, d'origine cardio-vasculaire, est intervenu après l'administration d'une prostaglandine injectable, le Nalador, qui suivait elle-même la prise de Mifégyne, un anti-progestérone plus connu sous le nom de RU 486.

## Le tabac facteur de risque

« C'est le premier cas mortel sur environ 60 000 interruptions de grossesse pratiquées suivant ce protocole », remarque-t-on dans l'entourage du ministre délégué à la santé. A la suite de cet accident, des représentants de la commission d'autorisation de mise sur le marché et de la commission de pharmacovigilance ainsi que des

experts devraient se réunir, mercredi 10 avril, à la demande du ministère, afin de réexaminer les conditions d'utilisation du protocole médical qui associe le RU 486 à une prostaglandine injectable.

Déjà, rappelle le communiqué, des « incidents constatés en 1989, lors de l'utilisation d'un analogue de prostaglandine injectable, soit seul, soit en séquence avec un anti-progestérone lors d'une IVG », avaient entraîné, en avril 1990, « des modifications des autorisations de mise sur le marché relatives à l'emploi des prostaglandines ». « Le risque particulier lié à une forte consommation de tabac avait fait l'objet d'une mention spécifique. Il favorise en effet la survenue d'accidents cardio-vasculaires. »

La direction française des laboratoires Schering, qui commercialise le Nalador, signale, outre ce récent décès, quatre autres cas d'une interruption thérapeutique de grossesse. Dans ce cas précis, le produit avait été administré sans association. En France, trois autres accidents sont signalés par le laboratoire. Ils concernent des femmes de trente-cinq, trente-six et trente-huit ans lors d'une interruption volontaire de grossesse, pour deux d'entre elles par association de RU 486 et de Nalador, et dans un

cas par Nalador seul. Deux d'entre elles présentaient, selon la direction du laboratoire, des plaques d'athérome (lésions au niveau des artères). « Il s'agit d'accidents cardio-vasculaires exceptionnels, dus, semble-t-il, à des spasmes coronariens », remarque M. Xavier Guille Des Buttes, directeur général de la branche française des laboratoires Schering. Et nous avons remarqué que les femmes qui avaient des problèmes étaient dans la quasi-totalité des cas des fumeuses. »

Dans le nouvel examen des conditions d'utilisation de ce protocole, le tabac « pourrait devenir une contre-indication absolue », remarque-t-on à la division de l'enregistrement des médicaments du ministère de la santé. L'intérêt d'autres prostaglandines, notamment orales, devrait être examiné par un groupe d'experts, mercredi 10 avril. Les premiers résultats d'un protocole, expérimenté sur cent femmes volontaires, associant le RU 486 et une prostaglandine orale ont par ailleurs été présentés, lundi 8 avril, à l'Académie des sciences par le professeur Etienne-Emile Baulieu et le docteur Elisabeth Aubeny, responsable du centre d'orthogénie de l'hôpital Broussais. Selon ces premiers résultats, cette association, a priori si simple, pourrait permettre de réduire les douleurs dues aux contractions utérines.

MARTINE LARONCHE

## FAITS DIVERS

A Albert (Somme)

## Un jeune homme tué par un policier

Un cyclomotoriste âgé de vingt ans, qui avait été blessé d'une balle par un policier à l'issue d'une course-poursuite, samedi 6 avril à Albert (Somme), est décédé mardi 9 avril des suites de ses blessures.

Alors qu'il circulait sans lumière au guidon de son cyclomoteur, samedi vers cinq heures du matin, Emmanuel Deflandre avait été pris en chasse par deux policiers du corps urbain d'Albert. Rattrapé par les fonctionnaires, après avoir commis plusieurs infractions au code de la route, il avait été blessé d'un coup de feu tiré accidentellement, selon les policiers, au moment où l'un de ceux-ci tentait de le ceinturer.

Atteint d'une balle au thorax, le

jeune homme avait été admis au centre hospitalier universitaire d'Amiens. Conscient au moment de son hospitalisation, il devait somber dans le coma, dimanche 7 avril. Emmanuel Deflandre est décédé, mardi vers 5 h 30 du matin.

Le brigadier de police auteur du coup de feu, M. François Mranka, cinquante-trois ans, a été suspendu de ses fonctions immédiatement après les faits. Une enquête administrative a été confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Présenté au parquet, le policier a été inculpé d'homicide involontaire par M. Marc Trevidic, magistrat instructeur au tribunal de Péronne.

Commandant le transport aérien militaire, le général de corps aérien Claude Lémieux a confirmé, vendredi 5 avril, à Villacoublay (Yvelines), que l'armée de l'air française avait besoin de quatre à six quadricopteurs Airbus A-340-300 à long rayon d'action pour remplacer ses DC-8 actuels (le Monde du 6 avril). L'Airbus A-340, estimé à quelque 600 millions de francs l'exemplaire, doit faire son premier vol en octobre.

Pour ses acheminements stratégiques à longue distance, le commandement du transport aérien militaire (COTAM) dispose aujourd'hui de quatre DC-8 qui remontent aux années 60 et dont l'un - parmi les moins anciens - sera aménagé en 1992-1993 pour être spécialisé dans la guerre électronique comme c'est le cas de l'actuel avion Sarigue. Réduite à trois appareils, cette flotte est donc insuffisante. C'est la raison pour laquelle le COTAM souhaite se renforcer avec des avions commerciaux, du type de l'Airbus A-340 (dont la capacité est double de celle du DC-8), en cohérence avec le choix des compagnies aériennes françaises pour leur matériel électronique. Le général Lémieux a indiqué que le COTAM pourrait, dans ces conditions, acquérir, dès 1993, l'un des deux Airbus A-340 de développement - qui sert aux essais et qui sera remis au standard de l'avion de série - avant d'acheter trois ou quatre autres exemplaires du même appareil, en version mixte passagers-cargo, après 1995.

Par rapport à l'A-340 civil, l'Airbus militaire aura un porte-cargo, un plancher renforcé pour des chargements lourds et des points de ravitaillement en vol sous les ailes.

La succession du Transall

Parallèlement, l'armée de l'air souhaite pouvoir disposer de quatre à six cargos lourds, du modèle C-17 du groupe américain Douglas, pour un coût unitaire de 1,2 milliard de francs. Selon le général Lémieux, dès lors que l'Allemagne et les Pays-Bas

Pour remplacer ses DC-8

## L'armée de l'air française confirme avoir besoin de quatre à six Airbus long-courriers

ont avancé un besoin identique, cette acquisition permettrait à la France de participer à la constitution d'une flotte d'intervention aérienne et d'action humanitaire pour le compte de l'Union de l'Europe occidentale.

Reste, selon le « patron » du COTAM, à commencer d'envisager la succession du Transall actuel, un bimoteur tactique, qui disparaîtra de l'armée de l'air française à partir de 2005. Les besoins sont de l'ordre de cinquante à soixante-dix avions selon la solution retenue par le gouvernement pour remplacer le DC-8 et compte tenu de la commande ou non de quelques C-17. Des conversations

entre l'Europe et les Etats-Unis portent actuellement sur le projet - conçu en coopération - d'un quadricopteur adapté au théâtre des opérations et acheminant 30 tonnes sur 5 000 kilomètres à la vitesse de Mach 0,7.

Outre cent vingt-huit hélicoptères, le COTAM aligne en 1991 soixante-dix C-160 Transall (dont six pour des missions spéciales), deux C-130 Hercules, quatre DC-8 (sans compter le Sarigue), vingt-quatre N-262, quatre Caravelle et, pour les déplacements de personnalités gouvernementales, quinze Falcon 20, quatre Falcon 50 et deux Falcon 900.

## « Notre effort budgétaire de défense est un strict minimum »

affirme le délégué général pour l'armement

« L'effort budgétaire auquel nous sommes arrivés (3,35 % du produit national brut) est un strict minimum, estime M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement, en réponse à des questions de l'hebdomadaire Valeurs actuelles du 8 avril, si l'on veut à la fois maintenir notre dissuasion nucléaire et avoir une capacité conventionnelle nous permettant des actions significatives hors de France. »

Evocant les conséquences de la négociation de Vienne sur la limitation des forces armées classiques en Europe, M. Sillard estime : « Le vrai problème du désarmement, en France, est budgétaire. A nous de définir comment dimensionner notre défense face aux menaces nouvelles comme face à celles qui l'émeurent. » à commencer par l'URSS.

« Un exemple, ajoute le délégué général pour l'armement. Nous

envisageons d'aligner mille chars Leclerc dans dix ans. Mais c'est le nombre de chars que l'URSS produit en une seule année ! Autrement dit, même si le risque soviétique a diminué, il subsiste. Et s'y ajoutent tous les risques en provenance des pays du Sud, face auxquels l'Europe doit se dimensionner un peu mieux qu'elle ne l'était lors de la crise du Golfe. »

« Il est malheureusement inéluctable, estime M. Sillard à propos des menaces de prolifération dans le monde, que de plus en plus de pays soient en mesure de développer des missiles balistiques (sûrement moins précis que les nôtres) à charge conventionnelle, chimique, peut-être même un jour nucléaire. Il s'agit là de risques majeurs : le jour où certains de ces pays auront la capacité de frapper des villes du sud de la France, il faudra bien avoir les moyens de les dissuader. »

Inquiets des risques de repli communautaire

## Les juifs laïques contestent le monopole des religieux

Les premières Assises nationales du judaïsme laïque et humaniste ont eu lieu, samedi 6 et dimanche 7 avril à Paris, à l'initiative d'une dizaine d'associations juives (1). Les organisateurs entendaient réagir contre le repli religieux qu'ils perçoivent au sein de la communauté.

« Je ne supporte plus que les rabbins parlent au nom de l'ensemble des juifs. Je ne me sens pas ambassadeur d'Israël », a cette femme juive est venue dénoncer « le grignotage de la parole juive par les religieux ». Une réaction qui prend de l'ampleur, comme en témoigne le succès de ce premier rassemblement du judaïsme laïque.

Sur les dix associations qui ont pris l'initiative, quatre sont de création récente, comme le Centre juif laïque, créé par Jean Elieinstein et Jean Liberman, et l'Association pour un judaïsme humaniste et laïque (AJHL), qui regroupe des personnes comme Albert Memmi, Elisabeth Badinter et Françoise Castro.

Ils entendent parler au nom de la « majorité silencieuse » des six cent mille juifs de France pour qui le judaïsme ne saurait se limiter à l'observation stricte de prescriptions et d'interdictions religieuses. Pour M<sup>me</sup> Violette Aital-Leff, secrétaire

général de l'AJHL, il s'agit de « renouveler l'héritage du judaïsme prophétique et de construire un projet identitaire qui ne se réduit pas à la triade Israël-religion-Schoah. Les pratiques religieuses relèvent d'un choix volontaire. Ce sont des sources d'inspiration, et non de normalité. Majoritairement agnostiques, ils revendiquent le droit d'être juifs comme chacun l'entend. »

Ils contestent la représentativité des institutions juives et rejettent l'emprise de la religion sur le fonctionnement de la communauté, comme les rabbins, qui ne diffusent le samedi que des enregistrements, et les écoles. « Pour être juif, il suffit de le vouloir », répètent-ils, en refusant l'anathème sur les mariages mixtes jeté par la plupart des religieux.

Certains militent pour le rapprochement judéo-arabe, comme l'association Identité et dialogue d'André Azoulay. Tous refusent d'être assimilés à la politique du gouvernement israélien et beaucoup défendent « deux Etats, l'un juif, l'autre palestinien ».

Restent les clivages, et ils sont nombreux. Sur la laïcité d'abord, entre les antisionistes farouches et les

partisans de la « laïcité ouverte » défendue par la Ligue de l'enseignement. Débat aussi entre juifs, ashkénazes et sépharades, lorsque l'historien Benjamin Stora a affirmé que les seconds, nombreux en France depuis la décolonisation du Maghreb, avaient apporté avec eux « une perception coloniale des Arabes ».

Mais l'iniquité partagée à l'égard d'un certain repli ghettoïque communautaire et la volonté de défendre les valeurs de la République, fondatrices de l'émancipation et de la liberté de conscience, représentent une force qui ne demande qu'à se mesurer, à l'extérieur comme à l'intérieur des communautés juives. Les Arabes agnostiques, qui refusent les représentations uniquement religieuses et uniformisées de leur identité, suivent ces débats avec attention.

PHILIPPE BERNARD

(1) Association des juifs de gauche, Association pour un judaïsme humaniste et laïque, Centre juif laïque, Cercle Bernard-Lazare, Identité et dialogue, Liberté du judaïsme, Cercle amical, Cercle Gaston-Séguin, Mouvement socialiste juif, Socialisme et judaïsme.

## Décès de Lucien Leclaire professeur au Muséum d'histoire naturelle

Lucien Leclaire, professeur au Muséum national d'histoire naturelle où il était titulaire de la chaire de géologie, est décédé le 8 avril à l'hôpital d'Arpajon (Essonne). Il était âgé de cinquante-trois ans.

[Né à Rennes le 7 août 1937, Lucien Leclaire avait commencé sa carrière comme professeur certifié de sciences naturelles. Enseignant en Algérie, il y a rencontré le professeur Robert Laffitte, alors doyen de la faculté des sciences d'Alger, qui l'a attiré vers la recherche en géologie et en a fait son assistant. Avec deux collègues, Lucien Leclaire a créé à Alger le Centre de géologie marine et sédimentologique qui a fait des études des apports de sédiments dans les ports et à qui on doit les premières études des sédiments actuels et récents.

A l'indépendance de l'Algérie, Lucien Leclaire rentre en France et devient chargé de recherche au CNRS. Bientôt, il est recruté au Muséum par M. Robert Laffitte qui y est devenu professeur de géologie. Il soutient sa thèse de doctorat

en sciences qui a pour sujet la sédimentologie du plateau continental de la Méditerranée. Ensuite, il s'intéressera surtout à l'Océan indien, participant à une des campagnes du Glomar Challenger, le navire américain qui fait des forages dans les grands fonds océaniques, hivernant à la base française des Kerguelen et prenant part à des campagnes du navire français Marion-Dufrenoy. Là, il explore les champs de nodules polymétalliques de cet océan puis, plus récemment, les fonds de la zone tropicale de l'Océan indien. En 1980, il succède à M. Robert Laffitte à la chaire de géologie du Muséum national d'histoire naturelle. De 1985 à 1990, Lucien Leclaire fut particulièrement actif de l'équipe de direction du Muséum qui travaillait, aux côtés de M. Philippe Taquet le directeur de cette époque, à la rénovation et à la réorganisation de ce vénérable établissement. Depuis 1985, Lucien Leclaire était inspecteur général des musées d'histoire naturelle de province, une tâche à laquelle il consacrait beaucoup de son temps.]

Y. R.

Le débat sur l'avortement en Espagne

## Le gynécologue gracié retourne en prison

MADRID

de notre correspondant

La liberté du gynécologue German Saenz de Santamaría aura été de courte durée (le Monde daté 7-8 avril). Gracié par le gouvernement après avoir été condamné pour avortement illégal et libéré samedi 6 avril, il a de nouveau été écroué trente heures plus tard, cette fois pour « outrage à magistrat ».

En quittant samedi la prison, M. Saenz de Santamaría s'en était pris à la justice avec une virulence particulière face à la nuée de journalistes qui l'attendaient, qualifiant de « spectacle réactionnaire » et de « cancan pour la

démocratie » un appareil judiciaire qui, avait-il ajouté, « se consacre à aggraver et à voler nos libertés ».

Dans la soirée de dimanche, un juge de Malaga, M<sup>re</sup> Maria Soledad Jurado, lançant un mandat d'arrêt contre le gynécologue, qui se présentait peu après volontairement devant elle et confirmait toutes ses déclarations de la veille.

Envoyé dans la nuit à la prison de Malaga, il a annoncé qu'il allait entamer une grève de la faim illimitée pour protester contre ce qu'il a qualifié de « vengeance personnelle » de la justice, suite à la mesure de grâce gouvernementale dont il avait bénéficié. (Corresp.)





صكزا.ن.الاحمل

SCIENCES • MEDECINE

# Tautavel ou l'art de doubler

Une nouvelle technique de moulage et une extension du musée municipal permettront de mieux présenter le plus vieil Européen

**S**UR une paroi de la caune de l'Arago - la grotte de Tautavel (Pyrénées-Orientales) où a été trouvé en 1971 le plus vieil Européen puisqu'il a vécu probablement il y a 450 000 ans - deux hommes vêtus d'une combinaison blanche, la figure protégée par un masque transparent ou des lunettes, pulvérisent un produit blanc. Ce n'est pas pour harmoniser la couleur de la roche, naturellement beige-ocre, avec le Canigou qui domine le paysage de sa masse neigeuse. L'enduit blanc, qui recouvre plusieurs dizaines de mètres carrés de la paroi d'une pellicule épaisse de 4 à 5 millimètres, est fait d'élastomères de silicoles mis au point tout spécialement par Gilles Champion et René Lybard, du laboratoire des applications des silicoles de Rhône-Poulenc, à Saint-Fons (près de Lyon). Pulvérisé en deux ou trois applications à sept ou huit heures d'intervalle, l'enduit, même frais, ne dégouline jamais et devient en vingt-quatre heures une membrane souple et élastique qui se détache très bien de la paroi, mais en gardant la très fidèle empreinte des moindres aspérités et anfractuosités de la roche.

La caune de l'Arago, qui est, depuis vingt ans, connue dans le monde entier et dont la célébrité a donné au village de Tautavel (654 habitants) un élan et un développement incroyables et assez inespérés, est ainsi, depuis quelques semaines, le siège de plusieurs « premières ». Pour la première fois au monde, une substance de moulage est appliquée au pistolet - et non plus au pinceau. Ainsi vont être reproduits avec la plus grande précision (au micron près, assurent les spécialistes) 400 mètres carrés, c'est-à-dire la plus grande surface jamais moulée.

Une telle entreprise a obligé le laboratoire des applications des silicoles de Rhône-Poulenc à résoudre des problèmes tout nouveaux. Il fallait, en effet, trouver le « bon » mélange de la base de silicoles (90 % environ) et du catalyseur (10 % approximativement). Il fallait aussi que les deux produits arrivent séparément dans le pistolet, s'y mélan-

gent, que le mélange reste liquide pendant le très court instant nécessaire à sa pulvérisation - qui se fait au rythme de 20 kilos à l'heure - puis se solidifie quasi instantanément dès qu'il arrive au contact de la paroi de façon à ne pas dégouliner du tout. Ce « pari » technologique a été tenu, rendant possible le moulage de 400 mètres carrés de parois. Sans compter la montée, par un vrai sentier de chèvre, des machines, des bidons de produits et de matériel divers.

Au bout de vingt-quatre heures, on détache de la paroi la membrane qui peut être roulée comme un tapis. Celle-ci pèse environ 5 kilos par mètre carré. Toute l'opération, à laquelle participent, outre les spécialistes de Rhône-Poulenc, des techniciens du CNRS et du Muséum national d'histoire naturelle (laboratoires de moulage du Lazaret à Nice et du Musée de l'homme, en tout premier lieu), nécessitera donc quelque 2 tonnes de produits... à 150 ou 180 francs le kilo. Si l'on ajoute le prix des recherches et des essais, l'opération de moulage de la caune de l'Arago coûtera environ 400 000 francs à Rhône-Poulenc.

## Un réalisme indiscutable

Le moulage de parois de la caune de l'Arago n'est fait ni pour le plaisir de maîtriser une nouvelle technique, ni pour celui de réaliser le plus grand moulage du monde. Les membranes d'élastomères seront utilisées pour donner l'apparence d'un réalisme indiscutable à la reconstitution de la caune de l'Arago telle qu'elle devait être il y a 450 000 ans, un des « clous » du nouveau musée de Tautavel dont l'ouverture est prévue pour juin 1992.

Bien entendu, les membranes ne seront pas utilisées directement. Elles seront disposées à l'envers sur un bâti de bois et de treillis métallique. Sur leur surface, qui reproduit en négatif les parois de la grotte, sera vaporisée une pelure de polyester rendue autoportante par une armature de fibres de verre. Après solidification pourront être enlevés le bâti



La projection d'élastomères de silicoles sur les parois de la grotte

de bois et de treillis métallique et les membranes de silicoles. On aura ainsi des parois en positif qui seront peintes et colorées pour copier au mieux la roche naturelle. Dans ce but, l'opération sera installée le moulage d'un habitant de chasseurs de cerfs qui a été occupé il y a 400 000 ans et qui a été découvert dans la caune de l'Arago en 1986.

La présence d'une faune « antédiluvienne » dans la caune de l'Arago a été reconnue dès 1828. Mais ce n'est qu'en 1940 que la présence humaine a été attestée par l'identification d'industries de pierres taillées. Les fouilles systématiques de la grotte ont commencé en 1967 sous la direction d'Henry de Lumley, actuellement professeur au Muséum national d'histoire naturelle. Elles continuent toujours au rythme de trois mois chaque année. Au fil des campagnes de fouilles, les préhistoriens ont découvert que la caune de l'Arago a été occupée de façon discontinue de 700 000 à 100 000 ans et que les dépôts archéologiques s'y sont accumulés sur une quinzaine de mètres d'épaisseur. Des mandibules humaines (leurs propriétaires étaient

des *Homo erectus*) y ont été trouvées en 1969 et 1970. Le 22 juillet 1971 sont apparues deux dents qui, au cours des jours suivants, se sont révélées faire partie intégrante d'une face humaine presque complète d'*Homo erectus*. Ainsi venait d'être découvert le plus vieil Européen.

## 85 000 visiteurs en 1990

Très vite, la municipalité, dirigée alors par Albert Pla et depuis plus de dix ans par Guy Liary, et toute la population de ce modeste village des Pyrénées-Orientales se sont battues avec l'air efficace d'Henry de Lumley, pour que « leur homme » reste à Tautavel. En 1979 a été ouvert le « musée municipal à vocation départementale, régionale et nationale » de Tautavel, très joli et bien fait, consacré à la préhistoire de l'humanité illustrée par les découvertes faites dans la région. Ce musée a eu, très rapidement, un énorme succès : l'an dernier, 85 000 personnes l'ont visité. Ce qui est d'autant plus remarquable que Tautavel n'est situé sur aucun grand axe routier. Il faut

vraiment faire le détour. Depuis 1969 et 1970, les fouilles et donc les découvertes ont continué dans la caune de l'Arago. Les 300 mètres carrés du musée sont trop petits depuis plusieurs années. Et d'autant plus que les réserves et l'unique laboratoire sont minuscules, pour ne pas dire inexistantes.

Le premier musée avait coûté 650 000 francs, dont 50 % avaient été apportés par la commune, 30 % par le conseil général des Pyrénées-Orientales et 20 % par le ministère de la culture. Le musée qui est en construction, et qui a été conçu par Henry de Lumley et par l'architecte Jacques Daurvigne, aura une surface utile de 3 700 mètres carrés, dont 2 300 mètres carrés seront consacrés aux laboratoires et aux réserves. Celles-ci seront équipées de 35 000 tiroirs où il sera facile de ranger non seulement les 220 000 pièces enregistrées avec leurs trois coordonnées x, y et z et différentes caractéristiques, mais encore les pièces - sûrement très nombreuses - qui seront mises au jour par les fouilles des prochaines années. Le musée

aura aussi une salle de conférences de 60 places et un petit centre pour loger des chercheurs.

Le coût de l'extension du musée est estimé à 42 millions de francs. Cette fois encore, la commune de Tautavel fera un très gros effort (8 millions de francs). Et les aides extérieures seront plus nombreuses : 6 millions de francs du conseil régional du Languedoc-Roussillon, 4,5 millions de francs du conseil général des Pyrénées-Orientales, 2,9 millions de francs (sur 4 millions demandés) des Communautés européennes. Des aides importantes, souvent sous forme de prestations matérielles, proviendront des ministères de la culture et de la recherche.

Il y aura aussi des mécènes : le Crédit agricole des Pyrénées-Orientales (1 million de francs de vitines) ; Rhône-Poulenc pour les moulages et les reproductions d'hommes et d'animaux (en tout 600 000 francs) ; IBM pour les ordinateurs interactifs (1 million de francs) et Philips pour le matériel audiovisuel ; les ministères de la culture et de l'éducation nationale pour les films et les diapositives (2 millions de francs).

Le nouveau musée, en effet, sera très visuel. Outre la « fausse » grotte qui sera « habitée » par des mannequins et les reproductions d'hommes et d'animaux (en tout 600 000 francs) ; IBM pour les ordinateurs interactifs (1 million de francs) et Philips pour le matériel audiovisuel ; les ministères de la culture et de l'éducation nationale pour les films et les diapositives (2 millions de francs).

Le nouveau musée, en effet, sera très visuel. Outre la « fausse » grotte qui sera « habitée » par des mannequins et les reproductions d'hommes et d'animaux (en tout 600 000 francs) ; IBM pour les ordinateurs interactifs (1 million de francs) et Philips pour le matériel audiovisuel ; les ministères de la culture et de l'éducation nationale pour les films et les diapositives (2 millions de francs).

## Les caries des Français

Suite de la page 15

Plus généralement, la carie et ses conséquences portent en moyenne sur 14 dents par personne, soit la moitié des surfaces dentaires. Les femmes semblent plus concernées, avec un indice CAO supérieur de 2 environ à celui des hommes.

Bien évidemment, cet indice ne peut qu'augmenter au cours de la vie, ce qui explique son accroissement moyen, situé entre 5 et 6, entre 20 et 60 ans. « Il existe en outre une relation entre les valeurs de l'indice CAO et la catégorie professionnelle des consultants, expliquent les auteurs de l'étude. A un niveau social plus élevé correspondent des valeurs de CAO plus faibles, tant chez les hommes que chez les femmes. » Ainsi, chez les femmes, l'indice moyen CAO est de 14,32 dans les professions intellectuelles supérieures et atteint 15,22 chez les ouvrières. Il est, d'autre part, de 14,98 chez les chômeuses et de 18,31 chez les femmes retraitées. Reportées aux seules dents cariées, les différences sont notablement plus significatives.

## Maxillaire et molaires

« On rencontre deux fois plus de dents cariées chez les ouvriers que chez les personnes exerçant une profession intellectuelle supérieure, soulignent les auteurs de l'étude. Globalement, 40,6 % de la population adulte présente au moins une dent cariée. En moyenne, chaque sujet atteint a au moins 2,3 dents à faire traiter. »

Par ailleurs, les dents absentes non remplacées représentent l'autre part - la plus importante - des soins de chirurgie dentaire restant à effectuer. Ainsi, selon cette étude, à l'âge adulte l'augmentation de l'indice CAO est due principalement à celle des dents absentes, c'est-à-dire au total des dents extraites à la suite de caries ainsi que de maladies parodont-

tales. Cette tendance s'accroît après l'âge de 45 ans ; entre 20 et 60 ans, l'accroissement est de deux dents extraites par classe de dix ans, et, chez les sujets âgés de 55 à 60 ans, le tiers des surfaces dentaires est absent.

Les consultants se font plus facilement soigner leurs dents cariées que remplacent leurs dents absentes, et les dents antérieures sont plus souvent traitées que les dents postérieures, expliquent les auteurs. Plus précisément, ils soulignent que le maxillaire est plus touché que la mandibule et que les premières molaires sont les plus touchées, 86 % d'entre elles étant cariées, obturées ou absentes. « Le besoin et le recours aux soins diffèrent fortement entre les catégories professionnelles : moins de caries, moins de dents absentes non remplacées, davantage de dents obturées dans les professions intellectuelles supérieures, davantage de prothèses mobiles chez les ouvriers, écrivent-ils. En conclusion, il est manifeste que l'accès aux soins doit être facilité pour certaines classes sociales. Le bilan pathologique qui ressort de notre étude est important. Celui des besoins en soins est plus préoccupant encore, puisque trois adultes sur quatre relèvent de soins conservateurs ou prothétiques. »

Selon eux, la fréquence et la gravité des problèmes mis en évidence soulignent l'importance qui devrait être accordée à la prévention des caries lors de chaque consultation chez les chirurgiens-dentistes. Il restera, au terme de ces observations, à comprendre les raisons d'un bilan à ce point accablant alors même que les Français, avec l'aide de 40 000 chirurgiens-dentistes, consacrent environ 30 milliards de francs à leurs consultations dentaires, dont 13 milliards sont remboursés par les caisses de sécurité sociale. Ces dépenses ne faisant, il est vrai, au total que 3 % de celles de l'assurance-maladie.

JEAN-YVES NAU

## POINT DE VUE

# Tempête sur l'orientalisme

**L**E 15 février dernier, M. Curien, ministre de la recherche et de la technologie, signait un décret qui remodèle le comité national du CNRS (Le Monde du 20 février et du 6 mars).

Traditionnellement, le comité national est divisé en sections, qui représentent une discipline ou un groupe de disciplines. La plupart des suppressions affectent les sciences sociales et surtout humaines. Or une discipline qui perd sa section propre est menacée à terme dans son existence ; sa représentation au comité national diminue notablement, de sorte qu'elle n'a plus les moyens de défendre ses programmes et d'assurer le recrutement de jeunes chercheurs. La menace est encore plus grande si cette discipline est dispersée et non transférée en entier dans une autre section. C'est précisément le cas de l'orientalisme, qui étudie les grandes civilisations d'Asie et d'Afrique, c'est-à-dire une partie du monde qui, tant par ses énormes dimensions que par le rôle qu'elle a joué dans l'évolution de l'humanité, et par l'importance qu'elle a et va de plus en plus avoir dans la vie politique et économique, constitue un domaine d'investigation d'une utilité capitale.

L'ancienne section « Langues et civilisations orientales », qui représentait l'orientalisme au CNRS (deux cents chercheurs CNRS et autant d'universitaires et assimilés), avait fait de la France l'un des principaux pôles de recherche dans ce domaine, à côté des Etats-Unis, du Japon et de l'Italie. Elle est désormais éclatée entre « Hommes et milieux », « Mondes anciens et méditerranéens » et « Formation du monde moderne ». Ces sections sont numériquement dominées par les études gallo-antiques et ne laissent guère de place aux recherches extra-européennes : c'est l'étouffement assuré pour

les orientalistes qui y seront très minoritaires.

Plus grave encore, certaines sous-disciplines, déjà trop faiblement implantées au CNRS, sont partagées entre deux sections : c'est le cas des études arabes et islamiques, tronçonnées en deux par une limite chronologique qui a un sens en Europe mais aucun dans le monde islamique.

L'orientalisme impose aux jeunes chercheurs des apprentissages fort longs, notamment ceux de langues difficiles. Dans quelques années, y aura-t-il encore des candidats de qualité si un débouché n'est pas assuré ? Enfin, nous allons perdre bientôt l'accès à nos terrains de recherche, obtenu des autorités locales grâce à une coopération scientifique ancienne et régulière, si nous cessons d'être présents sur place.

Détruire l'orientalisme ne prendra guère de temps : dans l'Angleterre de Margaret Thatcher, une dizaine d'années ont suffi pour le réduire à peu de chose. Mais quand l'Angleterre voudra réparer les dégâts, il faudra compter non pas en années mais en générations, avant de retrouver le savoir-faire indispensable. C'est ce qui est arrivé à l'Allemagne de l'après-guerre et ce qui menace chez nous aujourd'hui.

## Au gré des modes, des caprices et des passions

Dans ces conditions, pour l'orientalisme, l'égalité de traitement avec les autres disciplines est une condition minimale de survie. Des recrutements et des allocations budgétaires préférentiels seraient souhaitables, s'agissant de disciplines difficiles et donc fragiles. Il y en eut ces dernières années. Mais ce qu'il convient surtout d'éviter, c'est une politique erratique, favorisant un jour les uns, le lendemain les autres, au gré des modes, des caprices ou des passions des responsables et de l'opinion. Nous avons

vécu cela avec les changements de majorité politique, et les résultats néfastes sont bien connus de tous. Peut-il y avoir une véritable politique scientifique sans financements et recrutements réguliers, sans stabilité, sans la poursuite tenace d'objectifs clairement définis ?

Dans une période où l'on prône la concertation et la transparence, il est constamment qu'une réforme de cette importance ait été entreprise et menée par quelques « décideurs », sans aucune consultation des chercheurs concernés et des instances compétentes.

Comment justifier que ces personnes aient systématiquement refusé de tenir compte de l'avis unanime des chercheurs qui, dès qu'ils ont appris l'existence du projet, ont multiplié pétitions et entrevues avec des responsables scientifiques et politiques ? Comment expliquer qu'une réforme qui

menace la survie d'un aussi vaste domaine soit décidée à la sauvette, avec un projet publié le 20 décembre et soumis à la signature du ministre le 15 février, qu'un changement de politique aussi radical soit décidé sans être annoncé et sans être débattu ?

Décidément, nous ne comprenons pas cette réforme, qu'il convient de corriger ou de rapporter au plus tôt.

► Ce texte est signé par : Louis Bazin (études turques), président de la défunte section « Langues et civilisations orientales » au CNRS ;

André Caquot (études sémitiques), Bernard Frank (études japonaises), Gérard Fussman (études indiennes), Paul Garali (assyriologie), Jacques Garnier (études chinoises), Jean Leclant (égyptologie), André Miquel (études arabes), professeurs au Collège de France.

## Table-ronde

L'association pour la Nouvelle Encyclopédie Diderot (NED) et la cité des Sciences et de l'Industrie proposent un cycle de tables-rondes pour confronter le point de vue des chercheurs de toutes disciplines et des citoyens sur les « questions vives » que pose le développement des sciences et des techniques.

Mardi 16 avril à 17h

« Le tourisme : une chance pour l'économie, un risque pour les sociétés ? »

avec Jean-Luc Michaud, directeur des industries touristiques, Dominique Lecourt, Président de la NED, et les auteurs... (accès libre)

cité des Sciences et de l'Industrie  
30, avenue Gontaut-Curiou 75019 Paris. Métro Porte de la Villette  
Informations : (1) 40 05 73 32



SCIENCES • MEDECINE

# Petits soins français pour Anglais

L'hôpital de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), qui accueille déjà des patients britanniques, cherche à passer des accords avec les autorités sanitaires du comté de Kent

EN Angleterre, l'information s'est répandue comme une traînée de poudre. De la BBC en passant par la presse à sensation ou les journaux féminins, les médias ont colporté l'étonnante nouvelle : un hôpital français offrirait de soigner les patients britanniques victimes des listes d'attente. Un affront au fleuron de l'Etat-providence, le Service national de santé ou National Health Service (NHS).

Avec l'aide d'un avocat, la direction de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer a pris contact avec les autorités sanitaires des districts du Kent, un comté du sud-ouest de l'Angleterre, ainsi qu'avec les représentants d'assurances privées. Objectif : négocier des conventions pour la prise en charge de malades britanniques sans que ceux-ci aient à déboursier un penny.

Rien n'empêche actuellement les patients d'outre-Manche de venir se faire soigner à Boulogne. Mais l'intervention est à leurs frais. Ils sont déjà une dizaine à avoir fait le déplacement et une trentaine attendent leur tour. A soixante-huit ans, M. Robert Davies, de Rochester, a préféré payer de sa poche plutôt que d'attendre dix-huit mois pour se faire opérer d'une cataracte. En Angleterre, le Service national de santé (NHS), fondé sur le principe d'une médecine gratuite pour tous, a des effets pervers. Pour certaines interventions, qui ne sont pas reconnues comme prioritaires et urgentes, les listes d'attente peuvent atteindre un à deux ans.

Seuls les plus fortunés peuvent échapper à ces lenteurs en s'adressant à la médecine privée, et ne sont pas remboursés par le NHS mais par des assurances privées aux coûts prohibitifs. A l'hôpital de Boulogne-sur-Mer, M. Davies a déboursé environ 7 000 francs contre les 20 000 francs que lui demandait une clinique britannique.

Du sixième étage de l'hôpital général de Boulogne-sur-Mer, on aperçoit les falaises crayeuses de Douvres. C'est là que M. Robert Chaudet, le directeur, a échafaudé son plan. Une véritable offensive commerciale. « Nous avons d'abord lancé une étude de marché pour identifier les secteurs médicaux où l'attente était la plus importante », explique-t-il. Puis, nous nous sommes renseignés sur les prix de revient des actes les plus demandés afin de pouvoir calculer notre propre prix de vente. Les soins en chirurgie en cas de cataracte, arrivent en tête, suivis par l'orthopédie et la chirurgie vasculaire, notamment pour le traitement des varices.

## Libre circulation

Malgré ces opportunités, la direction multiplie sans grand succès, depuis trois ans, les contacts auprès des autorités sanitaires des districts. Aujourd'hui, la toute nouvelle réforme du système de santé anglais pourrait lever certains obstacles. Entrée en vigueur

le 1<sup>er</sup> avril, elle accorde une autonomie comptable aux responsables sanitaires des districts ainsi qu'aux cabinets de médecin et leur permet de passer des contrats annuels avec les établissements de soins de leur choix, publics ou privés. C'est toujours le NHS qui finance, mais cette possibilité contractuelle permet de faire jouer la concurrence dans le système britannique.

Déjà trois districts du Kent ont manifesté leur intérêt pour les propositions de l'hôpital de Boulogne-sur-Mer : Medway, qui a envoyé une délégation visiter l'hôpital, Tunbridge et Maidstone. Mais le National Health Service, qui finance les districts, accepte-t-il de voir l'argent du contribuable profiter à un hôpital d'outre-Manche ? Selon le département de la santé britannique, dont The

Independent rapportait les déclarations dans son édition du 3 mars, il est illégal pour les médecins généralistes ou les autorités sanitaires d'envoyer les patients se faire soigner à l'étranger en dehors de circonstances sociales ou médicales exceptionnelles. Faux, rétorque l'avocat de l'hôpital, Mr Philip Jenkins, ce sont les dispositions du traité de Rome prévoyant la libre circulation des services qui doivent s'appliquer. « Il s'agit d'obtenir une décision politique et nous faisons monter la pression chez les Anglais », remarque M. Chaudet. Côté français, la DDASS (direction départementale de l'action sanitaire et sociale) du Pas-de-Calais attend d'être saisie du dossier final pour se prononcer. « Nous avons posé des conditions à ce projet. Tout d'abord, ces interventions

ne doivent pas se faire au détriment de la population française. Ensuite, les surcoûts de fonctionnement qu'elles occasionneraient devront être intégralement compensés par les recettes, signale-t-on à la DDASS. Si ces garanties sont respectées, nous ne verrons pas d'objection à la réalisation de ce projet ».

La Sécurité sociale n'interviendra absolument pas dans le financement des soins aux Britanniques, assure la direction. Les médecins et chirurgiens seront payés dans le cadre de leur activité libérale au sein de l'hôpital par les autorités sanitaires du Kent. Le prix de l'intervention, calculé grâce à une comptabilité analytique, couvrira l'ensemble des frais occasionnés et permettra même de dégager un excédent qui pourra être réinvesti

dans l'hôpital. Depuis quelques mois, l'équipe hospitalière ne compte pas ses efforts pour attirer les clients britanniques. Un médecin bilingue réceptionne les appels et les courriers en provenance d'Angleterre. Les cuisiniers ont appris à faire le breakfast dans les règles de l'art. Le personnel a suivi des cours d'anglais intensifs. Enfin, quelques infirmières et aides-soignantes sont parties en stage en Grande-Bretagne pour être formées aux techniques de soins à l'anglaise. Déjà, le projet boulognais fait des émules et des cliniques privées des villes voisines suivent de près ses développements. « Nous essaierons de négocier des contrats d'exclusivité », remarque M. Chaudet, qui n'a décidément rien laissé au hasard.

MARTINE LARONCHE

## POINT DE VUE

# Le droit à la santé

Depuis deux ans, un groupe de travail composé de représentants de Médecins sans frontières, des associations REMEDE (1), ainsi que des médecins généralistes, réfléchit aux conditions d'accès aux soins pour les plus défavorisés.

PARTANT de ses expériences de terrain et de sa réflexion, le groupe a élaboré une série de propositions, sur lesquelles il souhaite que le législateur se prononce.

Les mesures minimales destinées à améliorer l'accès aux soins reposent sur le principe suivant : substituer (conformément aux vœux du Conseil économique et social) aux mécanismes de l'assurance maladie (aide médicale, etc.) les mécanismes de l'assurance protégeant les personnes en permanence (Sécurité sociale, mutuelle).

Dans cette perspective, la généralisation et l'amélioration des mécanismes d'assurance devraient comporter plusieurs volets :

1) La généralisation de l'assurance-maladie à toutes les catégories de la population, conformément aux objectifs définis par la loi de 1978, au nom de la solidarité nationale.

L'importance du problème des non-assurés dans notre pays est attestée par le chiffre : 400 000 à 800 000 personnes selon les estimations du Conseil économique et social. Cela correspond toutefois à moins de 2 % de la population : on peut donc penser que la garantie d'un accès aux soins pour cette population ne constitue pas un problème économique insurmontable pour un pays comme la France.

2) L'amélioration de la couverture complémentaire des personnes disposant de peu de ressources.

Cela peut se faire, soit par le biais d'une exonération du ticket modérateur pour les personnes à faible niveau de ressources, soit

par le biais d'une prise en charge complémentaire par des mutuelles dont les cotisations sont versées par l'aide sociale.

Comme cela se fait déjà dans certains départements, ces dossiers pourraient être gérés par la Caisse primaire d'assurance-maladie, qui serait alors l'interlocuteur unique de l'assuré.

3) L'extension des possibilités de dispense d'avance des frais (ou « tiers payant »).

Cette série de mesures devraient s'appliquer aux consultations médicales (rétablissement de la procédure dite « à la discrétion du médecin ») à la pharmacie, aux examens complémentaires.

L'ensemble de ces mesures rendra de fait inutile l'aide médicale dans sa forme actuelle.

4) La clarification des textes réglementant l'accès aux soins des étrangers ainsi que l'accélération et l'assouplissement des procédures s'y rapportant, notamment en ce qui concerne :

a) la durée de résidence en

France et la nature des preuves à apporter pour justifier cette résidence ;

b) la prise en charge des membres de la famille d'un assuré étranger en tant qu'avant droit ;

c) les délais d'ouverture des droits à la Sécurité sociale pour les demandeurs d'asile.

Enfin, les associations réaffirment la nécessité d'améliorer l'accueil médical et social dans le cadre du service public, de mieux adapter aux plus démunis, et de mettre en place des actions de prévention en faveur de ces populations.

Tout en étant conscient des contraintes économiques en matière de santé, notre groupe est convaincu que les choix futurs doivent privilégier l'accès aux soins dans le respect des principes éthiques fondamentaux.

(1) REMEDE (Relais médical aux délaissés), 101, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. COMEDE (Comité médical pour les exilés), BP 31, 94272 Le Kremlin-Bicêtre Cedex. MSF/Programme France, 8, rue Saint-Sabin, 75011 Paris.

## CORRESPONDANCE

# A propos des « cécités de la loi »

A la suite de la publication de l'article intitulé « Les cécités de la loi » (Le Monde Sciences-Médecine) du 3 avril 1991, nous avons reçu de M. Jacques Fauvet, président de la Commission nationale informatique et libertés, les précisions suivantes :

C'est précisément en raison du fait que le glaucome est une maladie curable, pour laquelle existent des traitements préventifs, que la Commission, dès 1988, s'est déclarée favorable à l'étude génétique envisagée.

Elle a toutefois estimé, à la suite d'une longue concertation menée avec M. Chaventre, chercheur responsable de l'étude, les professeurs Jacquard et Feingold ainsi que des représentants du comité d'éthique, que des recherches génétiques impliquant un contact et une information des familles devaient nécessairement faire intervenir un médecin chargé d'assurer la prise en charge effective, tant médicale que psychologique, de ces familles.

En effet, l'INED envisageait initialement d'informer directement, par voie postale, les familles à risques, localisées grâce à la consultation des registres d'état civil.

La solution en définitive adoptée par la CNIL dans sa délibération du 7 juin 1988 concilie les impératifs de santé publique et le respect de la vie privée des individus.

Le contact direct auprès des familles a effectivement été supprimé, un médecin de l'INED est chargé d'informer les médecins du département concernés des caractéristiques du marqueur génétique de façon que, dès qu'ils ont connaissance, dans leur clientèle de personnes susceptibles d'être porteuses de ce gène, ils les adressent aux services spécialisés.

La CNIL n'a donc nullement eu l'intention d'empêcher de joindre

les personnes intéressées et encore moins de les empêcher de bénéficier d'un traitement médical, elle a toutefois estimé que les méthodes envisagées initialement par l'INED étaient susceptibles de porter atteinte à la vie privée et à l'intimité des familles.

En outre, la consultation des registres d'état civil ne permet pas d'obtenir, de façon fiable, des adresses actualisées.

## La Transparence.

# Les Pharmaciens disent

# “Oui”

... mais en respectant les règles du jeu.

Beaucoup de ceux qui parlent de la publicité comparative, n'hésitant pas même à mettre globalement en cause la distribution en pharmacie, semblent en méconnaître la règle fondamentale :

**La publicité comparative doit comparer ce qui est comparable.**

Lorsque l'on replace ainsi la publicité comparative sur son véritable terrain et qu'elle se situe au niveau de l'ensemble d'une profession, nous autres pharmaciens, sommes POUR, 100 % POUR, car nous savons bien que notre image de marque ne peut qu'y gagner.

Les conseils, le dialogue, la mise en garde contre les risques d'abus de médicaments, les explications sur leur bon usage, bref les multiples services et avis que nos clients viennent chercher — et trouvent — chez nous, pèsent autrement plus lourd que les quelques francs de plus que coûtent parfois chez votre pharmacien certains produits.

Dans cette confrontation entre la distribution par les professionnels-conseils que nous sommes de par notre

formation et notre expérience, et celle, anonyme et impersonnelle, que l'on trouve ailleurs, nos clients savent et sauront toujours que choisir.

Le poids d'une publicité, fût-elle écrasante, ne l'emportera pas face au bon sens de ceux qu'elle cherche parfois à abuser.

Les Français ne sont pas des « débilés ». Ils savent que le Médicament, c'est sérieux puisqu'il est efficace. Il mérite d'être manipulé, conseillé et délivré avec prudence et modération. Et non mis à la portée de tous, sans discernement.

Le service assuré « jour et nuit » par le réseau des pharmacies, ça compte !

On ne tournera pas impunément en dérision \* tous les pharmaciens qui, à partir de près de 23 000 pharmacies, sont les relais incontournables de l'information et de la protection-santé de nos familles.

\* Contrairement à ce qui a été dit ou écrit, le Conseil National de l'Ordre poursuit son action en justice et a obtenu par une ordonnance en référé l'engagement de non reprise de la publicité comparative que certains s'étaient cru autorisés à diffuser.

Ordre National des Pharmaciens

55 000 Pharmaciens au service de la Santé publique.  
4, avenue Ruysdaël, PARIS 75008



سكنى فى الاحل











22. Conférence autour de la formule d'abonnement  
à un magazine généraliste

24. Convention FNE aux Chantiers de l'Atlantique  
- Hachette décide de geler les actions de Montana.

26. La Cartlo entre dans le capital des Wagons-lits  
27. Bourse de Paris.

BILLET

Le credo  
de la FNSEA

Le congrès de la FNSEA, qui s'ouvre le mardi 9 avril à Angers, sera le baptême du feu du nouveau ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz. Un an après le congrès de Versailles, qui avait marqué son divorce avec l'ancien locataire de la rue de Varenne, M. Henri Nallet, le principal syndicat d'exploitants agricoles vit, depuis près de six mois, une certaine lune de miel avec M. Mermaz. Il est vrai que jusqu'à présent la FNSEA n'a pas eu trop à se plaindre de son ministre, celui-ci défendant, avec une dextérité inattendue pour un « néophyte », les dossiers chauds de l'actualité agricole : les négociations du GATT et la réforme de l'Europe verte.

Avec son accent rocailleux de l'Aveyron, le président de l'organisation, M. Raymond Lacombe, répète au ministre son credo : d'abord préserver une politique agricole fondée sur la garantie des prix, la maîtrise des marchés et la préférence communautaire. C'est sous couvert de tels prétextes que la FNSEA acceptera un plafonnement des aides et une redistribution des soutiens en faveur des exploitants les plus défavorisés. « Entamer la réforme par une baisse des prix brutale est inacceptable », tempête M. Lacombe, qui appelle le ministre à « poursuivre la résistance à Bruxelles ».

La FNSEA admet ensuite la nécessité d'ajuster l'offre à la demande. Mais elle ne veut pas que les surplus céréaliers et laitiers apparus pendant les dernières campagnes donnent à nouveau aux agriculteurs l'image de faiseurs d'excédents. « La débat sur la maîtrise des productions doit tenir compte des critères de sécurité alimentaire et des déséquilibres Nord-Sud », prévient le leader de la Fédération, qui entend enfin promouvoir un meilleur équilibre agricole entre les régions, admettant même que des zones fragiles existent dans tous les départements, y compris les plus favorisés.

Peu à peu, le syndicat majoritaire reconnaît le droit à l'existence d'une agriculture multifonctionnelle, moins intensive et mieux répartie sur le territoire. Une évolution salutaire qu'il demande à M. Mermaz de prendre à son compte. « On le surveille ! », s'exclame M. Lacombe, qui quittera ses fonctions avant le fin de son mandat, prévue en mars 1993. Il restera cependant en poste au lendemain du congrès d'Angers, l'objectif étant de faire entendre qu'ensuite, « le compte à rebours aura commencé ».

ERIC FOTTORINO

Première étape de la renégociation de la dette brésilienne

Brasilia règlera les arriérés accumulés  
auprès des banques

Après un moratoire de fait de près de deux ans, et treize mois de négociation, l'espoir d'une renégociation de la dette brésilienne - d'un montant total légèrement supérieur à 120 milliards de dollars - n'est plus totalement utopique. Les autorités de Brasilia ont annoncé, lundi 3 avril, qu'elles étaient parvenues à un accord pour le paiement des quelque 8,5 milliards de dollars d'arriérés d'intérêts accumulés auprès des banques commerciales. Le remboursement du quart de cette somme est prévu pour cette année, le solde étant converti en titres obligataires à maturité de dix ans.

RIO DE JANEIRO

de notre correspondant

Ce qui représentait, pour les banques commerciales, un préalable à toute discussion sur le rééchelonnement des créances semble

donc acquis, sous réserve de la ratification par le Sénat. Depuis quelques mois, le Brésil avait assumé sa position en indiquant, au mois de décembre, une reprise partielle des paiements et en confirmant cette annonce par le versement, le 15 mars, de 30 % de l'échéance semestrielle au jour dit. Le ministre de l'Économie, M. Zelia Cardoso de Mello, avait elle-même annoncé la possibilité d'un accord rapide au moment de la présentation par le président Fernando Collor de Mello de son « Grand projet » de reconstruction nationale (le Monde du 19 mars 1991).

Les pressions internationales ne se sont guère relâchées durant cette période. Le Brésil, cachant à peine sa volonté d'ignorer les banquiers pour privilégier un accord avec le FMI et le Club de Paris (les créanciers publics), s'est attiré, au mois de septembre dernier, les foudres de M. Michel Camdessus. Le directeur général du FMI affirmait alors que sans une sérieuse négociation avec les banques privées aucun accord ne serait possible avec les

organisations multilatérales. Une situation d'autant plus intenable que le Brésil apparaît de plus en plus comme le « mauvais élève » du continent.

Le président Fernando Collor de Mello s'est engagé dans une politique de stabilisation et de restructuration de l'économie dont les résultats sont encore très incertains. Après deux plans en moins d'un an, la priorité donnée à la lutte contre l'inflation se heurte toujours à de nombreuses résistances. La récession continue de s'aggraver, les privatisations traînent, et la popularité de la nouvelle équipe s'érode en conséquence.

L'accord intervenu lundi, s'il ne règle pas, loin s'en faut, le problème de la dette brésilienne, permet d'envisager un certain retour de la confiance, et la recherche de solutions durables. Reste à savoir si, après cette première étape laborieuse, les discussions à venir pourront aboutir rapidement. Les banquiers et experts se montrent, eux, toujours fort sceptiques.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

La transition  
polonaise engagée

Suite de la première page

Les comptes internes et externes, ont été rééquilibrés. Grâce à la suppression de nombreuses subventions, le budget de l'État, encore lourdement déficitaire en 1989, a dégagé un léger surplus en 1990. Les comptes extérieurs, enfin, se sont stabilisés : la stagnation des importations et l'envol des exportations ont permis à la Pologne de réaliser un excédent commercial en devises importants (3,8 milliards de dollars) et un surplus des paiements courants (1 milliard de dollars). Mieux, ils traduisent une rapide réorientation des échanges vers l'Ouest : les ventes y ont augmenté de 40 % l'an dernier.

Ces belles performances conjoncturelles sont cependant fragiles. L'environnement international (l'effondrement de l'économie soviétique, le ralentissement de la croissance à l'Ouest, l'augmentation du prix du pétrole...) n'est guère favorable. Le commerce extérieur en devises - qui comprend maintenant tous les échanges avec l'URSS - a replongé dans le rouge au début de cette année. La production étatique continue de baisser. Les pressions à la hausse des prix restent fortes.

La confiance  
dans le zloty

Ce retour aux grands équilibres a déjà coûté cher aux Polonais. Il a en effet été obtenu au prix d'une forte contraction de l'activité (une baisse de 13 % du revenu national, selon les statistiques officielles) et d'un effondrement de la production industrielle (une chute de 23 % dans le secteur d'État). Tout le monde a

payé. Clé du dispositif, la politique salariale a été jusqu'à présent extrêmement sévère. Le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 28 % l'an dernier. La consommation a chuté. Les files d'attente, qui ont disparu devant les magasins « la fin d'un cauchemar » pour les Polonais et les Polonaises, se sont reconstituées devant les bureaux pour l'emploi. Le nombre des chômeurs, pratiquement inexistant il y a quinze mois, est aujourd'hui de 1,2 million (7 % de la population active).

Mais M. Balcerowicz peut se prévaloir de succès que devraient lui envier de nombreux ministres des finances latino-américains. Tout d'abord, en introduisant une « convertibilité interne du zloty », il a redonné confiance dans la monnaie nationale. Fortement dévalué le 1<sup>er</sup> janvier 1990, le zloty (1 dollar vaut 9 500 zloty) n'a désormais pratiquement plus qu'un seul cours. Depuis plus d'un an, le marché noir des devises - l'une des grandes attractions de la Pologne « socialiste » - a complètement disparu. Une véritable révolution. Sur le marché libre, le zloty se négocie... à son cours officiel, ou presque ! Le fonds de stabilisation mis en place avec l'aide des Occidentaux n'a pas été utilisé. Dans les banques, les Polonais gardent même leurs économies en zlotys ! Il est vrai qu'ils obtiennent des rémunérations élevées de dollarisation de l'économie », explique ainsi M<sup>me</sup> Urszula Plowicz, professeur de l'Institut de recherche du commerce extérieur de Varsovie et secrétaire de la Société économique polonaise. « Une réussite énorme », commente-t-elle. Et elle n'a pas tort.

Autre succès, le début de la privatisation de l'économie. La mise en place des institutions d'une économie de marché a commencé. Les principales libertés économiques (d'installation, de commerce...) ont été accordées. Les lois sur la propriété et les privatisations ont été adoptées. Un système bancaire est en cours de constitution (le nombre des banques est déjà passé de 9 à 80, dont certaines sont complètement privées). Un marché boursier devrait ouvrir en juillet à Varsovie, sur le modèle de la Bourse de Lyon.

Conséquence : libéré, l'esprit d'entreprise s'exprime partout. Dans les commerces, les services, la petite industrie, c'est le rush. Des PME sont créées : 300 000 en un an, un million ? Les chiffres sont incertains. La rue témoigne en tout cas d'un formidable foisonnement d'initiatives : un commerce tous azimuts s'y développe. « C'est encore un peu le bazar oriental », remarque avec sympathie M<sup>me</sup> Plowicz, en évoquant le gigantesque marché pérennément installé autour du palais de la culture, dans le centre de Varsovie. « La mode maintenant, c'est de créer son entreprise, c'est de devenir businessman », remarque de son côté M<sup>me</sup> Krystyna Smykiewicz, chargée de recherches au CNRS.

Le poids du secteur privé dans

l'activité nationale s'accroît rapidement : plus de 35 % du commerce de détail, 60 % du transport par camion. Si la production des entreprises d'État s'est effondrée (une chute de 20 %), en revanche, celle du secteur privé a fortement augmenté (de 17 %). Un tiers des salariés abandonnés par les entreprises d'État ont retrouvé du travail dans le privé.

Autre aspect, à côté de la vente des petits commerces et restaurants, les privatisations des grandes entreprises d'État ont commencé (le Monde du 28 mars). Les lois ayant été adoptées et les procédures mises en place, le gouvernement souhaite accélérer le mouvement. Après les cinq entreprises cédées au privé en décembre, il envisage la mise en vente de près d'un millier de firmes d'État cette année (sur un total de 8 000).

Vers une nouvelle  
purgé ?

La purge a-t-elle été suffisamment sévère ? La libéralisation amorcée rend-elle désormais irréversible la transition à l'économie de marché ? Un élément, soulève notamment par les experts de la commission économique pour l'Europe de l'ONU, amène à poser ces deux questions. Malgré les discours de M. Balcerowicz et malgré l'ampleur de la récession de 1990, les véritables restrictions n'ont pas encore été engagées. La chute de la production industrielle dans le secteur étatisé (de 25 %) n'a pas été accompagnée d'une baisse équivalente des effectifs (en réduction de 8 %). Il y a eu une baisse sensible de la productivité.

Pour des raisons sociales et politiques, les dirigeants des entreprises d'État - certaines fonctionnent en autogestion - ont conservé leurs effectifs. Compte tenu de la chute de leurs recettes, elles ont continué à payer leurs salariés mais ont arrêté de payer leurs fournisseurs. L'endettement inter-entreprises a ainsi connu un développement considérable l'an dernier. Il n'y a pratiquement pas eu de faillites. Les mines, les chantiers et les ateliers continuant de tourner, à perte et en attendant. De l'autre côté, l'investissement a fortement baissé. La restructuration de l'économie devra donc encore passer par de douloureuses opérations. Les experts de Genève craignent 2,7 millions de chômeurs : à ce niveau, le risque

Les Douze refusent d'annuler globalement la dette de soixante-neuf pays pauvres. - Les ministres des finances des Douze ont refusé lundi 8 avril d'annuler globalement la dette de soixante-neuf pays pauvres à l'égard de la CEE, comme il le leur avait été demandé par la Commission européenne (le Monde du 19 novembre 1991), a annoncé le ministre belge des finances, M. Philippe Maystadt.

Les ministres ont estimé qu'il fallait procéder à une annulation au cas par cas de la dette, d'un montant de 3 milliards d'eus (21 milliards de francs), en fonction des résultats obtenus dans la restructuration des économies de ces États, qui appartiennent à la zone ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique). - (AFP)

Pour accroître leur part du marché des micro-ordinateurs

Dix-neuf sociétés d'informatique  
s'allient contre IBM et Sun

Dix-neuf sociétés d'informatique du monde entier (européennes, américaines et japonaises) ont constitué un groupement, annoncé le 9 avril à New-York et à Bruxelles, pour définir et développer des micro-ordinateurs et stations de travail selon des spécifications communes. Une offensive destinée à contrer les numéros un de ces marchés, IBM pour les micro-ordinateurs, et Sun pour les stations de travail.

En informatique l'heure est à la standardisation. Après avoir développé des systèmes « propriétaires », qui liaient les utilisateurs à une marque donnée, les constructeurs savent aujourd'hui que pour satisfaire la demande de leurs clients, ils doivent leur offrir des systèmes « ouverts » capables de communiquer avec des machines d'autres fabricants. Les leaders sur un segment du marché ne se posent pas trop de questions : leur position dominante a pour avantage d'imposer leurs spécifications.

Aux challengers de se débrouiller ensuite pour offrir des solutions compatibles.

Pour sortir de cette situation de dépendance, des alliances se sont créées ces dernières années. Dernière en date : « the Advanced computing environment » ou ACE, annoncée mardi simultanément à New-York et à Bruxelles, regroupe dix-neuf sociétés d'informatique, constructeurs d'ordinateurs et sociétés de logiciels (11). Son objectif est de définir des spécifications communes pour les micro-ordinateurs et les stations de travail (ordinateurs, souvent utilisés en réseau ou connectés à de plus grosses machines et particulièrement dotés pour faire des graphiques).

Ces spécifications concernent les trois parties les plus importantes d'un ordinateur : le processeur central, c'est-à-dire le cerveau de la machine ; le système d'exploitation qui coordonne le fonctionnement des différentes parties, et le bus, chargé de véhiculer les données d'une partie de l'ordinateur à une autre.

Le ralliement  
à Mips

En ce qui concerne le processeur central, le groupement retient les processeurs Intel, pour les micro-ordinateurs, et le processeur Risc (Reduced Instruction set computer) de la société américaine Mips Computer pour les stations graphiques. Le processeur Intel est celui qui équipe les micro IBM et compatibles, voie dans laquelle s'était déjà engagée tous les membres du groupement. Les processeurs Intel équipent environ 80 % des micro professionnels. Il aurait donc été suicidaire d'en choisir un autre. Le ralliement à Mips est une façon de contrer le processeur Sparc, propre à Sun, le numéro un des stations de travail, avec 38 % de parts de marché, devant Hewlett Packard (20,4 %) et Dec (16,9 %). En outre, le processeur Mips a le grand avantage de fonctionner avec n'importe quel autre système d'exploitation, ce qui donnait donc toute latitude au groupement pour le choix de ce dernier.

En ce qui concerne les systèmes d'exploitation, le groupement ACE a opté pour deux systèmes : OS-2 NT de Microsoft, et Unix version OSF. Le choix d'OS-2 NT (plutôt destiné aux micro-ordinateurs) est une attaque contre IBM (leader de ce marché), et son propre système d'exploitation, également appelé OS-2. Le choix de la version OSF d'Unix (plutôt destiné aux stations de travail) s'oppose au choix de Sun (numéro un des stations de travail), qui a opté pour l'autre version d'Unix, celle de ATT, développeur initial de ce système d'exploitation.

Enfin, en ce qui concerne les bus, le groupement propose là aussi deux standards : soit le TurboChannel de Dec, soit le bus EISA, dont l'architecture a été définie il y a quelques années par neuf constructeurs pour contrer IBM et son bus MCA. Les membres du groupement s'engagent à développer au moins une machine conforme aux spécifications ACE.

A. K.

(1) Les dix-neuf sociétés membres d'ACE sont : l'Acer Group, Compaq, Control Data, Digital Equipment, Fujitsu, Hitachi, IBM, Intel, Kyocera, Matsushita, Microsoft, Mips Computer, Nec, Nippon Kokuon Kk, Olivetti, Prime, Pyramid Technology, la Santa Cruz Operation, Silicon Graphics, Sony, Sun Microsystems, Tandem, Wang et Zenith (Bull).

Un arrêt de la Cour de cassation

Innocent et licencié

Selon la chambre sociale de la Cour de cassation, on peut avoir été innocenté par la justice et, malgré tout, être licencié pour une « cause réelle et sérieuse ». Tel est le sens de l'arrêt qui a été rendu le 12 mars dernier, dans un procès qui opposait un délégué régional du groupe immobilier Maison familiale à son employeur.

Avant d'être embauché, le 1<sup>er</sup> septembre 1980, le salarié

avait été mis en cause dans une affaire d'infraction à la législation sur les sociétés. Il avait été condamné en première instance et finalement relaxé par la cour d'appel. Néanmoins, il fut licencié le 16 novembre 1983, le groupe Maison familiale considérant que sa présence dans l'entreprise pouvait lui être nuisible, en raison des fonctions importantes de représentation qu'il devait exercer.

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

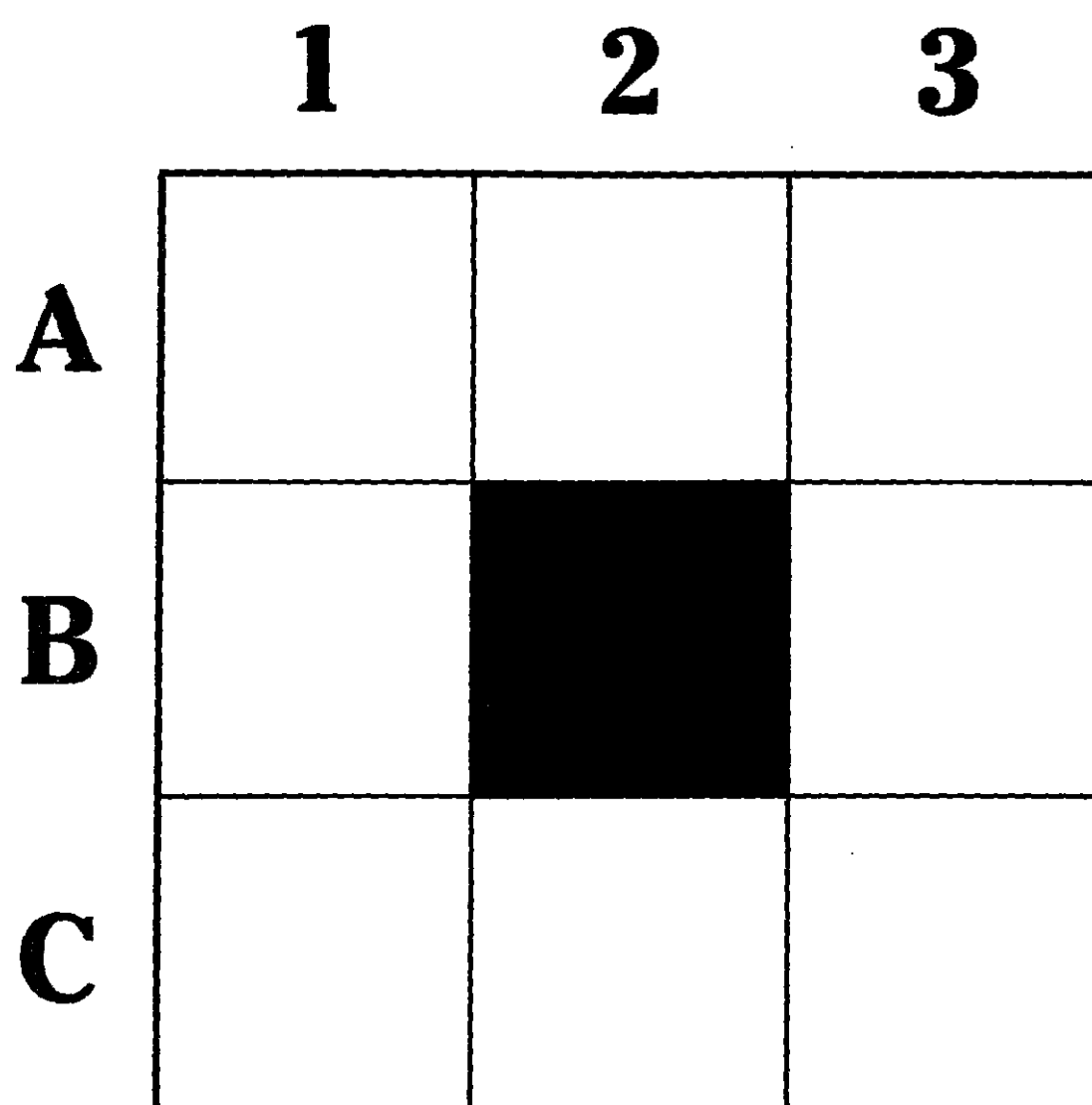
- Prochaine session pour la rentrée 1991 : 6, 9, 10 septembre 1991.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1991.
- Documentation et dossier d'inscription :

ESSEC - Admissions BP 105  
95021 CERGY-PONTOISE Cedex - Tél. : (1) 34-43-30-00  
ESSEC, Établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'État.

ESSEC

هكذا من الامل

22 Le Monde • Mercredi 10 avril 1991 •



## HORIZONTALLEMENT

A ■ L'ASSUREUR-VIE D'UN FRANÇAIS SUR TROIS.

C ■ (A L'ENVERS) UN GRAND DE L'ASSURANCE-VIE.

## VERTICALEMENT

1 ■ ASSURE 14 MILLIONS DE PERSONNES.

3 ■ (A L'ENVERS) POUR VIVRE BIEN ASSURÉ.

LA CNP EST L'UN DES TOUT PREMIERS ASSUREURS DE PERSONNES. AUJOURD'HUI, GRÂCE À ELLE, UN FRANÇAIS SUR TROIS A DES CONTRATS D'ASSURANCE PARFAITEMENT ADAPTÉS À SES BESOINS (ÉPARGNE, RETRAITE, PRÉVOYANCE, COUVERTURE D'EMPRUNT.



COMPLÉMENT MALADIE...), QU'IL SOIT ASSURÉ À LA POSTE, AU TRÉSOR PUBLIC, À L'ECUREUIL OU PAR L'INTERMÉDIAIRE DE SON EMPLOYEUR, DE SA MUTUELLE OU DE SON ORGANISME DE PRÊTS. CNP : TROIS LETTRES SYNONYMES DE CONFIANCE, CONSEIL ET COMPÉTENCE.

VIVEZ BIEN ASSURÉ



# ÉCONOMIE

SOCIAL

## Controverse autour de la formule d'abonnement auprès d'un généraliste

Remise en question pernicieuse de l'exercice libéral ou novation capable de revaloriser la médecine générale? Depuis quelques semaines, la formule d'abonnement auprès d'un généraliste divise le corps médical et sème le trouble parmi les gestionnaires de l'assurance-maladie.

Jusqu'à présent, l'effet le plus tangible de cette controverse a été de déclencher une révolution de palais à la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) qui a confié à M. Maurice Derlin (FO) la présidence qu'il occupait depuis 1967 (le *Monde* du 5 avril). Franchement renouvelé, le conseil d'administration de la caisse nationale a émis le souhait de revenir sur le feu vert donné à la formule d'abonnement. Pourtant, si cette dernière comporte d'importants enjeux de pouvoirs, elle intéresse au premier chef les assurés sociaux, auxquels elle propose de passer un « contrat de fidélité » avec leur généraliste.

Dans ce système, le médecin s'engage à pratiquer strictement les honoraires de la Sécurité sociale (90 francs pour une consultation, 22,50 francs restant à la charge de l'assuré ou de sa mutuelle) pour les actes qui y sont liés. Il doit d'autre part établir un dossier médical personnalisé, participer à des actions de prévention et à des enquêtes épidémiologiques. Pour cela, il reçoit de l'assurance-maladie une indemnité annuelle égale à deux consultations (180 francs). De son côté, le patient conserve à tout moment la possibilité de faire appel à un autre médecin omnipraticien ou spécialiste - mais en informant le généraliste avec lequel il a passé un contrat, renouvelable chaque année par tacite recon-

duction. Aucun mécanisme de contrôle ou de sanction n'est prévu à l'égard des malades, dont l'engagement reste purement moral. Les catégories sociales les plus intéressées devraient être les « gros consommateurs » de soins, notamment les personnes âgées.

Pour rendre le dispositif plus attractif, ses initiateurs ont décidé de faire bénéficier les contractants de la Sécurité sociale (dispense d'avance de frais). Dans un premier temps, seules les personnes prises en charge à 100 % pour des motifs sociaux ou médicaux (maladies de longue durée) seront concernées. Cependant, au fur et à mesure que se développeront les instruments monétaires (cartes à puce), chacun pourra payer son médecin sans devoir avancer le prix de la consultation, directement réglée par la « sécu » et la mutuelle, voire l'assurance.

### Déresponsabiliser les malades

Pour les partisans du projet - parmi lesquels le syndicat de généralistes MG-France - comme pour le gouvernement, la « continuité des soins » favorise le suivi médical prenant en compte le patient dans sa globalité et permet d'engager des actions préventives bien ciblées. Un tel système peut également limiter le « nomadisme » des patients comme les prescriptions de complaisance qui, encouragées par la surpopulation médicale, entraînent les dépenses. Quant à la généralisation du tiers payant, elle doit contribuer à l'avènement de modes de gestion plus rationnels de l'assurance-maladie et supprimer la paperasserie.

Tel n'est pas l'avis des syndicats médicaux. CSMF (Confédération des syndicats médicaux français) et FMD (Fédération des médecins de France), du CNPF et, tout récemment, de

Forces ouvrières. L'abonnement et la dispense d'avance de frais, estiment-ils, risquent au contraire de déresponsabiliser les malades et d'accroître la consommation médicale, en donnant l'illusion que la médecine est gratuite. Les opposants soupçonnent aussi la généralisation du tiers payant d'ouvrir la voie à des mécanismes d'enveloppe globale.

Dans la mesure où la rémunération du médecin est directement effectuée par la Sécurité sociale et les mutuelles, rien n'empêcherait, demain, les pouvoirs publics de fixer un plafond annuel pour les dépenses, sur le modèle de l'accord récemment conclu avec les biologistes, qui comporte une extension du tiers payant. M. Jacques Chirac a d'ailleurs repris la balle au bond en dénonçant un glissement vers une « médecine de caisses » à l'anglaise, incompatible avec l'exercice libéral et le paiement à l'acte.

Les médecins, eux, paraissent hésiter. « Si l'abonnement renforce effectivement la fonction du généraliste, il n'en reste pas moins que de nombreux médecins s'inquiètent de voir demain sur leur mode de rémunération qui, de toute façon, devra évoluer », souligne le docteur Jean-Henri Talbot, omnipraticien exerçant en Seine-et-Marne.

Certains dirigeants de la CNAMTS se préoccupent surtout de l'inevitable

### Dix-sept éleveurs de moutons passent en correctionnelle à Limoges

LIMOGES

de notre correspondant

Dix-sept éleveurs de moutons de la Haute-Vienne ont comparu, lundi 8 avril, devant le tribunal de grande instance de Limoges. Ils sont accusés d'avoir joué un rôle de premier plan dans un épisode spectaculaire de « la guerre du mouton » qui a agité le Centre-Ouest à l'automne dernier. À l'origine, le blocage d'un camion britannique qui transportait 386 moutons pour un abattoir du Lot. Les prévenus sont poursuivis pour arrestation arbitraire, séquestration, vol et destruction de biens.

Quelque 500 manifestants participèrent à cette opération. Les dix-sept paysans présents dans le prétoire sont ceux qui furent identifiés par la gendarmerie. Devant la cour, c'est la solidarité du silence. Personne n'a reconnu personne. Mais le fait lui-même n'est pas nié : « Ce fut une action de désespoir : il y a cinq ans on vendait un agneau 650 francs ; aujourd'hui il n'en vaut plus que 500. Nous sommes égarés : tous les jours il y a des exploitations mises en liquidation : nous ne pouvons pas crever sans réagir ».

Le jugement a été mis en délibéré jusqu'au 15 mai.

G. C.

Tout en agréant une convention du Fonds national de l'emploi

## Les pouvoirs publics ont limité les départs à cinquante-cinq ans des salariés des Chantiers de l'Atlantique

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

« Une demi-mesure. » C'est ainsi que les syndicats des Chantiers de l'Atlantique, toutes tendances confondues, qualifient la convention ASFNE (allocations spéciales du fonds national de l'emploi) sur les départs à cinquante-cinq ans en 1991, qui vient d'être acceptée par les pouvoirs publics. Sur les deux cent six salariés atteignant cet âge cette année, cent seulement vont bénéficier de la convention, des ouvriers et du personnel ETDA (employés, techniciens, dessinateurs, agents de maîtrise) aux coefficients les plus faibles. Les pouvoirs publics se sont en fait rangés derrière les propositions qui avaient été formulées par le conciliateur, M. Paul Bouchet, à l'issue du conflit de la fin 1989.

Les syndicats ont espéré jusqu'au bout voir reconduite, au moins pour cette année, la convention ASFNE, qui assurait une fin de carrière à cinquante-cinq ans. En octobre, la direction avait en effet présenté une demande en ce sens qui avait reçu l'avis favorable de la commission départementale de l'emploi.

Du point de vue des pouvoirs publics, la bonne santé des Chantiers de l'Atlantique - ils ont devant eux un carnet de commandes comme ils n'en avaient pas connu depuis 1976 - ne justifie plus l'application d'une telle mesure. Ni la nécessité de rajouter ses effectifs (la moyenne d'âge est de quarante-trois ans), ni le fort taux de chômage du bassin nazai-

rien (16 %), deux raisons invoquées par les syndicats, n'ont convaincu.

Quant aux cent six écartés du bénéfice de la convention, leur sort est désormais lié aux discussions qui devront prochainement s'ouvrir aux Chantiers dans le cadre de la gestion prévisionnelle des effectifs. La direction n'écartera pas la possibilité de départs anticipés, mais sur des critères comme la durée de carrière, la pénibilité, l'évolution technologique, et dans le cadre du droit commun.

Les Chantiers de l'Atlantique et les fonderies de Saint-Nazaire avaient été, en 1964, les premiers à bénéficier des dispositions de la convention FNE permettant les départs à soixante-trois ans. Avec la crise de la construction navale, les départs anticipés avaient été rendus possibles à cinquante-six ans et huit mois en 1978, puis à cinquante-cinq ans au début des années 80.

JEAN-CLAUDE CHEMIN

Fin de la grève dans les bus parisiens. - Deux lignes de bus parisiennes et sept lignes de banlieue, qui étaient paralysées depuis le vendredi 5 avril par une grève déclenchée au dépôt Flandres après une agression contre un conducteur, fonctionnent à nouveau depuis le mardi 9 avril à 8 heures. Une délégation syndicale avait été reçue, la veille, à la préfecture de la Seine-Saint-Denis pour exprimer les préoccupations des machinistes en matière de sécurité.

## PECHINEY

### RÉSULTATS 1990 : MAINTIEN D'UNE BONNE RENTABILITÉ DANS UN ENVIRONNEMENT DIFFICILE

Le Conseil d'Administration réuni le 8 avril 1991 a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

#### COMPTES CONSOLIDÉS

Le résultat net consolidé (part du Groupe) est de 4.913 millions de francs, contre 3.337 millions en 1989. Hors plus-values exceptionnelles (2.688 millions en 1990, 575 millions en 1989), le résultat net est de 2.225 millions (44 francs par action) et se compare à un bénéfice de 2.762 millions (54,70 francs par action) pour l'exercice 1989, soit une baisse de 19 %. Ce résultat traduit le maintien d'un niveau de rentabilité satisfaisant, malgré un environnement économique nettement moins favorable qu'en 1989, marqué notamment par une baisse de 15 % du cours moyen en dollars de l'aluminium au London Metal Exchange et une dépréciation de même pourcentage du dollar (cours de change moyen de 5,45 F contre 6,38 F en 1989).

#### PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

en MF	1990	1989
Chiffre d'affaires	76.869	88.472
Marge opérationnelle	6.688	9.102
dont Emballage	2.288	2.126
Aluminium	2.481	4.188
Composants industriels	983	1.122
Activités industrielles connexes	393	1.081
Commerce international	466	691
Holdings	(123)	(106)
Résultat courant	4.102	5.696
Résultat net (part du Groupe)	2.225	2.762
hors plus-values exceptionnelles	4.913	3.337

Le chiffre d'affaires consolidé inclut les ventes des départements industriels (66.452 millions) et celles du secteur commerce international (10.417 millions). Le chiffre d'affaires industriel enregistre une baisse de 9 %, mais à cours de change constant il est quasiment stable d'un exercice à l'autre ; le recul des secteurs aluminium et activités industrielles connexes est compensé par la progression de l'emballage et des composants industriels.

La marge opérationnelle (6.688 millions de francs) diminue de 2.414 millions de francs, mais les frais financiers sont en forte baisse (de 3.406 millions à 2.586 millions) en raison du désendettement du Groupe et de la baisse du dollar. Compte tenu d'une diminution des charges hors exploitation, des impôts et de la part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées, le recul du bénéfice net avant plus-values exceptionnelles se trouve limité à 537 millions.

La contribution du secteur Emballage à la marge opérationnelle consolidée (soit 34 % du total) est en hausse de 7,6 % en francs et de 26 % en dollars (de 333 millions à 420 millions de dollars). La plupart des activités de ce secteur sont en progression ; la meilleure performance a été réalisée dans le boîtier boisson, qui a bénéficié d'un bon niveau d'activité et d'importants gains de productivité.

En ce qui concerne le secteur Aluminium, les activités aval (Rhenal et Bâtiment-Distribution) ont évolué de façon satisfaisante avec des résultats globalement stables par rapport au très bon niveau atteint en 1989. La baisse de la marge opérationnelle du secteur provient intégralement de l'activité aluminium amont, qui, malgré la persistance d'une demande soutenue, a subi le double effet du recul des cours mondiaux du métal et de la dépréciation du dollar.

Dans le secteur Composants Industriels, l'activité Eléments de Turbomoteurs réalise une marge opérationnelle de 819 millions de francs, contre 899 millions en 1989 ; exprimés en dollars, les résultats progressent de 6 % (de 141 millions à 150 millions) grâce à une nette amélioration de la rentabilité au cours du second semestre.

Quant au secteur Activités Industrielles connexes, plus des deux tiers de la baisse de ses résultats provient de l'activité électrometallurgie, qui a été pénalisée par la diminution des prix des ferro-alliages et par la dépréciation du dollar.

Le secteur Commerce International, après une année 1989 exceptionnelle, enregistre un recul de sa marge opérationnelle, mais confirme l'importance de sa contribution aux résultats de l'ensemble.

Les perspectives 1991 sont inégales selon les secteurs : elles sont bonnes pour l'emballage et satisfaisantes pour les composants aéronautiques ; elles ne sont pas favorables pour l'aluminium amont et l'électro-metallurgie. Elles sont par ailleurs dépendantes de l'évolution du dollar, qui a pénalisé les résultats des deux premiers mois de l'exercice, mais dont l'appréciation récente constitue un facteur positif important. Globalement, si les tendances actuelles se poursuivent, le Groupe ne devrait subir, malgré un environnement économique difficile, qu'une baisse limitée de sa marge opérationnelle.

COMPTES DE PECHINEY, SOCIÉTÉ MÈRE Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 3.461 millions de francs, contre 1.524 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale le maintien à 15 F (22,50 F avant fiscal compris) du dividende des CIP ; ce montant comprend le dividende prioritaire de 9,50 F et un dividende complémentaire de 5,50 F.

INFORMATION MINTEL : 3616 CLIFF

PECHINEY

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## PUBLICIS

PUBLICIS, fondée en 1926 par Marcel BLEUSTEIN-BLANCHET, a réuni son Conseil de Surveillance pour approuver les comptes de l'exercice 1990 présentés par le Directoire, présidé par Maurice LEVY.

Les comptes consolidés du Groupe PUBLICIS font apparaître un chiffre d'affaires de 16,2 milliards de F. contre 14,7 milliards de F. en 1989 en hausse de 10,5 %, et un bénéfice net courant consolidé, part du Groupe, de F. 172 718 000, en progression de 21 %.

Un profit exceptionnel (net d'impôt) de F. 53 227 000, consécutif à la résiliation anticipée d'un bail immobilier détenu par une de nos filiales, porte le résultat net part du Groupe à F. 225 945 000 contre F. 141 920 000 l'année dernière.

Le résultat net consolidé total (part du Groupe et intérêts hors groupe) s'est établi à F. 371 519 000, et la marge brute d'autofinancement consolidée est de F. 488 968 000.

Les revenus financiers de PUBLICIS SA, la société mère du Groupe, se sont élevés à F. 66 109 677 contre F. 58 569 379 en 1989, et son bénéfice net s'est établi à F. 52 599 340 contre F. 44 971 637, en hausse de 17 %.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée le vendredi 21 juin à 11 heures 30, la distribution d'un dividende de F. 8 par action, ce qui représente, avec l'impôt déjà payé au Trésor, un revenu global par action de F. 12.



### RÉSULTATS 1990

Le Conseil d'Administration, réuni sous la présidence de M. Christian Brégou le 4 avril 1991, a examiné et arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1990.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe comprend celui de la Cité Information et celui de la branche Édition, représentée par le Groupe de la Cité consolidé à 50 %. Il s'est établi à 5 566 millions de francs contre 4 850 millions de francs en 1989. La progression, de 15 %, correspond à une croissance interne de 6 % et une croissance externe de 9 %.

Le résultat net consolidé de C.E.P. Communication (part du groupe), hors amortissement des écarts d'acquisition, s'élève à 368 millions de francs, soit une progression par rapport à 1989 (328 millions de francs) de 12 %. (Le résultat net du Groupe de la Cité n'est consolidé qu'à hauteur de 34 %).

Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale ordinaire du 14 juin prochain de porter le dividende net par action à 7,50 francs, contre 6,50 francs l'année précédente. Le Conseil a également décidé de proposer à l'Assemblée Générale le paiement de ce dividende en numéraire ou en actions.

502215111

## ÉCONOMIE

## ÉTRANGER

Malgré un environnement extérieur plus favorable

## Le gouvernement espagnol maintient sa politique de « refroidissement » de l'économie

Si la conjoncture internationale s'est améliorée, l'heure n'est pas venue pour l'Espagne de baisser la garde. Tel est en substance le message qu'a délivré le secrétaire d'Etat à l'économie, M. Pedro Perez, en brochant, vendredi 5 avril, le tableau des perspectives de l'économie espagnole de l'après-Golfe.

MADRID

de notre correspondant

Le numéro deux du ministère de l'économie, M. Pedro Perez, a certes reconnu que les conséquences positives de la fin du conflit, comme la politique de réactivation menée par plusieurs grands pays industrialisés, la baisse du prix du pétrole ou la relance prévisible des flux touristiques, ne pouvaient qu'accroître la marge de manœuvre des grands argentiers espagnols. Mais tout cela, a-t-il immédiatement ajouté, « n'est pas suffisant pour nous faire changer de politique économique ». « Nous n'avons pas encore atteint un niveau suffisant dans la correction de nos déséquilibres, a-t-il assuré, et notre priorité est aujourd'hui d'assurer la convergence de notre économie avec celles des pays de la Communauté avant qu'entre en œuvre l'union économique et monétaire. »

Aussi M. Perez a-t-il souligné que l'attention du gouvernement restait fixée de manière prioritaire sur les deux faiblesses traditionnelles de l'économie espagnole : le déficit extérieur et l'inflation. Dans ces deux domaines, les responsables économiques veulent enregistrer de nouveaux progrès cette année : ainsi, il s'agit de faire baisser le déficit de la balance des paiements courants de 3,5 % du produit intérieur brut (PIB), le niveau de 1990, à 2,8 % en 1991, et de faire passer la hausse des prix de 6,5 % à 5,6 %.

Le premier de ces objectifs semble accessible : y contribueront notamment la baisse du prix du pétrole, la bonne orientation des exportations espagnoles durant ces derniers mois et la perspective de voir l'Espagne choisie comme option de rechange par les touristes évitant les zones troubles du nord de l'Afrique et du Proche-Orient.

Le pari semble plus difficile à tenir en matière d'inflation : M. Perez a d'ailleurs reconnu qu'il était vain d'attendre des progrès significatifs dans ce domaine « avant l'été ». Si le comportement des prix des produits industriels est relativement satisfaisant, il n'en va pas de même de ceux du secteur des services, moins soumis à l'impact de la rapide introduction de la concurrence étrangère. L'hôtellerie, les transports et l'enseignement, notamment, restent apparemment réfractaires à toute politique de maîtrise des prix.

## Un pacte social de compétitivité

Aussi le gouvernement poursuivra-t-il en 1991 la politique de « refroidissement » mise en œuvre depuis deux ans. La croissance du PIB, qui était encore de 4,8 % en 1989 et avait été ramenée à 3,7 % en 1990, devrait être durant cette année de 3 % seulement. Cela suite à la réduction spectaculaire de la demande, dont la croissance est passée de 1989 à 1990 de 7,8 % à 4,6 %, et qui devrait diminuer encore en 1991 et passer à 3,5 %.

M. Perez a précisé que tant la politique monétaire que la politique budgétaire seraient utilisées à cette fin par le gouvernement. Il a souligné à cet égard que la baisse des taux d'intérêt espagnols (qui restent toujours les plus élevés de la Communauté) décidée récem-

L'assemblée de la Banque interaméricaine de développement

## Les Européens sont divisés sur leur contribution au fonds pour l'Amérique latine

TOKYO

de notre correspondant

Alors que le Japon a donné son accord de principe — sans toutefois indiquer le montant de sa contribution — au Fonds pour l'Amérique latine proposé par le président Bush, les Européens participant à l'assemblée annuelle de la Banque interaméricaine de développement (BID), qui se tient à Nagoya, sont apparus divisés sur cette question. Au cours de la réunion de lundi 8 avril, si l'Allemagne a manifesté son soutien à la proposition américaine, les représentants de la France et la Grande-Bretagne ont exprimé leur réticence.

## Une idée assez floue

En juin dernier, le président américain avait proposé que les Etats-Unis, le Japon et les pays européens participent à un Fonds de développement pour l'Amérique latine destiné à soutenir les investissements et s'engagent à fournir annuellement 300 millions de dollars sur cinq ans. Selon M. Fritz Fisher, directeur général adjoint au ministère allemand de la coopération, « un secteur privé dynamique est la clé du développement. (...) C'est pourquoi nous soutenons l'initiative américaine ». M. Fisher n'a cependant pas précisé l'ampleur de la contribution allemande.

Le représentant français, M. Denis Samuel-Lajeunesse,

directeur du service des affaires internationales au Trésor, a pour sa part fait valoir qu'il existe déjà suffisamment de fonds pour le développement (telle la Société interaméricaine pour les investissements). Il semble que Paris ait été quelque peu pris de cours par la proposition américaine qui a été présentée sans concertation préalable suffisante. L'idée du Fonds reste en outre assez floue.

C'est notamment les arguments qu'a fait valoir le représentant anglais qui, tout en souscrivant aux objectifs généraux du projet, a émis des réserves sur le rôle du secteur public dans la promotion des investissements privés et le système de dépendance qui risque d'être ainsi créé. L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et le Japon, en tant que membres non régionaux de la BID, ne disposent que de 8 % dans la répartition des droits de vote alors que les Etats-Unis et le Canada représentent 34,6 %.

Les membres non régionaux ont souhaité avoir davantage de poids dans la définition de la politique de la BID. C'est notamment le cas du Japon dont le ministre des finances, M. Hashimoto, a qualifié de « contrainte regrettable » la limite des 8 % du droit de vote.

La presse japonaise commente les réticences européennes en soulignant la préoccupation suscitée par l'Europe de l'Est qui les dissuaderait de s'intéresser davantage à l'Amérique latine.

Ph. P.

## COMMUNICATION

## Hachette décide de « geler » les actions de Montana

Hachette a décidé le 8 avril de « geler » les actions de la holding Montana Management qui détient 8,4 % de son capital depuis 1989. Cette décision intervient après diverses révélations d'origine américaine indiquant que Montana serait dirigée par des Irakiens (le Monde du 26 mars et du 4 avril). Ce gel empêche toute vente des actions de Montana ainsi que la suspension du paiement des dividendes. Hachette précise que « si nécessaire » il rachètera ce paquet d'actions dès que les autorités internationales le permettront. Selon le Point, les participations de Montana dans Hachette sont gérées par le Crédit lyonnais.

Le groupe de communication français confirme qu'il va « poursuivre son enquête sur l'identité de Montana » en liaison avec les Trésors français et américain, avec les autorités panaméennes et avec le

fondateur de pouvoir de la holding, M. Philippe de Boccard. Le groupe de communication français note que les responsables de cette dernière affirment toujours que « Montana est une holding qui regroupe plusieurs ressortissants non européens en provenance de divers pays du Golfe ». Cependant, parce qu'il a recueilli « ces derniers jours des présomptions et des recoupements qui nous paraissent suffisants, sans constituer des preuves définitives », Hachette a décidé le gel des actions.

Enfin, le groupe français s'élève contre les « certains commentaires excessifs, injustes (...) » qui pourraient « nuire à son image de marque internationale ». Une détérioration qui s'est traduite par une baisse de 2,14 % du cours d'Hachette le 8 avril et que devrait endiguer la décision prise.

## Le Crédit lyonnais affirme qu'il ne négocie pas un prêt de 250 millions de dollars à la MGM

ROTTERDAM

de notre correspondant

M. Jean-Jacques Brutschi, président du directoire du Crédit lyonnais Bank Nederland (CLBN), a catégoriquement nié, le 8 avril, que la banque soit sur le point d'accorder un prêt de 250 millions de dollars à la compagnie MGM-Pathé de M. Giancarlo Parretti : « Nous ne négocions pas aujourd'hui une telle ligne [de crédits] avec ce

groupe. » Après avoir précisé qu'il ne parlait « qu'au nom du CLBN », M. Brutschi a laissé entendre que la position de la société mère, à Paris, n'était pas différente.

Après la publication des résultats 1990 de la banque (1), M. Brutschi s'est employé à banaliser les liens de la banque française avec son client italien : « Le CLBN est le banquier des productions MGM, tout comme il a été celui des films Cannon pour Pathé Communications Corporation. Mais nous n'accordons pas à M. Parretti d'autres crédits que pour produire des films. »

Autrement dit : le CLBN « n'a pas financé le rachat de MGM », n'a pas octroyé à M. Parretti des prêts via, notamment, la société Melia (aux Pays-Bas), et n'a pas été impliqué dans la vente, en février 1990, des salles britanniques et américaines du réseau Cannon à un mystérieux groupe d'investisseurs, « qui n'est pas lié à M. Parretti ni au CLBN ».

Pour le cinéma, M. Brutschi a indiqué que le CLBN avait affecté en 1990 « plus de 10 % » de son portefeuille de prêts, soit au moins 6,5 milliards de francs, « au financement de quelques deux cents films, à 80 % américains ». Mais la banque de Rotterdam va infléchir sa stratégie : elle entend « élargir son champ d'action aux productions européennes », et cela au détriment des films américains puisque « la croissance des crédits [pour le cinéma] va être stabilisée ».

CHRISTIAN CHARTIER

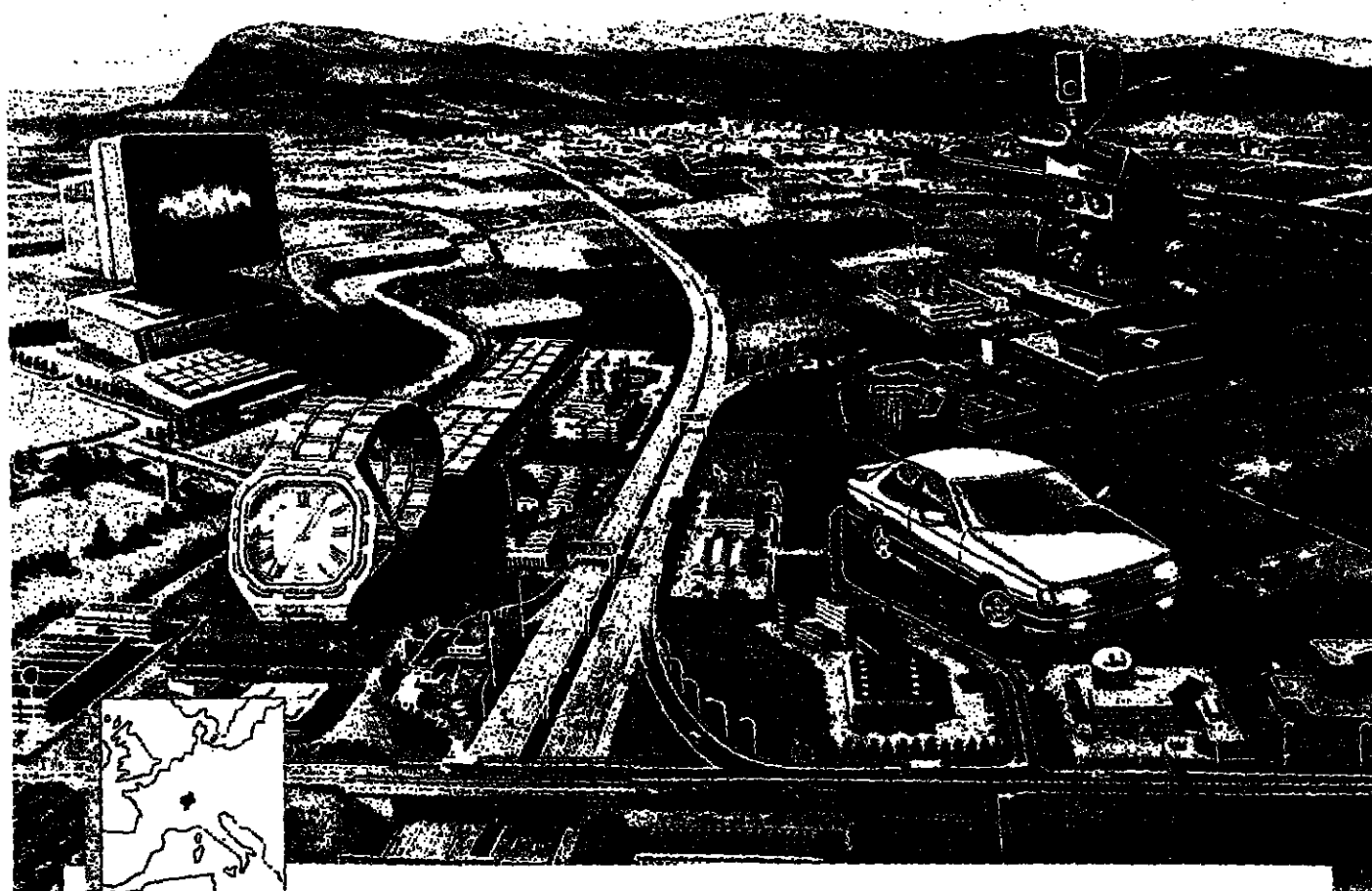
(1) L'an dernier, le total du bilan du CLBN s'est chiffré à 35,3 milliards de florins (106 milliards de francs, en hausse de 11 %), et la banque a dégagé un profit net de 63 millions de florins (189 millions de francs, résultat stable).

□ M<sup>me</sup> Stéphane Roussel reçoit une haute distinction allemande. — Notre confrère M<sup>me</sup> Stéphane Roussel a reçu le 5 avril la croix de commandeur de l'Ordre du mérite de la République fédérale d'Allemagne des mains de M. Jürgen Sudhoff, ambassadeur de RFA à Paris. Elle représente le *Matin* à Berlin de 1930 à 1938, et passa la guerre à Londres dans le groupe de journalistes rassemblés par Pierre Comart au quotidien la *France*. De 1951 à 1980, elle dirigea à Bonn le bureau de *France-Soir*.

## RENCONTREZ LE PAYS DE LA PRECISION

les 10, 11 et 12 Avril Au Salon S'Implanter

Porte de Versailles Paris-Stand 27-28 Allée CD



LE DOUBS, une authentique culture industrielle illustrée par quelques grands noms du département : PEUGEOT à Sochaux-Montbéliard, SOPAD-NESTLÉ, ALCATEL à Pontarlier, DU PONT DE NEMOURS, SUPERFOS à Besançon... Mais le DOUBS, c'est surtout un savoir-faire, celui des microtechniques, une force d'innovation qui a donné naissance à un maillage de PMI dynamiques, et fait du département du DOUBS le pays de la précision...

Si vous recherchez une implantation, le DOUBS possède des atouts sérieux : situation géographique sur les grands axes de développement de l'Europe (TGV, autoroute, etc.), main-d'œuvre professionnelle expérimentée, chercheurs de haut niveau.

Du choix de la localisation à l'aide au financement, l'Agence de Développement Economique du Doubs (A.D.E.D.) peut vous conseiller, vous aider concrètement grâce à une équipe de professionnels motivés et compétents.

L'A.D.E.D., votre partenaire pour réussir en douceur votre atterrissage dans la précision.

Pour toute information, envoyez votre carte de visite ou téléphonez à l'A.D.E.D., vous recevrez le GUIDE D'INVESTISSEUR pour vous permettre de tout connaître sur le pays de la précision.

## LA TECHNOLOGIE DE PRECISION A UN PAYS... LE DOUBS

AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU DOUBS

HOTEL DU DEPARTEMENT, 7 AV. DE LA GARE D'EAU, 25031 BESANCON CEDEX FRANCE - TEL : 81.83 24.31 - TELEX : AGINDEV 361184 F - TELECOPIE : 81.82.01.40

CONSEIL GENERAL DU DOUBS

## PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI<sup>e</sup>  
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHEOLOGIE  
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS  
REGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimensuel

Envoyez votre simple demande

F. Lemoine  
L'économie  
chinoise

REPÈRES

Ch. Comeliau  
Les relations  
nord-sud

REPÈRES

H. Rouillé d'Orfeuill  
Le tiers monde

REPÈRES

128 p., 42 F., 100 titres  
LA DECOUVERTE



# COMMUNICATION

## La galaxie Hersant

Suite de la première page

A soixante et onze ans, Robert Hersant demeure le seul, à l'exception peut-être de son grand argentier, M. Christian Grimaldi, à maîtriser l'échiquier des flux financiers qui fait de son groupe le plus puissant de la presse française. Cette organisation floue qui défie toutes les lois du management, et sans doute certaines de la République - ne se glorifiait-elle pas en prenant le contrôle du Progrès d'être « en avance d'une loi » ? - Robert Hersant l'a voulue. Elle lui a servi après 1981, quand vingt-deux inspecteurs du fisc s'échinaient sans succès à trouver une faille dans le dispositif. Elle lui sert encore à diviser pour régner, en entretenant les rivalités.

Souple en attaque comme en défense, la « galaxie Hersant » ne

cerce en lui offrant, cette même année, le poste de directeur général adjoint du groupe. Aujourd'hui, à quarante-trois ans, Yves de Chaisemartin est l'homme-clé des négociations et des alliances, en France et à l'étranger. « C'est André Audinot, la faconde et la bonhomie en moins », note un éditeur.

Devenu directeur général du groupe de communication et membre du conseil de surveillance du Figaro, il fut l'homme de Robert Hersant à la Cinq, où il orchestrait le retrait du groupe, tout en négociant les prises de participation au Soir de Bruxelles, ou à Grupo 16, en Espagne. Mais ce spécialiste des missions difficiles, qui sait manier une politesse glaciale juste tempérée par un sens aigu de la diplomatie, participe aussi aux négociations hexagonales : au côté

suppléments est censé drainer la publicité et attirer des lecteurs nouveaux, pour regonfler les rangs que l'âge et les changements successifs de ligne rédactionnelle ont épuisés. Mais les 300 millions de francs investis dans ce nouveau produit ne porteront vraiment leurs fruits que quand le dispositif sera complété, au nord et au sud de l'égouttement. Et rien n'assure que cet avatar gratuit peut garantir la survie de France-Soir, ce drain permanent dans les finances du groupe. Autant dire que l'avenir de l'inspecteur des finances Villin se lira aussi dans les comptes.

Le troisième n'est autre qu'un des fils de Robert Hersant, Philippe, trente-quatre ans. Deux de ses frères aînés, Jacques et Michel, travaillent dans le groupe, notamment dans sa partie magazine. Mais c'est Philippe qui son père a choisi pour officier dans la presse régionale, le véritable cœur du groupe. C'est Philippe qui s'est peu à peu rodé aux métiers de la presse, au cours d'un patient parcours initiatique. Son fief théorique se situe à France-Antilles, c'est-à-dire à une société juridique-

renouant avec les bénéfices, le Progrès sert maintenant de base à une nouvelle vague d'expansion, comme en témoigne le rachat du Bien public de Dijon (le Monde du 28 mars). Mais Philippe Hersant est encore associé à cette offensive qui s'étend sur les marchés littéraires. L'Est républicain, dont le groupe vient de prendre 24 %, n'est-il pas voisin de l'Union ?

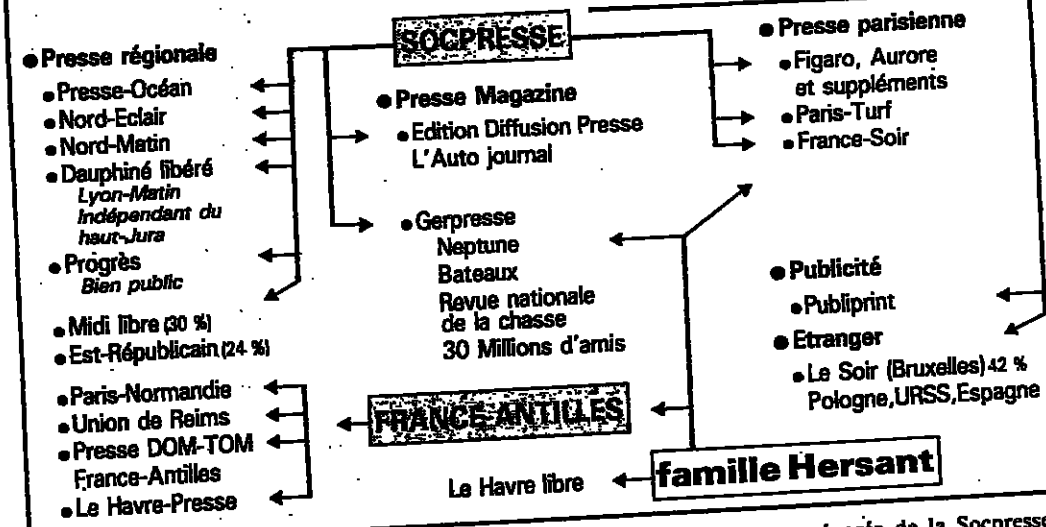
Derrière le trio Chaisemartin-Villin-Hersant gravite le « second cercle » des fidèles de Robert Hersant. Un ensemble flou qui mêle gestionnaires, têtes politiques ou hommes d'appareil. Les juristes Bertrand Cousin et Charles Debassch cultivent les dossiers délicats et les contacts à droite : l'habile Jean Miot, versé dans l'alcémie des organisations professionnelles de la presse, rompu aux négociations syndicales, ne dédaigne pas à l'occasion les dires du Siècle ou la fréquentation des « ateliers » de la franc-maçonnerie, tout en cumulant les présidences (celle de l'Office de justification de la diffusion ou celle du puissant Syndicat de la presse parisienne entre autres). Cyrille Duval surveille le nerf de la guerre, la publicité, à la tête des principales régies du groupe tandis qu'Henri Morry gère le développement du groupe hors de la métropole et en Europe centrale - « un des derniers endroits au monde où l'on a facilement l'impression d'être riche », plaisait-il récemment Robert Hersant.

Dans l'immédiat, cet aréopage est mobilisé pour relever les défis du groupe : rentabiliser un empire aux fonds propres dérisoires, digérer la modernisation des imprimeries, étendre le maillage de la presse régionale sans attirer les foudres des dispositifs anti-concentration et sortir des frontières. Robert Hersant fermement aux commandes, ces tâches urgentes dispensent son entourage d'états d'âme sur le devenir du groupe. Mais l'ascension de Philippe Hersant pose une nouvelle question : la galaxie Hersant peut-elle devenir une dynastie ?

MICHEL COLONNA D'ISTRIA ET YVES-MARIE LABÉ

(1) L'Expansion, 6/19 avril 1984

### Robert Hersant et sa famille



connaît qu'un seul centre, mais comprend plusieurs réseaux tissés au fil des années, des affaires et des amitiés. La mort récente de Michel d'Ornano, numéro deux officiel du groupe - il était vice-président de la Socpresse, société éditrice du Figaro, - a créé un vide au côté de Robert Hersant, dont il était à la fois l'émissaire et le confident.

Fin politique et observateur perspicace d'un microcosme politique où il comptait de nombreux amis (le Monde daté 10-11 mars), le comte d'Ornano était aussi pour une bonne part, du fait de ses attaches familiales, dans les conquêtes polonaises du groupe. Sa mort survient quelques années après le décès brutal, en 1986, de celui qui faisait office de « premier ministre » de Robert Hersant, André Audinot, autre ami proche qui avait mis son entregent à son service.

#### Le fils, l'énarque et l'avocat

La disparition de ces deux éminences ouvre et élargit la succession du « papivore », qu'il lui faille faire un saut de génération. La question, jamais abordée franchement, est insidieusement posée dans les coulisses des journaux. Même si la présence de Robert Hersant marque encore la stratégie et le développement de l'empire, même si la question de sa succession, lorsqu'elle est posée aux grands « fœdaux », semble incongrue, et même si lui-même la balaie d'un revers de main. Dans un de ses rares entretiens (1), le patron du Figaro ne tranchait-il pas : « Quant à ma succession, s'il y en a une, les solutions se trouveront d'elles-mêmes. Je ne me sens pas responsable au-delà de la propre capacité à exercer mon activité... »

Trois personnalités au profil contrasté émergent pourtant de la galaxie Hersant, que leur parcours au sein du groupe et les rumeurs savamment distillées à leur propos désignent comme prétendants sérieux.

Le premier, Yves de Chaisemartin, est avocat de formation. Familier de Robert Hersant depuis que celui-ci a racheté l'Aurore en 1978 à Marcel Fournier, ce brillant juriste a gagné l'estime et la confiance du patron du Figaro en défendant sa cause lors du procès du Progrès de Lyon, au printemps 1986. Et en procédant, au terme de dix ans de procédure et de batailles juridiques dans lesquelles il fait merveille, à obtenir l'extinction des poursuites engagées en 1977 contre Robert Hersant par le Syndicat national des journalistes, pour infraction à l'ordonnance de 1944. (le Monde daté 25-26 octobre 1987). Le patron de la Socpresse l'attirera dans son « premier

de Philippe Hersant, il a joué un rôle important dans la récente prise de participation dans l'Est républicain (Nancy). En plus d'une connaissance sans cesse affinée des ramifications du groupe, Yves de Chaisemartin possède un dernier atout : ses liens avec l'establishment, comme ceux, amicaux, qu'il entretient avec le directeur général de la Dépêche du Midi toulousaine, le ministre du tourisme Jean-Michel Baylet, ou ceux qu'il a noués avec les patrons du Syndicat de la presse quotidienne régionale.

Le second est un énarque de trente-six ans, Philippe Villin, dont l'ambition affichée agace nombre de ses pairs à l'état-major du groupe. Cheveux courts et dents longues, il a la haute main sur la presse parisienne : le Figaro et ses suppléments en perte de vitesse publicitaire, France-Soir toujours en quête d'un redressement qui lui rendrait son lustre passé. Les paris qu'il a engagés pour rentabiliser l'imprimerie géante de Roissy, celui du rachat du Figaro avec le débouchage de Franz-Olivier Giesbert, ancien directeur de la rédaction du Nouvel Observateur, celui surtout de France-Soir avec ses suppléments hebdomadaires gratuits, sont loin d'être gagnés.

Entamée avec France-Soir Ouest, maintenant étendue à la banlieue est et à Paris, cette politique de

ment séparée de la Socpresse et que Robert Hersant a cédée à sa famille. France-Antilles contrôle les journaux des tropiques (un réseau qui quadrille les DOM-TOM, de la Guyane à Nouméa), les conquêtes « historiques » de Normandie (Paris-Normandie), de la Havre libre, etc.) et l'Union de Reims.

#### Gestionnaires et appareillages

Mais l'influence de Philippe Hersant déborde déjà largement cet ensemble hétéroclite. Il ignore rien des déboires des quotidiens du Nord (Nord-Matin, Nord-Eclair), que l'ombre de leur trop puissant voisin la Voix du Nord empêche de s'épanouir. Et c'est à lui, en tandem avec Yves de Chaisemartin, que revient l'entrée réussie au capital de l'Est républicain. En effet, contrairement à « l'affaire du Progrès » où il s'était jeté corps et âme, Robert Hersant lui a laissé carte blanche.

Certes, deux barons du groupe, Xavier Elie et Gérard Huertas, à la tête respectivement du Progrès de Lyon et du Dauphiné libéré de Grenoble, défendent leurs prérogatives dans la région Rhône-Alpes, l'autre bastion du groupe dans la presse régionale. Racheté en 1985, « digéré » depuis par le groupe et

### Selon les chiffres 1989 de l'OJD

#### Le groupe ne dépasse pas les 30 % fixés par la loi

Le groupe Hersant est-il en infraction avec l'article 11 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1986, qui interdit à un groupe de personnes physiques ou morales de contrôler plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens nationaux et régionaux ? Selon les chiffres 1989 de l'Office de justification de la diffusion (OJD), derniers connus, la diffusion totale des journaux dépendant du groupe Hersant représente 2 067 606 exemplaires, soit 24,22 % du total des quotidiens diffusés en France (8 535 033 exemplaires) (1).

Les territoires d'outre-mer - Nouméa et Tahiti, où le groupe possède aussi des quotidiens - n'entrant pas dans le champ de la loi de 1986, reste la question de l'Est républicain et du Midi libre. Selon ses propres déclarations, le groupe Hersant ne possède que 24 % du groupe nancéien. Quant au Midi libre, le groupe Hersant en détient un peu plus de 30 %, mais cette prise de participation doit être examinée le 18 avril par le tribunal de commerce de Montpel-

lier. Or, selon la loi de juillet 1986 sur les sociétés, le contrôle d'une entreprise est fixé à 40 % ; ni l'Est républicain ni le Midi libre n'entrent donc, actuellement, dans le giron du groupe Hersant.

Mais, le coût élevé de la participation de 24 % dans le groupe l'Est républicain pourrait, cachier l'option sur une autre partie du capital. Le contrôle de ces deux groupes régionaux porterait alors le poids de l'empire de presse à 2 497 598 exemplaires soit 29,26 % du total de la diffusion des quotidiens. Un pourcentage très proche du seuil fatidique de 30 %. En cas d'infraction, la loi prévoit des peines de prison (un mois à deux ans) ou une amende (de 10 000 francs à 200 000 francs).

Y. M. L.

(1) Le groupe Hersant contrôle actuellement trois quotidiens nationaux d'informations générales (le Figaro, le Progrès, l'Aurore, France-Soir), seize régionaux (du Dauphiné libéré à l'Union de Reims et du Bien public au Progrès) et deux quotidiens dans les DOM (France-Antilles, Guadeloupe et France-Antilles Martinique).

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

#### CIMENTS FRANÇAIS

Au cours de sa séance du 3 avril 1991, le Conseil d'administration a procédé à l'arrêté définitif des comptes de l'exercice 1990.

Chiffres-clés consolidés (en millions de francs).

CHIFFRES D'AFFAIRES	15 450	+ 23,9
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL (1)	2 959	+ 35,6
BÉNÉFICE NET TOTAL (2)	1 317	+ 16,3
BÉNÉFICE NET, PART DU GROUPE	980	+ 3,5
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (2)	2 384	+ 22,1
INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS	1 790	

(1) Résultat avant frais financiers, impôt et rémunérations prioritaires des fonds propres.  
(2) Avant rémunérations prioritaires.

#### Résultats de la société mère

Le résultat net de la société mère s'élève à 909 millions de francs et la capacité d'autofinancement à 997 millions de francs. Sur la base de données comparables, la croissance du bénéfice net et de la capacité d'autofinancement aurait été respectivement de 7 % et de 2 %.

#### Assemblée générale

Il sera proposé à l'assemblée générale du 7 juin 1991 :  
- de renouveler les mandats d'administrateurs de M. Bernard LAPLACE, de M. Jacques LATSCHE et du comte de RIBES ;  
- de fixer le dividende net à 10 francs par action de 25 francs, nominal, ce qui équivaut au maintien de la distribution de l'exercice 1989, compte tenu de la division du titre par trois ; ce dividende pourra être payé, en numéraire ou en actions, au choix de l'actionnaire.

#### Offre publique d'échange

Le Conseil d'administration a renouvelé, en tant que de besoin, son avis favorable sur l'offre publique d'échange proposée par la Compagnie financière de Paribas sur les actions de la société.  
Cette opération, qui adossera Ciments français à un grand groupe financier, ne remet pas en cause son identité industrielle et boursière. Elle est de nature à lui donner la stabilité et la flexibilité du capital qui lui sont nécessaires pour aborder de nouvelles étapes de son développement.

#### 1<sup>er</sup> trimestre 1991

Le niveau d'activité à fin mars est en recul par rapport à 1990 et aux prévisions budgétaires, sous le triple effet des conditions climatiques sévères, de la guerre du Golfe et du ralentissement progressif de l'économie mondiale. Cette situation, sensible dans tous les pays mais surtout en Amérique du Nord, se traduit par une baisse des tonnages de ciment vendus par le Groupe, de l'ordre de 2 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 1990.

CIMENTS FRANÇAIS sur minitel 3616 CLIFF

## PECHINEY INTERNATIONAL

### RÉSULTATS 1990

Le Conseil d'Administration réuni le 3 avril 1991 a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

#### COMPTES CONSOLIDÉS

Le résultat net consolidé de Pechiney International (part du Groupe) s'élève à 1150 millions de francs (soit 15 francs par action) avant amortissements des écarts d'acquisition, contre 1529 millions (20 francs par action) en 1989. Après déduction de cet amortissement, il est de 907 millions de francs (soit 12 francs par action), contre 1268 millions (17 francs par action) pour l'exercice précédent.

Exprimé en dollars, monnaie de compte d'une part prépondérante des activités de Pechiney International (le cours de change moyen s'est déprécié de 6,38 F à 5,45 F), le résultat net (après amortissement des écarts d'acquisition) passe de 199 millions à 166 millions en 1990. L'analyse des données présentées ci-après montre que le résultat courant en dollars est quasiment stable d'un exercice à l'autre (-1 %), la diminution du résultat net provenant pour l'essentiel des éléments hors exploitation, des sociétés en équivalence et de la part des intérêts minoritaires.

(en millions)	1990	1989	1990	1989
CHIFFRE D'AFFAIRES	7 895	7 598	43 028	47 985
MARGE OPÉRATIONNELLE	665	687	3 627	4 382
dont :	419	333	2 285	2 126
- Emballage	150	141	819	899
- Composants	71	177	386	1 128
- Aluminium	28	38	153	243
- Commerce International	(3)	(2)	(16)	(14)
- Autres	354	359	1 932	2 289
RÉSULTAT COURANT	211	340	1 150	1 529
RÉSULTAT NET	166	199	907	1 268

Le chiffre d'affaires consolidé diminue en francs, de 10,3 % ; en dollars, il progresse de 5,2 %. Le secteur Emballage représente 69 % du total, les Composants Aeronautiques 13,4 %, l'Aluminium 10,3 % et l'activité Commerce International 7,3 %.

L'évolution de la marge opérationnelle (-17 % en francs et -3 % en dollars) recouvre une diminution des résultats des activités Aluminium et Commerce International, presque entièrement compensée, en dollars, par la progression des résultats des secteurs Emballage et Composants Aeronautiques. Les frais financiers nets baissent de 2093 millions de francs à 1695 millions, en raison de la dispari-

tion des charges non récurrentes supportées en 1989 et de la dépréciation du dollar. Les impôts sont également en diminution, de 901 millions à 765 millions. Les produits et charges hors exploitation, les résultats des sociétés en équivalence et la part des intérêts minoritaires se soldent par une charge nette de 17 millions de francs, contre un profit de 141 millions en 1989.

Le secteur Emballage, dont la marge opérationnelle a progressé de 7,5 % en francs et de 26 % en dollars, a tiré pleinement profit en 1990 de la conquête de ses actifs industriels, des positions consolidées de premier plan qu'il détenait sur ses divers marchés et des efforts déployés pour réduire les coûts de production. La plupart des activités ont vu leurs résultats progresser, en particulier le boisson. La contribution d'Aluminium a été de 343 millions de dollars, en augmentation de 24 % par rapport à 1989. Les perspectives pour 1991 sont bonnes et devraient permettre une nouvelle progression des résultats.

Dans le secteur Composants Aeronautiques, après un premier semestre marqué par une certaine érosion des marges sur les ventes d'ailettes de turbines, la seconde partie de l'exercice a enregistré une forte amélioration des résultats, grâce à la croissance en volume des ventes d'ailettes, notamment en Europe, aux très bonnes performances de l'activité pièces pour turbines industrielles et à une meilleure maîtrise des coûts de production. Les résultats de ce secteur devraient se maintenir à un bon niveau en 1991, s'il se confirme, ce qui semble aujourd'hui probable, que la crise récente du transport aérien n'entraînera pas de diminution sensible d'activité.

Quant à l'activité Aluminium, elle a été doublement pénalisée en 1990 par le recul des cours mondiaux de l'aluminium et par les effets de la dépréciation du dollar. Le niveau historiquement très bas des cours actuels de l'aluminium continuera de peser, en 1991, sur les résultats de cette activité, qui bénéficiera toutefois de la remontée du cours de change du dollar intervenue au cours des dernières semaines.

#### COMPTES DE LA SOCIÉTÉ

PECHINEY INTERNATIONAL  
Le bénéfice net de la société s'élève à 482 millions de francs, contre 509 millions en 1989. Le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale, convoquée pour le 11 juin, le maintien à 5 F du dividende net des actions ; il s'y ajoute un montant de 0,38 F par action au titre de l'avoir fiscal et des crédits d'impôts.

PECHINEY INTERNATIONAL

INFORMATION MINITEL : 3616 CLIFF

سكزا سالاصل

## MARCHÉS FINANCIERS

## La Caisse d'épargne de Lombardie entre dans le capital des Wagons-Lits

La Caisse d'épargne de Lombardie (Cariplo) et la Compagnie internationale des wagons-lits (CIWL) viennent de conclure un accord, en prévision de la mise en œuvre, à partir du 26 janvier, sur une entrée de la Cariplo dans le capital des Wagons-Lits. La Compagnie finanziaria italiana (CFI), banque d'affaires de la Cariplo, va prendre 1 % du capital de la CIWL, provenant des actions détenues auparavant par la Sodexho, pour un montant de dix

milliards de francs (45 millions de francs environ). En même temps, elle va prendre une part de 8 milliards de francs dans un holding au capital social de 43 milliards de francs, qui coiffait l'ensemble des activités des Wagons-Lits en Italie.

Cet accord répond au désir des nouveaux dirigeants de la CIWL de trouver des actionnaires dans les pays où la compagnie entend développer ses activités.

## La SNECMA a réalisé 77 millions de francs de bénéfices en 1990

Le motoriste français SNECMA a vu son chiffre d'affaires progresser, en 1990, de 5 % pour atteindre 14,1 milliards de francs. Son résultat courant fait état d'un bénéfice de 435 millions de francs contre 185 millions en 1989, mais après déduction de 237 millions de francs, surtout imputables aux pertes sévères enregistrées par la nouvelle filiale belge, FN Moteurs, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 77 millions de francs contre 85 millions (-9,4 %).

Les autres filiales du groupe se sont bien comportées, et notamment Messier-Bugatti (trains d'atterrissage) et la SEP (propulsion de fusées et de missiles) qui ont réalisé respectivement un bénéfice de 62 millions de francs et de 145 millions.

## EN BREF

□ Légère baisse des bénéfices de Dassault-Aviation. - Pour 1990, le bénéfice net de Dassault-Aviation (après impôts et versement d'un intéressement du personnel à hauteur de 92 millions de francs) est de 218,2 millions de francs (au lieu de 294,7 millions en 1989) pour un chiffre d'affaires de 17,13 milliards de francs, comparable à l'exercice précédent. Le déclin du résultat s'explique par la faiblesse du dollar et la dépréciation des créances liées aux événements du Golfe (en particulier, l'embargo contre des livraisons de Mirage à l'Irak et à la Jordanie). Les commandes reçues en 1990 se sont élevées à 16,04 milliards de francs, soit un montant assez voisin de celui de 1989. Deux nouveaux administrateurs ont été nommés le 8 avril : M. Bertrand Daugny et M. Jacques Grossi.

□ Fleury-Michon acquiert plus de 66 % de Calixte. - Fleury-Michon (charcuterie, plats cuisinés, saucissons) a pris plus des deux-tiers du capital de la société Calixte, spécialisée dans les salaisons et le saucisson sec haut de gamme, a indiqué le 8 avril la direction de Fleury-Michon. Calixte (entreprise familiale ardoise) et Fleury-Michon, installée en Vendée, ont décidé de regrouper leurs activités dans le domaine des salaisons sèches et de constituer une nouvelle société « Calixte Producteur ». Par cette opération, Fleury-Michon accède à la troisième place du marché français du saucisson sec.

## Titrisation de 2 milliards de francs de créances pour le Crédit lyonnais

Le Crédit lyonnais lance sa deuxième opération de titrisation de crédits personnels. Celle-ci permet à l'établissement de sortir de son bilan 70 000 prêts accordés à ses clients et de les céder à un fonds commun de créances, baptisé CL FCC 2, pour un montant total de 2 milliards de francs, un chiffre record pour une opération de titrisation en France. En contrepartie, ce fonds émet 1,75 milliard de francs de parts prioritaires et 250 millions de parts spécifiques.

Les parts prioritaires seront placées dans le public et cotées à la Bourse de Paris. Les parts spécifiques (qui supportent le risque de non-recouvrement) seront souscrites par le Crédit lyonnais et pourront faire ultérieurement l'objet d'un placement privé auprès d'investisseurs institutionnels.

□ Construction navale : production mondiale en hausse de 20 % en 1990. - Le tonnage mondial des navires de commerce construits en 1990 a augmenté de près de 20 % en 1990 par rapport à l'année précédente, pour atteindre son plus haut niveau depuis quatre ans, soit 15,9 millions de tonnes de jauge brute, selon le rapport annuel du Lloyd's Register of Shipping, le bureau de classification maritime des Lloyd's, publié lundi 8 avril à Londres.

Le Japon s'est maintenu au premier rang mondial et a augmenté à la fois sa production et sa part de marché, qui est passée de 40,5 % à 43 %. En revanche, la part de la Corée du Sud a légèrement diminué. En Europe, c'est l'Allemagne qui enregistre la plus forte croissance. La part relative des pétroliers dans le carnet mondial tend à diminuer alors que celle des vraquiers qui transportent les céréales ou les minerais, augmente.

## Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-32, poste 4330

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ BORDELAISE DE CIC

Le conseil d'administration, présidé par M. Jean de La Chauvinière, a examiné et approuvé, dans sa séance du 22 mars 1991, les comptes de l'exercice 1990, qui seront soumis à la prochaine assemblée générale.

Le total du bilan s'établit à 9 231 millions de francs, contre 8 272 millions de francs en 1989.

Le produit net bancaire s'élève à 410 millions de francs, contre 372 millions de francs en 1989, soit une augmentation de plus de 10 % par rapport à l'année précédente.

Le volume des crédits distribués à la clientèle a connu un accroissement de l'ordre de 10 % pour atteindre 4,7 milliards de francs et 6 milliards de francs avec les engagements hors bilan. Les ressources, quant à elles, ont progressé de 4,3 %, montant auquel il convient d'ajouter la forte croissance des G.P.C.V.M. En particulier, le SICAV 88 SECURITE, qui a connu un vif succès, et les deux fonds communs de placement, ont atteint plus de 900 millions de francs d'encours. Les frais généraux étant contenus, le résultat brut d'exploitation progresse de plus de 33 % pour atteindre les 60 millions de francs.

Les dotations aux amortissements sont du même ordre que celles de l'année précédente. Les dotations en provisions pour risques domestiques et pour risques pays restant à un niveau soutenu, le résultat net de l'exercice s'établit à 4,5 millions de francs de bénéfice contre une perte de 23 millions de francs en 1989.

Le renforcement de la direction de l'exploitation et de la salle des marchés et le déploiement du réseau, conjugués aux possibilités commerciales nées d'accords réciproques avec le GAN, permettent d'espérer que l'année 1991 sera une année de consolidation de cette capacité bénéficiaire retrouvée.

GROUPE CIC

## NEW-YORK, 9 avril ↑

## Légère progression

L'indice Dow Jones est revenu au-dessus de la barre des 2 900 points lundi dans les derniers échanges, clôturant à 2 918,56 points, en hausse de 21,76 points (+ 0,74 %). La séance cependant a été hésitante dans l'attente de plus amples indications sur l'évolution des taux d'intérêt. Quelque 139 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 945 contre 615, 488 titres étant inchangés. Déçu par l'absence de réaction de la Réserve fédérale américaine (Fed) aux mauvais chiffres du chômage publiés vendredi dernier, les investisseurs ont porté leur attention sur les résultats trimestriels des entreprises américaines dont la plupart sont jugés peu intéressants dans le moment des choses.

Le marché attend d'autre part les prochaines statistiques économiques, particulièrement les prix de gros et de détail pour mars. Ces indications, significatives sur le front de l'inflation, pourraient encourager la Fed à stimuler de nouvelles baisses des taux d'intérêt afin de sortir l'économie de la récession, selon les experts. Sur le marché obligataire, le taux des bons du Trésor à trente ans a peu varié, s'établissant en fin d'après-midi à 8,16 % contre 8,17 % vendredi soir.

VALEURS	Cours de 9 avril	Cours de 8 avril
Alcoa	64 7/8	64 7/8
AT&T	34	34 5/8
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	17 3/4	17 5/8
Du Pont de Nemours	37	36 1/8
General Motors	42 3/8	42 1/8
IBM	57 1/8	57 3/8
Intel	31	31 1/8
Johnson & Johnson	20 7/8	20 7/8
Merck & Co.	37 1/4	37 3/8
Microsoft	22 1/8	22 1/4
Novartis	112 1/2	112 1/2
Pfizer	57 7/8	58
Rockwell	64	64 1/8
Schlumberger	56 3/4	56 3/4
Schering	56 3/8	56 1/8
Tecumseh	63 5/8	64 1/2
Union Carbide	17	17 1/4
Verizon	31 3/8	31 3/8
Walt Disney	29 1/8	28 3/8
Xerox Corp.	57	57 1/4

## LONDRES, 9 avril ↓

## La baisse revient

La Bourse de Londres a terminé la séance de lundi dans le rouge. A la clôture, elle avait perdu 10 points, soit 2 812,56 points, en baisse de 21,76 points (-0,74 %). Le volume des échanges a atteint 582,7 millions de titres contre 601 millions vendredi.

Cette baisse a été la conséquence des prises de bénéfices après la forte hausse de la semaine dernière, mais aussi de la publication de plusieurs statistiques décevantes, à savoir l'économie britannique. Les ventes de détail ont baissé de 0,1 % en février après avoir été initialement annoncées en hausse de 1 %. La faible hausse (98 millions de livres) de l'encours des crédits à la consommation en février, à 29,58 milliards de livres, a aussi contribué à la baisse. Un porte-parole du Trésor a ajouté que ces chiffres montraient que « la politique monétaire restrictive continuait à réduire la croissance du crédit ».

□ Général des sauts : + 20 % de bénéfices en 1990. - Le groupe Général des sauts, premier groupe français de services, table sur un chiffre d'affaires consolidé d'environ de 11 milliards de francs pour 1990, en hausse de 18,8 % sur 1989, dont près de 30 milliards à l'étranger (environ 25,5 % du total) et 2,2 milliards de bénéfices net, contre 2,2 milliards en 1989.

□ Sodexho prend deux sociétés belges de restauration. - Sodexho Belgique, filiale du groupe français de restauration collective et de titres de repas, vient de prendre le contrôle de deux sociétés belges de restauration, Belgozest et Restaura. La première agit sur les établissements de soins, la seconde sur les entreprises. Ces deux acquisitions portent à 4 milliards de francs le chiffre d'affaires de Sodexho Belgique, soit 650 millions de francs français le chiffre d'affaires du groupe Sodexho en Belgique, avec 2 513 salariés.

□ Monsanto vend son alimentation animale à Mitsui et Nippon Soda. - Le groupe chimique américain Monsanto a annoncé lundi 8 avril, la vente de ses activités dans l'alimentation animale aux sociétés japonaises Mitsui et Nippon Soda. Mitsui et Nippon Soda vont créer une nouvelle société qui reprendra la plupart des activités de Monsanto dans les additifs utilisés dans l'alimentation animale (Alimet et MHA). Les activités cédées ont représenté l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 750 millions de francs et un bénéfice net de 121 millions de francs, contre 605 millions.

□ Licenciers chez Arnaud Savary (filiale Dior-Hermès). - Les ateliers Arnaud Savary, filiale à 53 % d'Hermès et à 25 % de Dior, installés à Pierre-Bénite (Rhône), vont procéder à 121 licenciements, à-t-on appris lundi 9 avril de source syn-

## PARIS, 9 avril ↓

## Recul

La Bourse de Paris a débuté la semaine sur une note faible, à l'image des autres grandes places internationales. En repli de 0,33 % des valeurs premières cotées, les valeurs françaises ont continué d'évoluer dans le rouge tout au long de la matinée. En début d'après-midi, l'indice CAC 40 s'inscrivait toujours en recul (-0,5 %). Plus tard dans la journée, à la clôture, l'indicateur de la place accusait une baisse de 0,22 %.

Le marché parisien a lui aussi été déçu, semble-t-il, comme l'ont été les marchés new-yorkais, vendredi dernier, et nippont, quelques heures plus tôt dans la matinée, du maintien de la politique monétaire américaine en l'état, alors que les milieux financiers espéraient une légère détente du foyer de l'argent outre-Atlantique. En effet, après la publication, vendredi 5 avril, des chiffres concernant le chômage aux Etats-Unis, à son plus haut niveau depuis quatre ans, démontrant ainsi que la reprise n'était pas encore revenue, les investisseurs ont attendu, en vain, un geste de la Réserve fédérale comme elle l'a fait à plusieurs reprises ces derniers mois. Quant à l'économie américaine, elle donnait des signes de ralentissement prononcés.

Cela étant, le marché a aussi profité de cette journée pour consolider ses positions après la hausse sensible de la semaine dernière. Du côté des valeurs étrangères, les investisseurs ont continué de mobiliser l'attention des intervenants. Ce fut aussi le cas d'Alcatel Alsthom et la Générale industrielle, d'autre part, ont continué de mobiliser l'attention des intervenants. Ce fut aussi le cas d'Alcatel Alsthom et la Générale industrielle, d'autre part, ont continué de mobiliser l'attention des intervenants.

## TOKYO, 9 avril ↓

## Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a poursuivi son mouvement de baisse clôture sur un recul de 1,1 % mardi. L'indice Nikkei perdait 290,26 yens et revenait à 26 317,39 yens. Le mouvement était amorcé dès le début de la journée. A la séance, l'indice Nikkei affichait déjà une baisse de 0,3 %. Le volume des échanges atteignait 250 millions d'actions. La baisse des valeurs japonaises a été due à une vente d'arbitrage liée à l'indice effectué par une firme de courtage. Selon les analystes, les investisseurs attendent la publication de l'indice américain des prix à la consommation et de l'indice des prix des gros qui doivent être connus d'ici la fin de la semaine.

VALEURS	Cours de 9 avril	Cours de 8 avril
Alcoa	64 7/8	64 7/8
AT&T	34	34 5/8
Boeing	48 1/2	48 1/2
Chrysler	17 3/4	17 5/8
Du Pont de Nemours	37	36 1/8
General Motors	42 3/8	42 1/8
IBM	57 1/8	57 3/8
Intel	31	31 1/8
Johnson & Johnson	20 7/8	20 7/8
Merck & Co.	37 1/4	37 3/8
Microsoft	22 1/8	22 1/4
Novartis	112 1/2	112 1/2
Pfizer	57 7/8	58
Rockwell	64	64 1/8
Schlumberger	56 3/4	56 3/4
Schering	56 3/8	56 1/8
Tecumseh	63 5/8	64 1/2
Union Carbide	17	17 1/4
Verizon	31 3/8	31 3/8
Walt Disney	29 1/8	28 3/8
Xerox Corp.	57	57 1/4

## FAITS ET RÉSULTATS

□ Général des sauts : + 20 % de bénéfices en 1990. - Le groupe Général des sauts, premier groupe français de services, table sur un chiffre d'affaires consolidé d'environ de 11 milliards de francs pour 1990, en hausse de 18,8 % sur 1989, dont près de 30 milliards à l'étranger (environ 25,5 % du total) et 2,2 milliards de bénéfices net, contre 2,2 milliards en 1989.

□ Sodexho prend deux sociétés belges de restauration. - Sodexho Belgique, filiale du groupe français de restauration collective et de titres de repas, vient de prendre le contrôle de deux sociétés belges de restauration, Belgozest et Restaura. La première agit sur les établissements de soins, la seconde sur les entreprises. Ces deux acquisitions portent à 4 milliards de francs le chiffre d'affaires de Sodexho Belgique, soit 650 millions de francs français le chiffre d'affaires du groupe Sodexho en Belgique, avec 2 513 salariés.

□ Monsanto vend son alimentation animale à Mitsui et Nippon Soda. - Le groupe chimique américain Monsanto a annoncé lundi 8 avril, la vente de ses activités dans l'alimentation animale aux sociétés japonaises Mitsui et Nippon Soda. Mitsui et Nippon Soda vont créer une nouvelle société qui reprendra la plupart des activités de Monsanto dans les additifs utilisés dans l'alimentation animale (Alimet et MHA). Les activités cédées ont représenté l'an dernier un chiffre d'affaires d'environ 750 millions de francs et un bénéfice net de 121 millions de francs, contre 605 millions.

□ Licenciers chez Arnaud Savary (filiale Dior-Hermès). - Les ateliers Arnaud Savary, filiale à 53 % d'Hermès et à 25 % de Dior, installés à Pierre-Bénite (Rhône), vont procéder à 121 licenciements, à-t-on appris lundi 9 avril de source syn-

## PARIS :

## Second marché (collection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	3702	3610	Guinot	860	860
Alcatel Alsthom	290	295	LCC	255	255
Alcatel	106	106	IDA	311	310
Alcatel	181 10	196 50	Idemsa	132	137 30
Banque Paribas	886	889	Idemsa	883	885
Banque Paribas	361	360	LP&L	100 50	102
Banque Paribas	212	212	Loca Invest	280	278 50
Banque Paribas	1107	1100	Loca Invest	95	95
Banque Paribas	430	430	Mars Comm.	144	144
Banque Paribas	584	600	Mars Comm.	151	151
Banque Paribas	176	176	Pratiborg	82	82
Banque Paribas	315	315	Publi-Filipacchi	323	323
Banque Paribas	536	510	Rafel	600	600
Banque Paribas	280	280	Rhone-Alp. Em. (Ly.)	288	288
Banque Paribas	822	822	St-H. Matignon	181	181
Banque Paribas	286 20	280	Select Invest (Ly.)	101	101
Banque Paribas	484	480 80	Serbis	464 50	464 50
Banque Paribas	885	890	S.M.T. Group	130	124 50
Banque Paribas	400	400	Sopas	285	285
Banque Paribas	285 20	287	TFI	309 80	307 50
Banque Paribas	1080	1085	Thomson H. (Ly.)	200	200
Banque Paribas	400	400 10	Unilog	111 10	111 10
Banque Paribas	140	140	Val et Cie	750	750
Banque Paribas	270	270	Y. St-Laurent Group	750	750
Banque Paribas	357	358			
Banque Paribas	142	142			
Banque Paribas	313	308			
Banque Paribas	376	370			
Banque Paribas	230	218 70			
Banque Paribas	865	865			

## LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 avril 1991

Nombre de contrats : 90 225.

COURS	juin 91	sept. 91	déc. 91
Dernier	186,62	186,49	185,94
Précédent	186,14	185,16	185,56

Options sur notionnel	Options d'achat	Options de vente
Prix d'exercice	juin 91	sept. 91
106	1,20	1,64
	0,68	1,27

CAC 40 A TERME (MATIF)	mai	juin
Dernier	1 863	1 865
Précédent	1 858	1 860

## CHANGES

Dollar : 5,72 =

Le dollar restait ferme mardi 9 avril, dans un marché calme. A Paris, la devise américaine s'échangeait à 5,72 francs contre 5,7235 francs la veille à la cotation officielle. Elle était également stable à l'égard des principales monnaies. Le mark cotait 3,3825 francs à Paris contre 3,3812 francs lundi au fixing.

FRANCFORT 8 avril 9 avril  
Dollar (en DM) 1,672 1,675  
Tokyo 8 avril 9 avril  
Dollar (en yen) 137,88 137,88

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (9 avril) 8 15/16 - 9 1/16

New-York (8 avril) 5 1/2

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

Valeurs françaises... 5 avril 8 avril  
Valeurs étrangères... 115,78 115,78  
Indice général CAC 40... 491,40 493,35  
(SBF, base 1000 : 31-12-91)  
Indice CAC 40... 1851,71 1847,57

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industriel... 2 896,78 2 918,56

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs... 2 545,20 2 529,58

30 valeurs... 2 014,50 1 999,88

Mécanisme d'Etat... 85,55 85,47

FRANCFORT

Dax... 1 586,87 1 579,95

TOKYO

Nikkei Dow Jones... 26 607,65 26 317,39

Indice général... 2 008,74 1 986,29

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	100 DM	100 S	100 ¥	100 £	100 F	100 C	100 A	100 N	100 B
100 DM	5,7210	5,7250	+157	+167	+200	+320	+840	+900	+970
100 S	4,9388	4,9444	-27	-10	-32	-4	-45	-27	-22
100 ¥	4,1729	4,1773	+35	+44	+82	+182	+309	+362	+362
100 £	3,3796	3,3838	+3	+19	+4	+25	-9	+45	+45
100 F	2,9829	3,0018	+2	+18	+2	+17	-1	+39	+39
100 C	16,4380	16,4460	+10	+60	+60	+110	-50	+250	+250
100 A	3,9826	3,9882	+21	+33	+42	+67	+200	+250	+250
100 N	4,5571	4,5611	+183	+77	+191	+154	+322	+460	+460
100 B	10,1950	10,1220	-270	-240	-480	-430	-1070	-540	-540

## TAUX DES EUROMONNAIES

E-U	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
Den	5 1/16	6 5/16	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
Fin	5 1/16	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
Fr	5 3/4	6 7/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
Gr	5 1/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
It (100)	5 1/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
US	5 1/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
U (100)	5 1/8	6 1/8	5 15/16	6 1/16	5 15/16	6 1/16	6 5/16
	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
	12 1/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
	8 15/16	9 3/16	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 3/16	9 3/16



## Règlement mensuel

[illegible]

Cote des Changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9/4	COURS DES BILLET		MONNAIES ET DEVIS	COURS préc.	COURS 9/4
			achat	vente			
Etats-Unis (1 unit)	5 723				Or fin ( kilo au barre)	85700	.....
£	8 473				Or fin (en lingot)	68800	.....
Allemagne (100 dm)	338 29				Napoleon (200)	378	.....
Belgique (100 Fl.)	300 080				Pièce Fr (10 r.)	211	.....
Playa-San (100 r.)	4 657				Pièce Suisse (20 r.)	400	.....
Indes (1000 liras)	3 420				Pièce Latine (20 r.)	376	.....
Danemark (100 lres)	10 086		4 050	4 050	Souverain	481	.....
Cheque (100 francs)	3 119				Pièce 20 dollars	2106	.....
Suisse (100 r.)	33 900				Pièce 10 dollars	1080	.....
Subide (100 lres)	86 350				Pièce 5 dollars	555	.....
Norvège (100 kr.)	48 045				Pièce 50 pesos	2470	.....
Autriche (100 sch.)	5 478				Pièce 10 florins	395	.....
Espagne (100 pes)	3 873						
Portugal (100 esc)	4 951		3 650	3 650			
Canada (1 \$ can)	4 181						
Japan (100 yens)							

Jaeger	300	.....	Edinburgh	671 80	852 234	Orville	1354 41	1334 38
London	1067 58	1056 49	London	1067 58	1056 49	London	1067 58	1056 49
Europe	211 38	1181 054	Europe	211 38	1181 054	Europe	211 38	1181 054
San Gm	7007 71	6738 18	San Gm	7007 71	6738 18	San Gm	7007 71	6738 18
Paraguay	12823 41	12923 41	Paraguay	12823 41	12923 41	Paraguay	12823 41	12923 41
France	9595 04	9606 85	France	9595 04	9606 85	France	9595 04	9606 85
France	279 78	279 78	France	279 78	279 78	France	279 78	279 78
France	108 21	108 21	France	108 21	108 21	France	108 21	108 21
France	348 86	350 04	France	348 86	350 04	France	348 86	350 04
France	483 38	483 38	France	483 38	483 38	France	483 38	483 38
France	483 38	483 38	France	483 38	483 38	France	483 38	483 38
France	112 59	109 31	France	112 59	109 31	France	112 59	109 31
France	1229 26	1193 46	France	1229 26	1193 46	France	1229 26	1193 46
France	32 07	32 07	France	32 07	32 07	France	32 07	32 07

# PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4330

— : deni détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

هكذا من الاصل







حکومتی الامم

30 • Mercredi 10 avril 1991 •

# Le Monde

A la Réunion

## Inculpation de trois personnes après la mort d'une journaliste

Trois personnes, dont un mineur, auteurs présumés de la mort d'une journaliste réunionnaise, tuée au volant de sa voiture par un jet de pierre, le 26 février, ont été inculpés d'assassinat et d'écroues, lundi 8 avril, à la maison d'arrêt de Saint-Denis de la Réunion.

Alors qu'elle circulait sur une route de la Rivière des Galets, sur la commune du Port, M<sup>lle</sup> Vivienne Cadei, vingt-deux ans, journaliste à Antenne Réunion, avait été mortellement blessée par une pierre de 3 kilos, lancée sur sa voiture par des inconnus, du haut d'un échangeur. Le projectile, qui avait traversé le pare-brise du véhicule, l'avait atteinte à la tête, la tuant sur le coup.

Cet incident était intervenu pendant les émeutes de Saint-Denis, où de nombreux véhicules et des vitrines avaient été attaqués à coups de pierres, mais les enquêteurs n'avaient pas voulu établir de lien entre les deux évé-

nements. Interpellé, dimanche, à la suite d'un vol, Jean-Philippe Peter, vingt-sept ans, aurait avoué, au cours de son interrogatoire, être l'un des auteurs des faits. Il aurait également livré les noms de ses deux complices, Jean-Marie Louise, vingt-sept ans, considéré par les gendarmes comme un simple d'esprit ainsi qu'un mineur dont l'âge n'a pas été précisé.

Jean-Philippe Peter, invalide à 80 % à la suite d'un accident de la circulation, selon les gendarmes, aurait déclaré avoir agi « par jeu ». Les enquêteurs affirment que lui et ses complices n'en étaient pas à leur coup d'essai et s'amusaient jusqu'à samedi dernier à arroser de pierres les voitures circulant sur la route du Port, à une trentaine de kilomètres de Saint-Denis.

Présentés lundi soir au juge d'instruction, ils ont été inculpés d'homicide volontaire avec guet-apens et écroues. (AFP)

Une première à l'Ecole de guerre

## 1 500 invités pour entendre un discours de M. Mitterrand sur la sécurité européenne

Les officiers stagiaires de la 103<sup>e</sup> promotion de l'Ecole supérieure de guerre ont réussi la gageure d'inviter le chef de l'Etat à présider la séance finale d'un Forum qu'ils organisent, les mercredi 10 et jeudi 11 avril à Paris, sur le thème : « Quelle sécurité en Europe à l'aube du vingt et unième siècle ? ». C'est une première. Plus de quinze cents invités, dont le tiers sont des étrangers, entendront cent cinquante orateurs découvrir de la sécurité européenne de l'an 2000.

Ce Forum, dont les stagiaires de l'Ecole de guerre ont eu l'initiative, s'organise en trois parties distinctes : une séance plénière, inaugurée par le ministre de la défense, M. Pierre Joxe ; des travaux en six commissions sur les enjeux internationaux, le nouveau système de sécurité collective en Europe, les progrès technologiques et la maîtrise des armements, l'économie et l'environnement, les ressources humaines, et les opinions publiques face à la volonté de

défense ; une séance plénière de bilan, avec un discours de M. Mitterrand, qui est constitutionnellement le chef des armées.

Pour les six commissions de travail, les stagiaires de l'Ecole de guerre ont rassemblé des juristes, des responsables politiques, des hommes de presse et des militaires. A cette occasion, une première mondiale est prévue, avec l'instauration d'un débat télévisé en multiplex en direct de l'Académie militaire de Moscou (avec la participation du maréchal Sergueï Akhroméiev, ancien chef d'état-major soviétique) et de la National Defense University (avec M. Brent Scowcroft, conseiller de M. George Bush).

URSS

## La Géorgie se proclame indépendante

Le Soviet suprême (Parlement) de la Géorgie, réuni mardi 9 avril en session extraordinaire, a proclamé unilatéralement l'indépendance de la Géorgie, à l'issue d'un référendum de la représentation permanente de la Géorgie à Moscou.

Le Parlement géorgien s'est fondé sur les résultats du référendum organisé le 31 mars dans la République, qui s'était soldé par un vote massif en faveur de l'indépendance. La Géorgie est, après la Lituanie, la seconde république soviétique à proclamer ainsi son indépendance. (AFP, Reuters)

## Les divergences sur la deuxième étape de l'union économique et monétaire européenne se précisent

Réunis à Luxembourg lundi 8 avril, les ministres des finances de la Communauté ont exprimé leur différence d'appréciation sur les conditions de passage à la deuxième étape de l'union économique et monétaire européenne (UEM). Concrètement, deux points de vue s'affrontent. Pour les uns - l'Allemagne, les Pays-Bas et le Danemark - ce passage à la deuxième phase, au cours de laquelle un système européen de banques centrales doit être mis en place, ne peut être effectué que si, comme l'a souligné le secrétaire d'Etat allemand aux finances, M. Horst Koehler, un véritable programme de rapprochement des taux d'inflation et de réduction des déficits budgétaires est adopté. L'entrée en vigueur de la deuxième étape au 1<sup>er</sup> janvier 1994 ne pourrait être respectée qu'en cas de succès de ce programme. Les trois pays ont refusé lundi le compromis présenté par le Luxembourg.

Pour les autres Etats (à l'exception de la Grande-Bretagne, qui n'a jamais accepté l'objectif de la création d'une monnaie commune européenne), la deuxième étape doit démarrer à la date prévue lors du sommet de Rome.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Renversant !

Où là là, ce scandale ! Ils sont fumés un joint en 1985, Reagan et sa femme. Même qu'ils ont rigolé ! Et attendez, voici mieux : s'il l'a épousée, c'est parce qu'elle était enceinte, vous vous rendez compte un peu ! En plus, il l'a trompée, il s'est tapé trois quatre starlettes et elle lui a rendu la monnaie de sa pièce.

Avec qui ? Tenez-vous bien, avec Frank Sinatra. Où ça ? Sous son nez, à Ronnie, dans les appartements privés, à deux pas du bureau ovale, entre la poire et le fromage. Téléphone bloqué. On n'avait pas le droit de troubler leurs ébats. Faut comprendre ! Avec leurs soixante-dix balais, elle, sa mise en plis, lui, son corset, il aurait suffi d'un coup de fil pour leur casser le coup !

Enfin, franchement, à quoi ça ressemble, ces révélations fracassantes dont la plupart, Madame et son astrologue, Monsieur et ses blagues anti-gay, anti-black, font depuis belle lurette, la une de la presse internationale ? A ce que c'est : la fabrication d'un de ces best-sellers - quatre ans d'enquête et une avance de 3,5 millions de

dollars - signés Kitty Kelley dont Jackie Onassis a déjà fait les frais.

Pour ça, ils reculent devant rien, les éditeurs américains. Et surtout pas les foudres des hauts personnages incriminés. Essayez donc de publier ici un Giscard intime, on vous claquera le nez au nez. Rien que pour avoir évoqué, le plus discrètement du monde, ses frasques à l'heure du laitier, un de mes confrères a été immédiatement sanctionné : plus le droit de mettre les pieds à l'Elysée.

Moi, quand je me suis permis de parler dans un billet des aventures de Grace de Monaco telles que les rapportait encore une de ces « bio » à sensation dont les Etats-Unis faisaient leurs choux gras, je me suis fait taper sur les doigts : Tu touches pas à ça ! Eux, là-bas, ils y touchent, pas gênés, à la ligue de Ted Kennedy, lancés, jambes nues, avec son fils et son neveu, à la poursuite d'une pouf rencontrée dans un bar.

Remarquez, en France, l'odeur du finge sale, ça n'a jamais incommodé personne. A condition qu'il sorte du panier de la Maison Blanche ou de Buckingham.

## Mort de Ruth Page

La danseuse et chorégraphe américaine est morte dimanche 7 avril à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Moins connue en Europe que sa presque contemporaine Martha Graham, qui vient aussi de s'éteindre, Ruth Page était l'une des personnalités les plus dynamiques de la scène chorégraphique américaine. Les Parisiens ne l'auront vue qu'en 1950, lorsqu'elle présenta au théâtre des Champs-Élysées ses Ballets américains, au programme desquels figuraient deux de ses œuvres les plus représentatives : *Frankie and John*, la sombre histoire d'une prostituée et d'un souteneur volage, devenu un classique aux Etats-Unis, et *Billy Sunday*. Et en 1951, lorsqu'elle monta pour les Ballets des Champs-Élysées *Impromptu au bois* et *Renache*, sur le livret et la musique du Trouvère de Verdi, qui passe pour son chef-d'œuvre.

Née en 1900 à Indianapolis, formée par Ivan Clustine, Adolf Bolm et Enrico Cecchetti, elle débute à dix-huit ans dans les tournées d'Anna Pavlova. Puis elle rejoint Adolf Bolm, danseur russe exilé à Londres. On la voit ensuite prima ballerina de la Music Box Revue à Berlin et à New York, puis membre des Ballets russes de Diaghilev ; elle retrouve Bolm pour être l'interprète du rôle de Terpsichore dans la première version de *Apolon Musagète* de Stravinski, à Washington, en 1928. Elle crée ses premières chorégraphies pour le Chicago Summer Opera, de 1929 à 1933.

Avec Bentley Stone, elle forme la Page Stone Ballet Company, qui parcourt le monde et changera plusieurs fois de nom, ce qui rend sa trace diffi-

cile à suivre. C'est cependant à Chicago qu'elle manifesta une fidélité relative, travaillant pour le Chicago Lyric Opera, le Chicago Ballet, et créant là-bas plusieurs de ses œuvres majeures. Elle avait une prédilection pour les ballets adaptés d'opéras, ainsi *Susanna* et *Le Barbier de Séville* de Rossini, *Camille* d'après la *Traviata* de Verdi, la *Chanson-Souris* de Strauss, *Faust* et *Castagnettes* d'après Carmen de Bizet. Depuis 1970, elle dirigeait l'école de danse qu'elle avait fondée à Chicago.

S. de N.

## Chronologie

En raison de l'abondance de l'actualité, la parution de la « Chronologie » du mois de mars est reportée

## PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an  
Librairie GALLIEN  
10, rue de l'Odéon  
75006 Paris  
Tél. 47-26-07-91

**Nouvelles Collections**  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
à partir de 2 490 F  
PANTALONS 830 F VESTONS 1 860 F  
3 000 tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX et PARDESSUS  
UNIFORMES et INSIGNES MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue de la République, Paris 11<sup>e</sup>  
Téléphone : 47-42-70-81  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

(Publié)  
**Le Français en retard d'une fenêtre**  
Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENÊTRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuits.  
Magasin d'exposition, 111, rue La Fayette (10<sup>e</sup>) - M<sup>o</sup> Gare-du-Nord.  
Tél. 48-97-18-18.

## Nouvelle sortie dans l'espace des astronautes d'Atlantis

Après la sortie spectaculaire qui leur a permis, dimanche 7 avril, de sauver le satellite d'observation des rayons gamma GRO, les astronautes de la navette Atlantis, Jerry Ross et Jay Apt, se sont livrés, lundi 8 avril, à de nouvelles acrobaties en apesanteur. Pendant cinq heures et quarante-six minutes, les deux hommes, engoncés dans leur scaphandre, ont procédé à l'essai de divers systèmes destinés à être utilisés lors de la construction de la station spatiale américaine Freedom.

A cette occasion, « Tom et Jerry », comme les surnomment les contrôleurs au sol du centre spatial de Houston, ont eu la charge de tester quatre chariots différents leur permettant de se déplacer rapidement le long d'un rail. Le premier tenait de la draine chère

aux cheminots, le deuxième utilisait une manivelle permettant en quelque sorte de pédaler avec les mains, et les deux derniers, plus sommaires, faisaient appel à des sortes de planches à roulettes où la seule force motrice est celle des bras.

Tout s'est admirablement passé et la NASA peut déjà s'enorgueillir du succès de cette nouvelle mission. Elle en a bien besoin après nombreux contretemps techniques qui ont affecté ses dernières missions. Un signe : le Congrès américain vient de contraindre la NASA à revoir sa copie sur la station Freedom et l'a invité à réduire de 5,7 milliards de dollars ses dépenses sur ce projet, ce qui devrait conduire à une station plus modeste.

J.-F. A.

## EN BREF

□ Une nouvelle affectation pour M. Notin à l'université Lyon-III.  
M. Bernard Notin, maître de conférences en économie à l'université Jean-Moulin (Lyon-III), auteur d'un article niant la réalité des chambres à gaz nazies, vient de se voir affecté à une fonction de chargé d'études sur la documentation en sciences économiques. Cette décision de l'université intervient moins d'un mois après l'annulation de la sanction qui l'avait interdit d'enseignement pour un an. Lyon-III indique que « l'état d'avancement de l'année universitaire » n'avait pas permis de confier de cours à M. Notin.  
□ Antisémisme : M. Brice Lalonde demande une « clarification » aux Verts. - M. Brice Lalonde, ministre délégué chargé de l'environnement, s'est déclaré, lundi 8 avril, « choqué d'apprendre qu'un tiers des Verts s'est abstenu de condamner un texte d'inspiration nettement antisémite proposé à leur conseil national ». « Une clarification s'impose immédiatement », estime le ministre. M. Lalonde ajoute : « De la même façon qu'il n'est pas possible de travailler avec le Front national, il n'est donc pas

possible de travailler avec un tiers des Verts ». Un texte accusant notamment Israël d'être un Etat « raciste, théocratique, militariste et expansionniste », et mettant en cause plusieurs personnalités juives françaises avait été discuté au cours de la dernière réunion du conseil national des Verts (le Monde du 9 mars). Auteur de ce texte, M. Jean Brière, ancien porte-parole du mouvement, avait été désavoué par une partie de cette instance.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 9 avril

### Hésitation

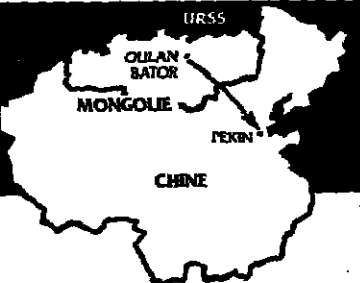
La Bourse de Paris était mitigée mardi avec un CAC 40 se maintenant à +0,10 % en fin de matinée. A l'ouverture, l'indice parisien était en hausse de 0,20 % à 1851,18. Les plus fortes baisses étaient enregistrées par Fromageries Bel, BNP, Cl et Dassault Electronique. Du côté des hausses, on notait Penhoet, Alsacienne de Supermarchés et Métaleurop.

## CIRCUIT LES 2 MONGOLIES DE OULAN BATOR A PEKIN

22 jours pension complète 23900 F

la Mongolie a enfin une agence :

AIR SUD DÉCOUVERTES 105, rue Monge 75005 PARIS  
Tél. : (1) 43 37 85 90 - Minitel 3615 code ASD



## Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL

## EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE

116 pages

45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

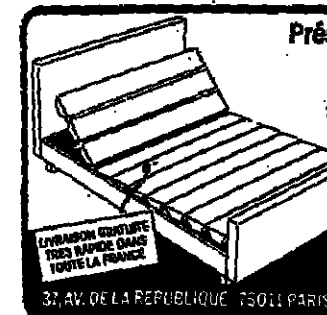
## LE MONDE diplomatique

du mois d'avril

EST PARU

Au sommaire :

• Les embûches de la paix,  
par Claude Julien



Préservez votre dos fragile avec  
**TRECAFLEX**  
sommier de conception entièrement nouvelle, avec système de ressorts pré-comprimés à lattes flexibles.

Incroyable tête et pied.

**CAPÉLOU**

37, av. de la République, 75011 Paris. Tél. 43 57 36 35 - Métro : PASTEUR

**Services**  
Abonnements..... 2  
Cartes..... 28  
Marchés financiers..... 26-27  
Météorologie..... 29  
Mots croisés..... 28  
Radio-Télévision..... 29  
Spectacles..... 20  
La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM  
Ce numéro comprend un supplément initiatrice de 24 pages, foliotées de I à XXIV.  
Le numéro du « Monde »  
daté 9 avril 1991  
a été tiré à 538 377 exemplaires.